

Paris-Bonn
et la culture

De tous les domaines de la coopération franco-allemande, telle qu'elle a été instituée par le traité de l'Elysée de 1963, la culture est sans doute à ce jour le plus décevant, certains même n'hésitant pas à dire que c'est là son seul véritable échec. Singulier paradoxe si l'on songe à la richesse des patrimoines des deux pays et à l'enrichissement considérable qu'ils se sont apporté l'un à l'autre au fil des siècles.

De l'insuffisance présente des échanges culturels franco-allemands, il est un signe qui ne trompe pas : le déclin, qui semblait jusqu'à présent inexorable, de l'enseignement de la langue du partenaire au profit de l'anglais. Le temps semble loin où l'apprentissage de l'allemand allait de soi pour quiconque souhaitait, par exemple, poursuivre des études de philosophie à l'Etob, de l'autre côté du Rhin, il n'était pas de carrière diplomatique concevable sans une solide maîtrise de notre langue...

On pourrait trouver bien d'autres exemples, en particulier dans le domaine de la télévision et du cinéma, malgré quelques tentatives méritoires de production ou de réédition, en coproduction. Sans parler du manque au moins relatif de traductions littéraires ou scientifiques. Et aussi de cette tendance que l'on a, dans chacun des deux pays, à réduire la culture de l'autre à quelques grandes figures du passé, sans en percevoir la richesse et la diversité contemporaines. Encore faut-il noter à cet égard un certain déséquilibre : les Allemands sont assurément, à tout prendre, plus attentifs à l'actualité culturelle française que nous ne le sommes à la leur.

On voudrait, dans ces conditions, pouvoir se réjouir sans réserve de l'accord qui a été conclu, mardi 28 octobre, à Francfort, par M. Mitterrand et Chirac d'une part, le chancelier Kohl de l'autre, afin de développer enfin les échanges culturels entre les deux pays. Si l'on hésite à le faire, c'est parce que la naissance de ce texte a été si laborieuse (sur place, et, auparavant, au cours de deux précédents colloques) et aussi parce qu'en la matière les bonnes intentions des deux gouvernements ne sauraient suffire. Certes, les mesures arrêtées à Francfort vont dans le bon sens, qu'il s'agisse de l'enseignement des deux langues ou des projets audiovisuels communs, et demeurent assez décentes à réaliser en raison de la structure fédérale qui prévaut outre-Rhin. Mais cette prise de conscience en matière culturelle arrive bien tard ; très précisément à un moment où, en dépit des protestations officielles d'amitié, les Allemands ont toujours tendance à se sentir incompris des Français.

On a coutume de dire que l'alliance franco-allemande est le pilier central de la construction politique de l'Europe. L'affirmation de la personnalité culturelle du Vieux Continent, en particulier par rapport aux modes et aux valeurs venues du Nouveau Monde, passe certainement, elle aussi, par une entente Paris-Bonn aussi solide que possible.

(Lire nos informations page 3.)

Par l'intermédiaire de la Syrie et de l'Algérie

Le gouvernement aurait obtenu une trêve avec le clan Abdallah

Le gouvernement parle sur la Syrie et l'Algérie pour empêcher une reprise des attentats. Les responsables des services secrets de ces deux pays, dont le général Lakhal Ayad, directeur de la sécurité militaire algérienne, auraient imposé une trêve aux terroristes du clan Abdallah. Ceux-ci auraient accepté de suspendre leurs actions

jusqu'en février 1987, date envisagée pour le procès de Georges Ibrahim Abdallah.

En cas de rupture, le gouvernement aurait envisagé avec M. Elie Hobelka, ancien chef des Forces libanaises et allié de Damas qui s'est rendu récemment à Paris, des représailles contre les Fraternités armées révolutionnaires libanaises (FARL).

Alors que la Syrie est mise en cause de tous côtés, le ministre de l'Intérieur français lui décerne un brevet de respectabilité. « Il y a beaucoup de bonne volonté à l'égard de la France de la part des dirigeants syriens, et je crois qu'il y a désormais entre les services syriens et les services français une réelle collaboration », affirme M. Charles Pasqua dans une interview, publiée le mardi 28 octobre, par l'hebdomadaire saoudien de langue arabe *Al Majalla*. Il assure que les dirigeants syriens ont été « très peints et très choqués des accusations qui ont été portées contre leur pays » et qu'ils

tiennent « à nous démontrer par cette attitude qu'ils n'étaient pas impliqués dans cette affaire (les attentats de septembre) mais qu'ils étaient prêts à tout faire pour nous aider ».

Propos à la limite de la provocation alors que Londres rompt ses relations diplomatiques avec Damas, juste après le procès de Nezar Hindawi, auteur d'une tentative d'attentat, le 17 avril, contre un Boeing d'El Al. Les responsabilités syriennes dans le terrorisme risquent d'ailleurs d'être à nouveau soulignées, à Berlin-Ouest, lors du prochain procès

d'Ahmed Asi Hindawi, frère du précédent et soupçonné d'avoir trempé dans l'attentat contre la discothèque La Belle, le 5 avril.

Et l'on sait également que les auteurs, spectaculairement désignés par voie d'affiches, des attentats parisiens de septembre — les Fraternités armées révolutionnaires libanaises (FARL), animées notamment par les frères Abdallah — sont historiquement liés à la Syrie dont ils soutiennent les ambitions territoriales au Liban.

GEORGES MARION et EDWY PLENEL

(Lire la suite page 5.)

La lutte contre le terrorisme et la politique de défense

Cohabitation, acte III

« Les arrangements particuliers doivent toujours céder le pas à la solidarité contre le crime » : en une phrase prononcée à Francfort au micro d'Antenne 2, M. Mitterrand a ouvert une nouvelle phase de ce feuilleton qu'est la cohabitation. Car, en une phrase, il a tout à la fois traduit le sentiment dominant du pays, et repris la main face à un gouvernement qui avait cru pouvoir l'ignorer.

Le discours de la fermeté n'est certes pas nouveau. Il n'est pas davantage précis, ni concret. Mais encore fallait-il le tenir. M. Mitterrand avait raté le coche, préférant rester silencieux avant son départ pour l'Indonésie, laissant la parole à M. Chirac : au plus fort de la vague terroriste, l'opinion s'était identifiée à un premier ministre qui avait, ce jour-là, parlé en président.

Puis ledit premier ministre a patavagé. Il a certes obtenu l'essentiel, à ses yeux : une trêve des attentats. Mais au prix de concessions redoutables, et redoutées. Au point que la politique de la France en Proche-Orient est bel et bien devenue illisible, imprévisible au commun des mortels. « On merdote », disait tout de go un membre éminent du gouvernement.

C'est précisément ce moment qu'a choisi le chef de l'Etat pour reprendre l'offensive sur les terrains qui lui étaient disputés par le premier ministre. Au point d'ouvrir une nouvelle phase de la cohabitation.

L'acte I, ce fut la conviènce des trois premiers mois, consacrés à la découverte mutuelle des deux seuls acteurs de cette pièce inédite. Au second acte, la conviènce devint combat entre un premier ministre voulant s'exercer à la fonction présidentielle et un président sur la défensive. Pour montrer qu'il était toujours là, M. Mitterrand choisit de s'attribuer un droit de veto, sous la forme de deux refus de signature des ordonnances (privatisations et découpage électoral) qui lui étaient soumis.

Mais, insensiblement pour l'opinion, et d'une façon douloureuse pour lui, le président passait de la gestion d'un domaine réservé (avant le 16 mars) à la gestion d'un domaine « partagé » (l'acte I de la cohabitation) pour finir, peut-être, par un domaine dévolu, à mesure que s'exercerait la « voracité » du premier ministre dans le domaine extérieur et dans celui de la défense. M. Raymond Barre n'était pas loin, alors,

d'avoir raison : le président était sur le point de « manger son chapeau ».

Puis sont venus successivement les discours de Caylus et de Francfort.

JEAN-MARIE COLOMBANI

(Lire la suite page 6, ainsi que l'article de J. M. K. C. : « Le défi du président au premier ministre ».)

Le troisième larron

par ANDRÉ FONTAINE

L'ECONOMIST de Londres n'est pas un journal fanatiste. Mais il aime les images qui font choc. Il a mis en couverture, cette semaine, comme la Monda l'a déjà signalé, un Gulliver japonais qui dit à un Oncle Sam lilliputien debout dans la creux de sa main : « Maintenant je suis plus riche que vous. » Pour quoi ? Parce que le produit national brut de l'empire nippon par tête vient de dépasser celui des Etats-Unis : 17 000 dollars contre 16 000.

Ce décalage est un peu artificiel dans la mesure où il doit beaucoup à la chute du dollar et à la hausse du yen. Il n'en reflète pas moins de manière frappante la croissance d'un empire et le déclin d'un autre.

Au soir d'Hiroshima, le Japon était totalement ruiné, tandis que les Etats-Unis avaient tout simplement doublé, en six ans de conflit mondial, leur production industrielle et leur revenu national. « Nous pouvons nous dire, déclarait orgueilleusement le président Truman, le 9 août 1945, que nous sortons de cette guerre la nation la plus puissante du

monde, la nation la plus puissante peut-être de toute l'histoire. » Cette puissance, depuis lors, s'est multipliée.

Après la tragédie du Vietnam, le Watergate et le déprimisme des années Carter, l'Amérique a mis à sa tête un champion toutes catégories de la communication qui lui a rendu confiance en elle-même et même la vie dure à ses partenaires-advocates de Moscou.

Il n'empêche que l'idéologie libérale dont Reagan est si fier et dont tant de bons esprits, dans la majorité d'aujourd'hui, continuent de croire dur comme fer qu'elle apporte réponse à tout n'a pas réussi à empêcher les Etats-Unis de se laisser rattraper et dépasser.

« Rattraper et dépasser », c'était le slogan de Staline, celui aussi de Krouchtchev, selon lequel, dans les années 80, on vivrait mieux dans la patrie du socialisme que dans celle du capitalisme. Gorbatchev se garde bien de faire des promesses comparables.

(Lire la suite page 3.)

La baisse des prix en RFA

L'indice a chuté de 0,3 % en octobre

PAGE 28

La campagne électorale en Tunisie

Gafsa, la frondeuse, sans illusions...

PAGE 4

Le sommaire complet se trouve page 32

Ouverture du Mois de la Photo à Paris

Samuel Fuller : « Sans la chance, il faut l'art »

Samuel Fuller, le réalisateur volcanique du *Port de la drogue*, de la *Maison de bambou*, de *The Big Red One*, né en 1911, vendeur de journaux à quinze ans, spécialiste en affaires criminelles à dix-sept ans, président du jury du Mois de la Photographie à Paris.

« Présider le jury du Mois de la Photographie est une expérience tout à fait nouvelle, c'est un des domaines où je suis encore vierge, si l'on peut dire : je ne connais pas les photographes en compétition et c'est beaucoup mieux comme ça. A Hollywood, quand je cherche un cameraman pour un de mes films, je me fais projeter des bouts d'essai, des scènes d'extérieur, d'intérieur, sans savoir qui a tourné quoi. Je suis sûr de ne pas être influencé par une amitié, une réputation, et je choisis au flair, à mon idée. Dans le cas présent, je n'ai pas de favoris. C'est plutôt excitant, j'attends la photo qui me fera un choc. »

Je fais des photos, comme tout le monde, mais je ne suis pas un expert. En revanche, je connais bien le milieu des photographes de presse, parce que j'y ai grandi. Encore gamin, vers les seize-dix-sept ans, j'étais courrier pour le *New York Evening Journal*. Je devais porter les plaques photographiques impressionnées le plus vite possible au journal. A l'époque, on faisait les flashes au magnésium. J'ai vu travailler Frank Carson, Bob Fried, Weegee.

Ce qui me passionnait, c'était d'observer comment, à partir du même cadavre, chaque photographe obtenait un résultat dif-

férent, singulier, selon l'angle, le lumière. En règle générale, plus la légende qui accompagnait la photo dans le journal était brève, meilleure était la photo.

J'avais une idole, Matthew Brady, le photographe du président Lincoln et de Sitting Bull, de la guerre de Sécession, des Indiens, le pionnier du reportage moderne. On n'imagine plus la force de ses photos. Je préparais pour la RKO un western intitulé *Le Jugement des flèches*, et j'avais, sur un mur de mon bureau, un agrandissement gigantesque d'un éléphant de Brady représentant trois cavaliers nordistes, décapités, avec des uniformes décolorés, des bottes en lambeaux, des chevaux squelettiques. Superbe. Mon ami John Ford entra un jour et regarda le mur, abasourdi : « Sam, me dit-il, ne montre jamais ça au ciné. » Evidemment, ces clochards ne correspondaient pas à son esthétisme.

Lui faisait porter des foulards jaunes de John Wayne, un truc à se faire repérer par les Indiens à des kilomètres. Il avait une idée romantique de la guerre, pas moi. La guerre, c'est aussi des soldats en guenilles : pas d'argent, pas de fusil. Mais les gens se font de la vérité historique. Avec Ford, le monde entier s'est fait une idée fautive de la cavalerie américaine, celle de John Wayne bien habillé en pleine bataille.

Il y a des photos que seule la chance peut vous offrir. Exemple classique : au début du siècle, le maire de New-York, un certain Gaynor, s'apprête à faire un discours en public. Il ouvre la bouche. Dans la même seconde, un type lui tire une balle juste dans la

bouche. Et un autre prend la photo. Impossible d'organiser une telle coordination. C'est un coup de chance, et la photo est au musée. De même, quand le navire le *Vesuvius* a coulé, un passager a pris un instantané sublime des gens en train de passer par-dessus bord. Et l'incendie du zepplin dans le New-Jersey, encore la chance.

Sans la chance, il faut l'art. Reconstruire le climat avec des lumières, de la patience, de l'imagination, et c'est admirable, c'est ce qui m'intéresse le plus. On ne mesure pas toujours le pouvoir d'une photo. Le grand Steichen était venu à Paris pour prendre la statue de Balzac par Rodin, que personne n'aimait ici. Il a pris aussi la robe de chambre qui avait servi de modèle et la photo, magnifique, parut dans *Life Magazine*, l'ancien. Du jour au lendemain, les avis changèrent sur Rodin quand les gens virent comment Steichen, lui, l'avait vu.

En même temps, il y a une énigme dans ce métier, on peut l'apercevoir dans *Blow Up* d'Antonioni. Au milieu de cet appartement immense, moderne, immaculé, le héros travaille dans son labo comme un artisan maniaque. Tout est dans sa tête, et il agrandit de plus en plus ce cliché qui n'a de sens que pour lui. Seuls les clowns, à la fin du film, peuvent jouer avec lui à ce jeu qui n'a jamais existé : le tennis sans balle et sans raquette.

C'est cela l'extrême solitude du photographe.

Propos recueillis par MICHEL BRAUDEAU

(Lire pages 13 à 20.)

FRED : les diamants font la chaîne

Fred a capturé des diamants pour habiller les nouvelles chaînes aux mailles entrelacées or gris et or jaune : collier, bracelet, pendants d'oreilles, bagues.



FRED JOAILLER
6, rue Royale, Paris. 42.60.30.65
Le Claridge, 74, Champs-Élysées, Hôtel Mériotel, Espace "Galeries Lafayette", Paris • Aéroport d'Orly
21, bd de la Croixette, Cannes • Hôtel Loewy, Monte-Carlo
20, rue du Marché, Genève • Beverly Hills • Houston • Dallas • New York

Diplomatie

La fin du sommet de Francfort

L'accord culturel franco-allemand a donné lieu à de longues tractations

FRANCFORT
de notre envoyé spécial

Le quarante-huitième sommet franco-allemand s'est achevé le mardi 28 octobre à Francfort par une conférence de presse commune du chancelier Kohl et de M. Mitterrand. Cette réunion a été consacrée pour l'essentiel à présenter et à commenter la déclaration franco-allemande sur la coopération culturelle, mais il y fut aussi question de l'actualité la plus brûlante, notamment de la rencontre des ministres des affaires étrangères de la Communauté qui avait eu lieu la veille à Luxembourg, et des problèmes touchant à la sécurité européenne dans les conditions nouvelles de l'après-Reykjavik. Le président français devait, à l'issue de la conférence de presse, résumer l'essentiel de son intervention au cours d'un entretien accordé à Antenne 2.

C'est, conformément à la tradition, au chancelier Kohl qu'il revenait de présenter le bilan des deux jours de rencontre et la version définitive de la pièce maîtresse du sommet : l'accord culturel. Ce document de douze pages a eu, c'est le moins qu'on puisse dire, une naissance difficile : la dernière nuit fut consacrée par les experts à apporter les modifications souhaitées par le chef d'Etat français et le chancelier allemand.

Toutes les retouches sont destinées à « muscler » un texte auquel

on reprochait sa trop grande banalité. Ce fut le cas, notamment, du passage concernant l'apprentissage des langues, dans lequel les deux pays s'engagent à « assurer une offre continue d'enseignement de la langue du partenaire — première ou deuxième langue — au minimum dans toute ville de plus de trente mille habitants ». On a tenu aussi, au moment de l'élaboration du texte final, à insister sur la formation linguistique des élèves de l'enseignement professionnel et des apprentis, délaissés dans ce domaine.

Un autre point a fait l'objet de longues tractations pendant la nuit : il concerne le projet de chaîne culturelle européenne de télévision. Malgré les réticences de plusieurs États, les deux partenaires, jaloux de leurs prérogatives en matière d'audiovisuel, la partie allemande a accepté que le mandat soit donné « au groupe de consultation franco-allemand, qui fera appel à des experts, de présenter au printemps 1987 un rapport sur les moyens de réaliser des actions conjointes entre opérateurs de télévision, publiques ou privés, des deux pays ».

Un « haut conseil »

Dans le domaine des arts et de la culture, le principal acquis de la rencontre est la création d'un « haut conseil franco-allemand groupant des personnalités de la vie culturelle ».

La recherche d'une solution au Proche-Orient

Le ministre saoudien de l'intérieur invite Paris à « entreprendre une nouvelle démarche »

Le prince Nayef Ben Abdel Aziz, ministre saoudien de l'intérieur, a demandé, mardi 28 octobre, à la France et à l'Europe d'« entreprendre une nouvelle démarche en vue d'une solution urgente et équitable au conflit israélo-arabe », qui permette au « peuple palestinien d'établir un Etat dans sa patrie et sur son sol ».

Le ministre saoudien, qui est le frère du roi Fahd d'Arabie, a lancé cet appel lors du dîner offert en son honneur par M. Jacques Chirac au quai d'Orsay, en présence notamment des ambassadeurs arabes, ainsi que, pour la première fois en de telles circonstances, du représentant de l'O.L.P. à Paris, M. Ibrahim Soueif.

Le ministre saoudien, qui s'est déclaré sensible aux égards exceptionnels qui entouraient sa visite, a affirmé qu'il était heureux d'enten-

dre M. Chirac réaffirmer la volonté du gouvernement de refuser l'annexion et de « la présence de ceux et de celles qui ont choisi de vivre pacifiquement en France ».

Lors de son toast, M. Chirac avait d'autre part déclaré : « La politique de la France, définie par le général de Gaulle et poursuivie par tous les présidents qui lui ont succédé, n'a pas changé et ne changera pas... ».

« Ni les terroristes ni ceux qui les manipulent ne parviendront à modifier les positions et les options de la France ».

● M. Raymond à Berna. — Le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raymond, se rendra jeudi soir 30 octobre à Berna pour y avoir, la semaine prochaine, un entretien avec son collègue suisse, M. Pierre Aubert.

Tout cela sera-t-il suffisant pour donner un souffle nouveau au dialogue culturel entre les deux pays, ce « ciment de l'édifice franco-allemand » ? La conviction manifestée par les dirigeants que « le moment est venu de franchir une nouvelle étape de la coopération culturelle, de rechercher l'interprétation des cultures », sera-t-elle suffisante pour que soit surmontées les « nouvelles méfiances » entre les sociétés des deux pays ?

« Les traités d'amitié et les sommets culturels, comme les mouvements militaires communs entre les deux pays (...), ne doivent pas faire oublier que la France officielle et semi-officielle regarde les Allemands avec l'œil acéré du scepticisme », écrit, lundi matin, la *Süddeutsche Zeitung*, qui évoque les incompréhensions qui se sont accumulées ces dernières années entre les opinions publiques : attitudes divergentes par rapport au nucléaire civil et militaire ; méfiance, chez les Allemands, vis-à-vis du développement technologique, s'opposant à la croyance dans les bienfaits du progrès qui domine chez les Français... Cet arrière-plan conflictuel s'est manifesté de manière tout à fait concrète dans certaines consultations entre ministres français et allemands. M. Alain Madelin, ministre de l'Industrie, n'est ainsi venu opposer un refus poli mais ferme à son offre de vente de contrats électriques à la RFA : on lui a répondu que la capacité des centrales allemandes était suffisante, et que « cela poserait quelques petits problèmes de politique intérieure ». On voit mal, en effet, comment un gouvernement fédéral pourrait aujourd'hui, en plein débat électoral, assumer l'achat d'un contrat produit par la nouvelle centrale de Cattenom, localité française qui est en passe de revenir à Paris la palme de la célébrité chez nos voisins.

LUCK ROSENZWEIG.

● L'Iran et la Croix-Rouge. — Les délégués du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) peuvent à nouveau se rendre auprès des prisonniers iraniens en Iran, a annoncé, mardi 28 octobre à Genève, M. Siroos Nasari, chef de la division des organisations internationales au ministère iranien des affaires étrangères. Au cours d'une conférence de presse donnée en marge de la vingt-cinquième Conférence de la Croix-Rouge, M. Nasari a déclaré que « des visas avaient été accordés ce jour » à des délégués du CICR (dont il n'a pas précisé le nombre), et que ceux-ci pourraient se rendre en Iran dès réception de leur passeport. — (AFP.)

Le troisième larron

(Suite de la première page.)

Qu'il soit arrivé au pouvoir est pourtant un signe de santé d'une société qui paraissait vouée, sous l'anonymat de la gérontocratie, à l'apathie et à l'indifférence : plus qu'aucun de ses prédécesseurs, le nouveau dirigeant a la culture nécessaire pour prendre la vraie mesure des problèmes qui se posent à lui.

Ces problèmes, une image peut les résumer. Le numéro un du Kremlin se trouve dans la situation d'un homme soudain entré en possession d'une propriété enviable par le tiers. Impossible de toucher à quoi que ce soit si l'on ne commence pas par l'arracher : mais si le Seme range les murs sur lesquels il prospère, il a au moins le mérite de les faire tenir debout un certain temps. Ne peut-on en dire autant de cette bureaucratie soviétique contre laquelle n'ont cessé de réagir, l'un après l'autre, bien qu'ils en soient tous issus, les successifs secrétaires généraux ? Elle étouffe toute vie et, pourtant, si on l'arrache, tout le système ne va-t-il pas s'écrouler ?

En France, il y a trente ans, il y avait beaucoup de gens, y compris des non-communistes, pour croire que le système, avec son caractère oppressif, totalitaire, avait au moins le mérite de canaliser les efforts, de fixer des objectifs à la hauteur des besoins. Ils croyaient donc que l'URSS pourrait effectivement « rattraper et dépasser » les Etats-Unis.

Les deux grands coiffés au poteau

Sans doute est-il excessif de tenir les Soviétiques pour des incapables : on mettra de guerre jadis, d'armements aujourd'hui, ils ont prouvé le contraire. Tchernobyl ou le récent naufrage d'un sous-marin nucléaire ne sauraient faire oublier que, dans l'espace, Moscou a repris l'avantage sur Washington. Reste que le régime a toutes les peines du monde à motiver, à mobiliser une population qui compte davantage, dans l'ensemble, sur le travail noir que sur ses activités légales pour améliorer un peu son bien-être ordinaire.

La fait est, en tout cas, que dans bien des domaines l'URSS tire la langue et que la baisse du prix des hydrocarbures, dont elle est grande exportatrice, obère lourdement son commerce extérieur. Même si la résistance afghane paraît s'essouffier un peu, les Soviétiques doivent se donner beaucoup de mal pour conserver les positions qu'ils ont conquises dans la tierce-monde.

Un répit dans la course aux armements les arrangerait bien. D'où, à l'évidence, les nombreuses concessions qu'ils n'ont cessé de faire ces derniers temps.

En un mot, le défi soviétique n'est plus économique — s'il l'a jamais été — il est idéologique et militaire. Et pendant que les Etats-Unis et leurs alliés européens engouffrent d'énormes ressources, eux aussi, pour y faire face, un troisième larron, la Japon, qui n'a d'autre idéologie que patriotisme et performance économique et dont l'effort militaire est toujours plafonné à 1 % du produit national, coiffe tranquillement les deux superpuissances au poteau de la croissance.

Les courbes japonaises

Comment ne pas être frappé, lorsque l'on prend un peu de recul, de la façon dont, secteur par secteur, il e su, bien que dépourvu de matières premières, conquérir des positions dominantes dans cette industrie où Saint-Simon n'avait pas tort de voir le vrai réservoir de la puissance. Dès 1980, on pouvait constater que, en vingt ans, la part du revenu mondial détenue par la Japon était passée de 3,2 % à 9,5 % dans le même temps que celle des Etats-Unis était tombée de 36,3 % à 24,8 %.

Il est toujours dangereux de prolonger les courbes : on l'a vu aussi bien pour la fabuleuse croissance européenne des années 60 que pour les mouvements souvent erratiques du pétrole ou du dollar, devant lesquels les meilleurs prévisionnistes finissent par baisser les bras. Reste que dans le cas du Japon et, derrière lui, des pays du Sud-Est asiatique à l'industrialisation rapide, les courbes ne cessent de grimper. Tandis que s'aggrave, en comparaison, la situation non seulement de l'Europe, mais tout autant des Etats-Unis, redevenus déshérités l'an dernier pour la première fois du siècle, et qui fléchissent, dès la fin de cette décennie, d'ici, et de beaucoup, la nation la plus endettée de la planète.

Que conclure de ces quelques constatations et comparaisons esquissées à grands traits ?

1) D'abord que si le système libéral paraît plus apte que la collectivisme à stimuler la croissance, il ne garantit en aucune manière à un pays de conserver son rang dans la compétition mondiale.

2) Que les meilleures performances, dans cette compétition, sont aujourd'hui le fait de deux

nations, la Japon et l'Allemagne, auxquelles leur commune défaite a donné tout loisir de contempler le néant. Ou elles soient passées en si peu de temps de l'abîme aux cimes confirme que, dès lors que la volonté est présente et que l'intelligence se met à son service, aucune défaite n'est irrémédiable, aucun déclin n'est inévitable.

3) Que cette nécessaire alliance de la volonté et de l'intelligence ne résulte pas automatiquement du libre jeu du marché. C'est au pouvoir politique qu'il appartient de la susciter en fixant à la nation des objectifs à la hauteur de ses besoins et de ses capacités. Il va de soi que ces objectifs, compte tenu des moyens de nos concurrents, doivent être à la dimension de l'Europe et que le maximum de concertation est nécessaire, dès à présent, entre les Douze, pour les déterminer.

C'était là l'esprit du Plan dont de Gaulle n'avait pas hésité à souligner « l'ardente obligation », bien que son père fût Jean Monnet, qu'il n'aimait guère. Le programme commun lui faisait une large place, et il n'en est que plus surprenant que les socialistes, une fois au pouvoir, s'en soient si peu préoccupés.

L'ambition collective

Comment, après l'éclipse que la gauche lui a fait subir, s'étonner que la droite libérale mette le Plan quasi officiellement sous le boisseau ? Reste que l'argument, largement développé par Valéry Giscard d'Estaing, dimanche, au « Grand Jury RTL-la Monde », pour justifier cet abandon, est assez sujet à caution : il est désormais trop difficile de prévoir, dit-il, laissons faire les entreprises. Mais, pour orienter leur production, les entreprises n'ont jamais eu tant besoin de prévoir, puisque aussi bien les investissements lourds s'étaient maintenus sur des années.

L'Etat doit lui-même, en matière d'armements par exemple, recourir au système des lois-programmes. Pourquoi ne pas aider les entreprises à orienter leurs choix en essayant de définir pour la France et pour l'Europe quelques priorités essentielles ? Et comment ne pas voir que, en ce temps qui est de plus en plus celui de la communication, la définition d'objectifs précis reste le meilleur moyen de rendre au pays l'ambition collective sans laquelle il a bien peu de chances d'échapper au déclin ?

ANDRÉ FONTAINE.

A TRAVERS LE MONDE

Japon

L'accident de l'Airbus thaïlandais aurait été provoqué par l'explosion d'une grenade

Tokyo (AFP). — La police d'Osaka s'est lancée sur la piste de la mafia japonaise, les yakuza, après avoir acquis la conviction que l'explosion d'une grenade est à l'origine de l'accident survenu dimanche 26 octobre à bord d'un Airbus A-300 de la compagnie thaïlandaise Thai International, et c'est-on affirmé ce mercredi, de source informée (*le Monde* du 28 octobre). Les enquêteurs s'intéressent à un Japonais de quarante-trois ans, grièvement blessé dans l'accident qui a contraint l'appareil à atterrir en catastrophe sur l'aéroport d'Osaka dimanche soir. L'homme serait un gangster d'une des grandes organisations criminelles de l'ouest du Japon, selon plusieurs quotidiens japonais. Habitant d'Osaka et apparemment ivre au moment de l'explosion, il avait embarqué à Manille, où l'avion faisait escale après avoir décollé de Bangkok.

Les enquêteurs ont retenu l'hypothèse de l'explosion, sans doute accidentelle, d'une grenade, et se fondent sur l'aspect des fragments de métal noir trouvés dans les cloisons des toilettes et le brouillard de pressurisation, qui avait éclaté.

Philippines

Attentats à Manille

Les forces de police de Manille ont été mises en état d'alerte, le mardi 28 octobre, à la suite d'une série d'attaques à la bombe et à la grenade qui ont fait trois blessés en une semaine. Le brigadier Ramon Montano, commandant de la police et de la gendarmerie, a déclaré que les enquêteurs ignorent encore si les responsables en sont des communistes ou des partisans de l'ancien président Marcos.

D'autre part, selon le *New York Times*, des membres du Congrès américain, dont le représentant démocrate, M. Stephen Solarz, qui préside la sous-commission de la Chambre des représentants pour les affaires d'Asie et du Pacifique, se sont inquiétés des critiques répandues de M. Enrile, ministre philippin de la défense, à l'égard de la présidence Aquino (*le Monde* du 28 octobre). Le quotidien new-yorkais a appelé, ce mercredi, le président Reagan et le secrétaire d'Etat George Shultz à se prononcer en faveur de M^{me} Aquino « de façon claire avant que cette dernière ne tourne réellement mal ».

Le président philippin a, de son côté, adressé une ferme réponse à la guérilla, qu'elle a sommée de répondre à ses offres de paix, faute de quoi, a-t-elle dit, « il faudra avoir recours à une chirurgie brutale : la guerre ». — (AFP, Reuters, UPI.)

Soudan

Violentes manifestations contre la pénurie de denrées alimentaires

Khartoum. — Plusieurs centaines d'étudiants soudanais ont lancé, le mardi 28 octobre, des pierres contre des voitures officielles lors d'une manifestation contre la hausse des prix et la pénurie des denrées alimentaires.

La police a dispersé les manifestants de mardi à coups de grenades lacrymogènes. Quarante-cinq d'entre eux, des élèves de l'enseignement secondaire, ont été arrêtés. L'un d'eux est soupçonné d'avoir lancé des pierres contre la voiture du premier ministre, M. Sadek El Mahdi. Ce dernier toutefois ne se trouvait pas dans le véhicule au moment des faits.

Lundi, Bouchera Jabra, l'un des dirigeants du parti Oumma, avait été blessé à la tête lors d'incidents survenus à Omdurman, lorsque des manifestants avaient jeté des pierres contre le siège du parti. Il devait succomber des suites de ses blessures.

Des étudiants sympathisants du mouvement des Frères musulmans avaient également bloqué les routes menant à Omdurman, dans la journée de lundi, pour protester contre la pénurie de produits de première nécessité. M. Sadek El Mahdi, a déclaré que les manifestations étaient orchestrées par l'étranger, sans toutefois nommer les pays auxquels il faisait allusion. — (Reuters.)

L'AMOUR EN GUERRE.



« LA BATAILLE DE WAGRAM »
DE
GILLES LAPOUGE.

« Voici, je trouve, un très beau roman. On apprend des choses, on réfléchit, on s'émeut. La prose court comme un pur-sang au pré ».

Bertrand Poirot-Delpech
Le Monde
312 pages, 89 F.

Flammarion

MOZAMBIQUE : les obélisques de Samora Machel

« Un peuple ne peut pas dire adieu à sa propre histoire »

MAPUTO
de notre envoyé spécial

Héros parmi les héros, Samora Machel repose maintenant au cœur de la place du même nom à côté des libérateurs du Mozambique. « Le camarade président » aura pour voisine une étoile, celle qui recouvre les restes des martyrs de l'indépendance, ses compagnons de lutte avant de pénétrer dans ce saint des saints de la Révolution, porté par les dix membres du bureau politique. « Le combattant infatigable », comme l'a décrit M. Marcelino Dos Santos, numéro deux du FRELIMO, a traversé une dernière fois la capitale, Maputo, dans laquelle il était entré en triomphateur, il y a onze ans, après onze autres années de guérilla contre l'armée portugaise.

Un dernier voyage au milieu des rues presque vides qui contrastait avec l'accueil triomphal du libérateur d'il y a une décennie. Dix ans au cours desquels la popularité du premier président de la République populaire semble s'être évanouie si l'on en juge aussi par une foule réduite rassemblée au pied de l'hôtel de ville. Au plus quatre mille personnes, y compris les soldats, pour saluer « le meilleur des fils du peuple mozambicain tué par les Boers », comme le proclamait la banderole. « L'ennemi qui, par un acte criminel et lâche, nous a privé de notre président », a répondu en écho le numéro deux du bureau politique, M. Marcelino Dos Santos, qui prononce l'éloge funèbre.

La voix étranglée par l'émotion, le dernier survivant des trois artisans du FRELIMO, a rendu un vibrant hommage à celui « qui restera éternellement papa Samora ». Un discours qui fut une invitation à poursuivre la route tracée lors du quatrième Congrès et un appel à l'unité. Il n'y eut qu'une référence aux « principes universels du marxisme-léninisme », qui ont forgé l'idéologie du FRELIMO, combinés « à l'expérience de lutte du peuple mozambicain. Tu restes avec nous, a conclu M. Dos Santos. Nous ne te dirons jamais adieu. Un peuple ne peut pas dire adieu à sa propre histoire ».

Le cœur
n'y est plus

Avec la disparition de l'artisan de l'indépendance, le Mozambique vient de tourner une page. « A l'ère du cœur », mais le cœur ne semble plus y être même si la population de Maputo s'est précipitée sur la place des Héros que devant l'hôtel de ville. Il y eut des larmes et des cris quand le cercueil enveloppé du drapeau national est arrivé au terme de son voyage juché sur un affût de canon. Mais aucune manifestation de deuil ni du cri à la gloire de Samora Machel. Une foule frileuse couvrant le dos sous les rafales de vent et quelques averse de pluie fine. Un peuple dont le ressort semble avoir été brisé par des épreuves répétées.

De nombreux chefs d'Etat étaient venus par leur présence témoigner de leur amitié à ce pays traumatisé. A l'exception de M. Mario Soares, le président portugais, tous cependant étaient africains. L'URSS avait délégué M. Gindar Aliev, premier vice-premier ministre, et M. Ronald Reagan, sa fille Maureen. La France était représentée à

double titre — cohabitation oblige — par MM. Guy Pénne, ancien conseiller aux affaires africaines à l'Elysée, et Michel Aurillac, ministre de la coopération pour le développement. Aucun chef d'Etat ou de gouvernement du bloc communiste n'avait fait le voyage vers ce pays frère.

En revanche, de nombreux dirigeants de mouvements de libération étaient venus. Parmi eux : M. Yasser Arafat, chef de l'OLP, Oliver Tambo et Jo Siro, les deux leaders de l'ANC (Congrès national africain) à la tête d'une délégation remarquée.

Tous sont repartis de la crypte non sans contempler l'immense fresque riche en couleur bordant la place des Héros qui retrace l'histoire du Mozambique. Quelles réflexions a pu leur inspirer le dernier tableau représentant un pays prospère, rêve dont le symbole n'est plus ?

MICHEL BOLE-RICHARD.

La guerre déclarée à la guerre au Zimbabwe. — Le RNM (Résistance nationale du Mozambique) a déclaré la guerre au gouvernement zimbabwéen et s'attaquera à des objectifs militaires et économiques sur le territoire du Zimbabwe, a indiqué ce mardi 28 octobre, le chef du mouvement rebelle mozambicain, M. Afonso Dhlakama, dans un communiqué.

Cette déclaration de guerre, a ajouté M. Dhlakama, constitue une riposte aux propos tenus dimanche par le premier ministre zimbabwéen, M. Robert Mugabe (le Monde du 28 octobre). Celui-ci avait déclaré que son pays interdirait jusqu'au dernier homme pour empêcher le RNM de pénétrer le pouvoir au Mozambique. — (Reuters.)

TUNISIE : la campagne pour les élections du 2 novembre

Gafsa, la frondeuse sans illusions...

La campagne électorale se déroule sans passion en Tunisie, où dimanche 2 novembre, les cent vingt-cinq candidats patronnés par le Parti socialiste destourien au pouvoir n'affronteront que trente-cinq adversaires. Les principales fractions d'opposition ont décidé de boycotter le scrutin.

GAFSA
de notre envoyé spécial

Le responsable de la cellule locale du Parti communiste se dit persuadé d'avoir parlé à un « oignon » quand il a rencontré le diplomate américain qui demandait à le voir. Il est manifestement scandalisé par l'insuccès que « l'ennemi » porte à ses activités. Une preuve supplémentaire, s'il en était besoin, que Gafsa reste à la hauteur de sa réputation de ville frondeuse. Les guides touristiques présentent l'endroit comme la porte du désert. Ils évoquent « l'ère saharienne » des murs et la terreur du Sud. A Tunis, on sait combien ce calme apparent peut être trompeur. Les membres du commando venus de Libye, qui tentèrent de soulever la ville en janvier 1980, ont échoué, mais les raisons de leur tentative sont toujours d'actualité : chômage, sentiment d'abandon, perméabilité de la propagande de Tripoli.

Plutôt que de laisser s'aggraver un malaise diffus, quelques membres du Parti socialiste destourien souhaitent apparemment que la campagne pour les élections législatives du 2 novembre donne lieu à une salutaire réflexion. Un responsable du ministère de l'Information rend plaisamment hommage au PC qui accepta un moment de « jouer son rôle d'opposant modéré qui n'a pas présenté de candidats ».

La semaine dernière, le militant tête de liste du PC à Gafsa a parlé trois minutes à la télévision, conformément au règlement. Ce fut sans doute le seul temps fort de cette campagne qui sombre dans l'ennui faute de combattants. Quelques jours après, la cellule de Gafsa renouait à son tour à animer « un débat sans enjeu faute de règles du jeu », les autres listes du PC ayant été mises dans l'impossibilité de se présenter à la suite d'un contentieux complexe avec l'administration chargée de veiller à la légalité du scrutin.

Langue de bois
et message émuant

Ce que le candidat de Gafsa n'a pu dire qu'en quelques secondes sur le petit écran, ses amis sont prêts à l'expliquer toute la nuit dans un quartier de la ville-ouïs. Langue de bois, mais fond de message émuant, tant il révèle d'authentique détresse. Ici, la tradition militante remonte à une époque antérieure à l'indépendance. Gafsa était déjà la cité entourée de mines de phosphate où se créa un prolétariat tel que l'aiment les théoriciens du marxisme.

Aujourd'hui encore, la Compagnie des phosphates de Gafsa est la première entreprise tunisienne avec 13 500 salariés. Les effectifs vont diminuer, chacun le sait. Pour cause de rentabilité, la direction devra licencier ou mettre à la retraite anticipée plusieurs milliers d'ouvriers. Alors que, selon notre hôte, il suffirait de s'organiser pour vendre le phosphate « aux pays progressistes amis ».

Les mineurs, au moins assurés d'un revenu de 1 000 francs par mois, un petit pécule à l'échelle locale, sont invités à se reconverter en agriculteurs ou en salariés d'entreprises privées livrés au bon vouloir d'un petit patron. Le démantèlement de l'UGTT a cassé le moral des militants. Suprême insulte pour Gafsa, la liste gouvernementale comporte un « jeune », le secrétaire général de la section locale du syndicat — un ancien ami de M. Achour qui a « retourné sa veste » — après sa prise en main par le PS.

Lors de notre passage dans la région, ce candidat négligeait la campagne pour participer à une conférence syndicale à Addis-Abeba. En revanche, la tête de liste de l'Union patriotique de coalition regroupant le PSD et différentes organisations nationales, M. Ismaïl Khellil, ministre du plan et des finances, multipliait les inaugurations. Pour un régime accusé de faire la part trop belle aux Monastériens (les natifs de la région du président Bourguiba), ce n'est pas une mauvaise idée que d'avoir confié à un enfant de Gafsa la gestion économique de la Tunisie.

Il ne faut cependant pas attendre de M. Khellil qu'il cède à la tentation du discours d'urgence. Il convient que le taux de chômage de sa circonscription atteigne 28 % contre 13 % au niveau national mais le départ d'au moins 3 000 mineurs dans les années à venir lui paraît inévitable.

Catastrophisme
des étrangers

« Au cours des trois dernières années, nous avons enregistré un taux de croissance de 5 % en termes réels », assure M. Khellil, agacé par le catastrophisme des étrangers quant à l'avenir de son pays. Le FMI et la Banque mondiale ont déjà pris des décisions de bon augure pour le septième plan (1987-1991). Tunis dispose de crédits qui vont lui

permettre de passer un cap difficile. Après la libération des prix industriels, M. Khellil veut supprimer toutes les licences d'importation d'ici à 1991 et « ramener les droits de douane dans une fourchette de 15 % à 25 % ». Pour la libéralisation et la privatisation de l'économie, le FMI ne nous impose rien, assure-t-il. Les reproches qu'on lui fait, ainsi qu'à la Banque mondiale sont des clichés sans fondement.

La ministre, que l'on sent si habile à plaider la cause de la Tunisie dans les instances monétaires internationales, « aurait aimé avoir un rival » pour débattre contradictoirement de son programme en abordant les problèmes du Sud. L'animateur du Mouvement des démocrates socialistes à Gafsa, un architecte, lui a refusé ce plaisir. Il approuve le boycottage du scrutin décidé par les instances dirigeantes du parti de M. Mestiri, après un long débat interne. « Les Tunisiens sont démotivés, dit-il. Ils ne croient ni au parti au pouvoir, ni à une opposition soumise à tant de tracasseries, qu'elle ne peut pas jouer son rôle ».

Ici, comme ailleurs, le MDS dénonce les mesures d'intimidation dont sont victimes les fonctionnaires qui auraient pu se présenter sous sa bannière. Ces mauvais procédés — par exemple de brusques mutations d'une région à une autre — paralysent assez fréquemment tout le monde n'a pas la vocation du martyr dans une région où un gain-pain assure dans la fonction publique constitue un privilège envié. Mais cela ne devrait pas suffire à dissuader les candidats vraiment résolus. Sans le dire explicitement, les démocrates socialistes ne souhaitent pas que les islamistes puissent être les seuls à se prévaloir du refus global « du système et de ses tracas ».

Les militants du PC, du MDS et des autres formations d'opposition ont exactement les mêmes réactions que ceux du parti gouvernemental quand on les interroge sur l'influence du Mouvement de la tendance islamique (MDI) et des groupes clandestins, plus radicaux, tels que les « avant-garde islamiques », ou le Parti de la libération islamique. A les en croire, le succès de ces formations parmi les couches populaires est fortement majoré par les observateurs occidentaux, « en proie à des fantasmes ». Avec une belle unanimité, les destouriens et leurs adversaires de gauche préconisent la montée de l'intégrisme comme un phénomène perceptible principalement parmi les étudiants de la capitale.

La radio
de Kadhafi

L'alerte de Gafsa, au début de la décennie, incita probablement le président Bourguiba à créer un climat de déception qui permit à l'opposition de s'exprimer aux élections de 1981, à défaut de pouvoir exporter des sièges. Aujourd'hui, même ce débat formel n'a pas lieu. Dans la capitale, quelques intellectuels de professions libérales s'installent devant leur poste pour capter, faute de mieux, la prestation télévisée de quelques candidats indépendants encore en lice. A Gafsa, dans les quartiers populaires, on préfère écouter la radio du colonel Kadhafi.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

La meilleure liaison entre vous et le Moyen-Orient.



«Royal Jordanian», c'est d'abord une liaison aérienne directe avec Amman et le Moyen-Orient — trois fois par semaine au départ de Paris.

Mais aussi avec l'Extrême-Orient.

La vaste gamme d'appareils de notre flotte, la traditionnelle hospitalité Jordanienne à bord de nos avions aménagés en 3 classes, ainsi que des horaires adaptés aux besoins de chacun, créent un lien entre vous et plus de 40 points du globe — et cela, tous les jours de la semaine.

Ainsi, lors de votre prochain voyage d'affaires au Moyen-Orient — ou à peu près partout ailleurs dans le monde — vous pouvez compter sur de bonnes communications.

AMMAN • ABU DHABI • AMSTERDAM • AQABA • ATHÈNES • BAGDAD • BAHRÉIN • BANGKOK • BELGRADE • BEYROUTH • BRUXELLES • BUCAREST • CASABLANCA • CHICAGO • COPENHAGUE • DABHAN • DAMAS • DOHA • DUBAI • FRANCFORT • GENEVE • ISTANBUL • JEDDAH • KARACHI • KOWEIT • KUALA LUMPUR • LARNACA • LE CAIRE • LONDRES • LOS ANGELES • MADRID • MASCATE • MOSCOU • NEW YORK • PARIS • RIYAD • RÔME • SANAA • SINGAPOUR • TRIPOLI • TUNIS • VIENNE

Alia
The Royal Jordanian Airline
Votre moyen de communiquer
avec le monde entier.

Instructions politiques
Droit constitutionnel

Institutions politiques
Droit constitutionnel
Pierre FACTET

1986, 8^e édition entièrement
mise à jour - 536 pages
127 F.T.C. au 15.10.1986

MASSON

isth Institut de formation et de perfectionnement

Pour vous aider à réussir à

CPECF : Reentrée en novembre - Cours du jour et stages intensifs
DECS : Nouveaux cursus
Stage intensif AOÜT et rentrée en NOVEMBRE
BTS : Comptabilité et Gestion de l'entreprise : 2 ans

Enseignements complets - Toutes U.L.V. Contrôles hebdomadaires

مكتبة الشارقة

La lutte contre le terrorisme

Par l'intermédiaire de la Syrie et de l'Algérie

Le gouvernement aurait obtenu une trêve avec le clan Abdallah

(Suite de la première page.)
Au ministère de l'intérieur, on ne dément pas les propos de M. Pasqua rapportés par l'agence Reuter. L'interview avait été recueillie, il y a une semaine, à Paris, en prévision de la visite officielle de quatre jours en France du ministre de l'intérieur saoudien, le prince Nayef Ben Abdel Aziz, arrivé à Paris le 27 octobre. En l'occurrence, M. Pasqua n'aurait pas parlé trop vite. Mûrement réfléchies, ces déclarations sont cohérentes avec les choix faits par le premier ministre pour éviter de nouveaux attentats.

Le gouvernement parle sur la Syrie. Les visites déjà faites à Damas, notamment celles de MM. Michel Aurillac, ministre de la coopération, et Bernard Gérard, directeur de la DST, étaient déjà assez révélatrices. Ce qui l'on sait moins, c'est qu'il y eut bien d'autres contacts et qu'une trêve a été récemment conclue avec les poseurs de bombes de septembre.

Le message : s'il n'y a pas d'attentats jusqu'en février 1987, le procès en cour d'assises de Georges Ibrahim Abdallah, détenu en France, pourrait tourner à son avantage. Les messages : les services secrets syriens, mais aussi un général algérien, Lakhal Ayad, directeur de la sécurité militaire. La menace : un accord - un « contrat » - conclu, début octobre, à Paris, avec Elie Hobeika, ancien chef des forces libanaises (milices chrétiennes), aujourd'hui allié des Syriens, pour qu'il exerce des représailles physiques contre les FARL et le clan Abdallah si la trêve n'était pas respectée.

Le berceau des FARL

Depuis l'arrêt des attentats, le 17 septembre, le gouvernement a voulu faire comprendre à leurs auteurs que plus ils persistaient, plus le but qu'ils recherchaient - la libération du chef des FARL

- s'éloignait. Tous les renseignements policiers convergent, en effet, pour désigner la plaine du Akkar, dans le nord du Liban, berceau des FARL, comme le point de départ de la vague terroriste. C'est là que se trouvent les villages de Kobayat et d'Andakst, c'est là que se sont formés ces militants issus du Parti syrien nationaliste social (PSNS), parti libanais pan-syrien, c'est là qu'ils ont tissé des liens avec le FPLP du docteur Georges Habbache, un chrétien lui aussi.

Les résultats de leurs enquêtes et des renseignements considérés comme « sûrs » rendent les policiers catégoriques : Robert Ibrahim Abdallah et Salim El Khoury sont bien parmi les auteurs des attentats parisiens. En revanche, les enquêteurs sont plus réservés sur le rôle d'Emile Abdallah, dont ils n'ont pu confirmer le passage par Vienne (Autriche) et Larnaca (Chypre), malgré les témoignages le mettant en cause pour l'attentat de la rue de Rennes. Ils restent d'ailleurs prudents sur les deux derniers attentats de septembre - à la préfecture de police et rue de Rennes - où le mélange d'explosif utilisé était différent, et qui n'ont pas été revendiqués explicitement par le Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes (CSPPA), sigle derrière lequel les FARL ont mené leur campagne terroriste.

Mais, pour les policiers, il n'y a toujours pas de doute : c'est bien le réseau animé par les frères Abdallah (Joseph, Robert, Maurice, Emile), dont les allées et venues vers Paris, via Chypre, jusqu'en juillet dernier ont été établies, qui en cause.

Mais, ajoutent-ils, le réseau Abdallah a agi « avec une certaine autonomie ». En d'autres termes, la Syrie - qui occupe militairement le fief des Abdallah depuis 1976 - savait et a laissé jouer. Elle pouvait donc servir d'intermédiaire. Le message transmis est dans la logique

des tractations du printemps qui avaient failli aboutir à une libération rapide de Georges Abdallah. Déjà condamné à Lyon à quatre ans de détention, celui-ci sera jugé à Paris sous une accusation de complicité dans l'assassinat de deux diplomates, un américain et un israélien, qui sera, judiciairement, difficile à établir.

L'échéance est fixée en février, comme l'a reconnu M. Alain Chalonon, fin septembre. La justice est, certes, apparemment libre. Mais un climat d'apaisement sur le front des bombes et des charges insuffisantes ajoutées à une partie civile américaine que Washington paraît inciter à un moindre zèle maintenant que M. Pandraud s'est rendu aux Etats-Unis pour témoigner de la volonté française de coopération : tous ces éléments peuvent tourner à l'avantage du chef des FARL.

Le rôle d'Alger

Pour transmettre ce message, la France a conclu un pacte avec la Syrie et l'Algérie sur le dos du clan Abdallah. Comme l'a révélé le *Canard Enchaîné*, deux proches de M. Pasqua, MM. Jean-Charles Marciari, ancien des services secrets, et Istvan Sefa, ont établi les premiers contacts. Puis la DST a pris le relais. L'émisaire de la DST qui, le 9 octobre, s'est rendu à Damas, après M. Bernard Gérard, a visité certaines régions libanaises contrôlées par les Syriens. Les services secrets de Damas, dirigés par Ali Doubas, ont donné de sévères consignes aux FARL, les menaçant de représailles si les attentats reprenaient. Parallèlement, l'Algérie s'entretenait, en envoyant au Liban son directeur de la sécurité militaire, le général Lakhal Ayad.

Dans toute cette affaire, des FARL, l'Algérie est un interlocuteur obligé. La raison en est simple : par « solidarité », une frange du FLN algérien aurait

aidé ce réseau dans le passé et lui a fourni en 1984 le vrai passeport algérien au nom d'Abdelkader Saadi, en possession duquel Georges Abdallah sera arrêté à Lyon. Bref, l'Algérie a le contact avec les FARL et l'a prouvé, dans le passé, notamment lors de la libération de Gilles Sidney Peyroles. Cette aide algérienne a été monnayée contre la répression, en France, des opposants au régime du président Chadli Benjedid. Ce seront les arrestations de treize membres ou sympathisants du MDA de M. Ahmed Ben Bella. Les protestations qu'elles ont provoquées ont empêché leur expulsion, mais l'on sait aujourd'hui que trois d'entre eux, les plus actifs, MM. Saad Abi, Ibrahim Kettou et M. Khadra Berhaba, devaient, à l'origine, être expulsés directement vers Alger, à la demande des autorités algériennes, selon la procédure d'urgence absolue - utilisée contre les militants basques espagnols de l'ETA réfugiés en France.

Reste enfin la menace. L'interlocuteur privilégié fut ici M. Elie Hobeika, ancien chef des Forces libanaises, allié à la Syrie et vivant aujourd'hui à Damas. Habitué de la capitale française, il s'est rendu à Paris dans la deuxième semaine d'octobre, arrivant à l'aéroport du Bourget dans l'avion privé de M. Michel Murr, milliardaire libanais, ancien ministre et collaborateur de M. Hobeika. Les interlocuteurs français qui l'ont rencontré lui ont demandé d'être prêt à éliminer certains membres des FARL si les attentats reprenaient.

Quelle a été la monnaie d'échange ? Selon toute probabilité, comme l'ont affirmé *Libération*, *le Matin* et *le Sunday Times*, de l'argent et des armes à destination de la Syrie et de ses alliés libanais.

GEORGES MARION
et EDWY FLENET

M. Pasqua souligne la « collaboration » entre services français et syriens

Le ministre de l'intérieur, M. Charles Pasqua, estime qu'il y a « beaucoup de bonne volonté de la part des dirigeants syriens » et qu'il y a « désormais entre les services des deux pays une réelle collaboration ». Ces propos figurent dans une interview du ministre publiée par l'hebdomadaire saoudien *Al majalla* de langue arabe et dont l'agence Reuter a rendu compte mardi 28 octobre.

M. Pasqua rappelle que plusieurs missions françaises se sont rendues en Syrie depuis la vague d'attentats de septembre à Paris. Selon *Al majalla*, qui ne précise pas quand cette interview a été recueillie, M. Pasqua estime que la « collabo-

ration » entre services de sécurité des deux pays « est appelée à se développer » parce que les dirigeants syriens, « très peints et très



choqués des accusations qui ont été portées contre leur pays », tiennent « à nous démontrer par cette attitude que, non seulement ils n'étaient pas impliqués dans cette affaire [les attentats de septembre] mais qu'ils sont prêts à tout faire pour nous aider ».

Le ministre de l'intérieur déclare connaître l'identité des auteurs des attentats de Paris. « Nous savons, explique-t-il, qui a commis les attentats (...), nous savons où ils se trouvent », explique M. Pasqua, tout en assurant qu'« à l'heure actuelle » les dirigeants français sont « convaincus qu'il n'y a pas de pays arabe directement impliqué dans les attentats contre la France ».

ITALIE : les attendus du jugement dans l'affaire de l'« Achille-Lauro »

Damas a refusé de servir de médiateur au commando

ROME
de notre correspondant

Le refus de la Syrie d'entrer dans le jeu du commando palestinien qui s'était emparé du navire italien *Achille-Lauro*, il y a un an, a eu un effet déterminant dans l'échec de l'entreprise terroriste. Tel est l'un des principaux éléments ressortant de l'arrêt de la Cour de cassation de Gênes rendu public le mardi 28 octobre. Les magistrats avaient, le 10 juillet, condamné à la prison à vie Aboul Abbas, chef du Front de libération de la Palestine. Une autre peine de prison à vie avait été infligée dans cette affaire et le meurtrier Majid el Mokki avait été condamné à trente années de réclusion.

Selon les termes du jugement, « le refus des Syriens d'accepter le rôle de médiateurs » qui leur était demandé par le commando a « fait sauter un maillon essentiel du processus de chantage ». L'assassinat du passager juif américain paralytique Léon Klinghoffer aurait été provoqué par « le ton sarcastique et provocateur » avec lequel la Syrie a formulé sa réponse négative.

La cour a, d'autre part, jugé que les autorités italiennes étaient tout à fait fondées, le 12 octobre 1985, à laisser repartir en direction de la Yougoslavie Aboul Abbas qui se trouvait en Italie où il avait été amené à bord d'un Boeing d'Egypte Air détourné par des chasseurs américains. Les preuves, dont le procureur général des Etats-Unis avait

annoncé l'envoi immédiat, ne sont en effet arrivées que le lendemain du départ d'Aboul Abbas, et de toute façon elles étaient « tout à fait vagues et inutilisables d'un point de vue pénal ».

Par ailleurs Rome a décidé de rappeler pour consultations son ambassadeur à Damas en vue d'une vérification des éléments fournis par Londres à propos de l'affaire Hladawi. Les autorités italiennes ont, pour leur part, toujours cru plus volontiers à une implication syrienne que libyenne dans certains attentats, comme la fusillade survenue à la fin de décembre 1985 à l'aéroport de Fiumicino. En toute hypothèse, le gouvernement de M. Craxi n'envisageait pas de prendre une décision qu'en complète harmonie avec la CEE.

JEAN-PIERRE CLERC.

LE NOUVEAU MIQUEL

LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Pierre Miquel



648 pages
120 F

Tout ce qu'on ne savait pas sur la Seconde Guerre mondiale... Un ouvrage fresque.

Annette Colin-Simard, *Le Journal du Dimanche*

Pierre Miquel parle de la guerre avec une force et une simplicité qui devraient élargir encore le cercle de ses lecteurs... La première édition d'un classique.

Fred Kupferman, *L'Express*

FAYARD

Politique

La lutte contre le terrorisme et la cohabitation

Le défi feutré du président au premier ministre

Les députés UDF estiment que le gouvernement a manqué à la solidarité

La déclaration de Luxembourg

Luxembourg (CEE) (APF). — Voici le texte de la déclaration de Sir Geoffrey Howe, lundi soir 27 octobre, en sa qualité de président en exercice du conseil des ministres des affaires étrangères de la CEE, à l'issue de la réunion de Luxembourg.

Cette déclaration — que le Grèce a refusé de signer — est intitulée « *Éléments pour une déclaration de la présidence sur le cas Hindawi* » :

La CEE :

1) Réaffirme ses déclarations antérieures sur le terrorisme international ;

2) Partage le sentiment d'indignation que des agents d'un État soient impliqués dans un incident aussi épouvantable. Un compte rendu complet a été donné par la Grande-Bretagne ;

3) Elle exprime sa compréhension et son appui pour l'action prise par la Grande-Bretagne et manifeste sa solidarité dans de telles circonstances. (Elle s'est mise d'accord) pour que les personnes impliquées de la Grande-Bretagne dans le cas Hindawi ne soient pas acceptées comme diplomates par les autres partenaires ;

4) Elle est d'accord pour donner instruction aux ambassadeurs des pays membres de présenter au gouvernement syrien les preuves des événements qui se sont déroulés et de faire rapport à temps pour une rencontre du comité politique le 6 novembre, en préparation de la réunion au niveau ministériel du 10 novembre ;

5) Les points qui seront à nouveau considérés (le 10 novembre) :

— Ventes d'armes ;
— Visites de haut niveau ;
— Activités des ambassadeurs ;
— Questions de sécurité sur les opérations de la SAA (Syrian Air Lines).

6) Affirmation de l'importance attachée par tous les pays membres au maintien d'un dialogue constructif avec le monde arabe.

Déception et amertume en Grande-Bretagne

Les Britanniques ne cachent pas une amertume certaine, le mardi 28 octobre, après que leurs partenaires de la Communauté aient refusé la veille, à Luxembourg, de prendre des mesures concrètes contre la Syrie. Le premier ministre, M. Margaret Thatcher, intervenant aux Communautés, a fait part de sa déception devant la faiblesse de la réaction européenne face au dossier présenté par la Grande-Bretagne, impliquant les services syriens dans la tentative d'attentat, en avril dernier, contre un avion d'El Al au départ de l'aéroport londonien d'Heathrow. Évoquant la prochaine réunion que les Douze doivent consacrer à cette affaire, le 10 novembre prochain, M. Thatcher a déclaré : « J'espère qu'elle [la Communauté] mettra en pratique ce qu'elle a dit par le passé concernant le terrorisme. Le premier ministre a notamment rappelé que les Européens avaient eu un ton autrement plus ferme pour dénoncer le terrorisme en septembre 1984.

Le secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe, a jugé que la déclaration de Luxembourg « était très en deçà de ce à quoi il s'attendait ». Il a souligné, lui aussi, devant les Communautés, qu'il ne tenait pas cet échec pour définitif et indiqué qu'il présenterait les mêmes propositions de sanctions le 10 novembre prochain.

Dans l'hémicycle, les députés, toutes tendances confondues, ont fustigé l'attitude européenne. Les Européens « devraient avoir honte (...) une fois de plus : la seule personne à s'engager dans la bataille contre le terrorisme est Margaret Thatcher », a commenté le conservateur Anthony Beaumont. D'ailleurs, le travailliste George Foulkes a assuré : « Nous sommes profondément déçus par la faiblesse de la réponse européenne et par l'absence de consensus ».

La presse est à l'unisson : « La CEE tourne le dos au terrorisme syrien », écrit le quotidien *Today* : « Les Européens laissent tomber la Grande-Bretagne », assure le *Daily Mail*. « Des mots, mais pas d'action », titre *The Independent*, cependant que de nombreux commentateurs s'en prennent particulièrement à l'attitude de la France.

Une mise en garde ferme et à peine courtoise à M. Chirac, tel est le sens de la petite phrase, soigneusement « ciselée » à l'avance, prononcée par deux fois, mercredi à Francfort, par le président de la République. En affirmant en effet que « les arrangements particuliers doivent toujours céder le pas à la solidarité contre le crime », le président de la République a voulu donner comme un coup d'arrêt à certaines tentatives de Mitterrand ou de la place Beauvau de pactiser avec le diable et rappeler ce qu'il estime être son rôle prééminent en politique étrangère.

Bien qu'il ait refusé de commenter le comportement français lors de la réunion de Luxembourg consacrée aux suites à donner à l'implication de la Syrie dans la tentative de destruction en plein vol d'un appareil d'El Al — « ce qui est fait, est fait », a dit le président de la République — il est clair pour son entourage que le gouvernement a adopté dans cette affaire une position trop molle. Certes, reconnaît-on à l'Élysée, M. Chirac se face à une situation fort difficile du fait des otages français détenus au Liban et de la possibilité d'une reprise des attentats terroristes à Paris. Il n'en demeure pas moins que le dossier présenté par les Britanniques est accablant pour la Syrie et ce qui concerne l'affaire du Boeing d'El Al et que le gouvernement aurait pu aller plus loin — sans pour autant rappeler son ambassadeur ou rompre les relations diplomatiques — dans la manifestation de sa solidarité avec Londres.

En finir avec les arrangements particuliers

Mais cela, on ne veut pas encore le dire publiquement. Le président de la République a en effet insisté plus de dix jours à M. Chirac pour rectifier le tir, puisque l'examen du dossier britannique a été reporté par les Douze à une nouvelle réunion des ministres européens des affaires étrangères, prévue pour le 10 novembre, à Londres. C'est là que M. Mitterrand va « attendre » M. Chirac puisque, pour le président de la République, l'implication de la Syrie dans l'affaire de Londres ne fait aucun doute, même s'il fait publiquement de s'interroger encore.

Qu'un accord intervienne ou non entre les Douze, la France devra alors, pour M. Mitterrand, en finir avec les « arrangements particuliers » avec la Syrie et montrer sa solidarité avec Londres « devant le crime ». De quelle façon ? On reste très prudent sur ce point à l'Élysée, mais on peut penser par exemple à une dissolution de la représentation diplomatique syrienne en France, à des restrictions apportées aux déplacements des diplomates syriens ou à d'autres mesures du même genre.

D'ores et déjà, en tout cas, et de quelle que soit la position des Douze, il est exclu que la France vende des armes à la Syrie, a dit le président de la République, qui a poussé l'humour un tantinet féroce jusqu'à reconnaître que les rumeurs qui courent à ce sujet n'ont pas été

« confirmées ». En fait, elles ont été démenties par Mitterrand, car l'affaire n'en est, pour l'instant, qu'à la phase de « prospection ». Mais en bonne logique, même ces opérations de prospection devraient cesser puisque M. Mitterrand met maintenant son veto à toute vente d'armes. Reste à savoir comment ce veto pourrait être exercé, puisque la présidence n'est pas représentée à la commission spécialisée chargée d'autoriser ou d'interdire les ventes d'armes. En l'état actuel des choses, la question paraît surtout théorique, puisque M. Chirac a déjà rassuré sur ce point certains membres de la majorité qui font figure dans cette

« Aucun compromis ne peut être passé avec les États qui se livrent au terrorisme » déclare M. Mitterrand

Interrogé, mardi 28 octobre à Francfort, au cours de la conférence de presse qui a suivi le quarante-huitième sommet franco-allemand, sur l'attitude à adopter à l'égard de la Syrie après l'affaire Hindawi, M. Mitterrand a déclaré : « Les arrangements particuliers doivent toujours céder le pas à la solidarité contre le crime ». Formulation que le chef de l'État a reprise peu après, lors de son passage au journal d'Antenne 2 midi, où il a répondu à différentes questions, en direct de Francfort.

« Aucun compromis ne peut être passé avec le terrorisme », a-t-il notamment déclaré, et surtout pas avec les États qui se livrent au terrorisme. « À propos du cas de la Syrie, M. Mitterrand a toutefois estimé qu'il semblait nécessaire de « poursuivre l'examen » de son éventuelle implication dans des actes de terrorisme, en particulier à l'occasion de la prochaine réunion ministérielle de la CEE, prévue pour le 10 novembre. Au cours de cette réunion, a estimé le chef de l'État, les représentants des Douze devraient « se communiquer leurs informations, les

affaires d'alliés « objectifs » de l'Élysée.

Autre démarche qui paraît bien devoir être renvoyée aux calendres grecques : l'envoi d'une mission commerciale et financière à Damas. On reconnaît bien volontiers, à Mitterrand, que le climat ne se prête plus à ce genre d'exercice et que les Syriens devront attendre là encore.

Au-delà de l'affaire de Londres, M. Mitterrand a bien sûr en tête le problème du terrorisme en France et des otages, et la façon dont le gouvernement traite cette question. « Ils sont devenus, entre plus ces deux incidents que ne l'était Roland Dumas lorsqu'il dirigeait le Quai d'Orsay », affirme certains impatients proches de l'Élysée. Des exemples de cette confusion ? Ils abondent, selon les mêmes sources : Mitterrand affirme, par exemple, ne pas avoir d'ambassadeurs secrets mais en aurait de nombreux ; Mitterrand jure de ne pas pactiser

avec les terroristes mais serait prêt à le faire ; Mitterrand innocent tel État publiquement, mais l'implicite officieusement.

Un premier coup d'arrêt avait été donné par M. Mitterrand « au moment de l'insupportable Capaci ». Tout indique qu'il n'a pas été entendu et que le président de la République est décidé à parler plus net dans le même sens, même s'il reconnaît — et pour cause — que ce genre de dossier n'est pas simple.

En fait, M. Mitterrand a bel et bien décidé d'effectuer une véritable reprise en main de certains secteurs de la politique étrangère. L'opéra-

échanger, ouvrir les dossiers et les mettre sur la table ». Après quoi, si « un État se trouvait directement mis en cause », il faudrait en tirer les conséquences, « les relations économiques, militaires ou historiques » des pays de la CEE avec des pays du Proche et Moyen-Orient pouvant « peser lourd dans l'opinion que se font les États ».

Interrogé sur l'éventualité de la vente d'armes par la France à la Syrie, M. Mitterrand a répondu : « Vous faites état d'informations qui n'ont pas été confirmées. Il n'est pas question, pour la France, de vendre des armes ». Le président de la République a, par ailleurs, indiqué que les Britanniques, à Luxembourg, n'avaient pas demandé à leur partenaire de rompre leurs relations diplomatiques avec Damas. « Il y a, d'un côté, à préserver et renforcer l'unité des pays de la Communauté, de l'autre, à trouver une façon d'aborder les problèmes du terrorisme et de la responsabilité de certains États, à conclure sur ce point M. Mitterrand. Cela ne s'improvise pas. »

tion a commencé avec ses déclarations sur la politique de défense, au camp de Cayles, domaine dans lequel il dispose des meilleurs arguments constitutionnels. C'est aujourd'hui certains aspects de la politique proche-orientale qui sont visés. Ce pourrait être demain les questions de sécurité et de désarmement. Il est une autre petite phrase prononcée à Francfort qui n'est pas passée inaperçue à Mitterrand. Lorsqu'on a interrogé M. Mitterrand sur les suites du sommet de Reykjavik, il s'est contenté de lancer un nouveau défi lancé à M. Chirac : « La discussion n'est pas suffisamment précisée pour que je puisse définir dès maintenant la position de la France. »

Reste à savoir si le premier ministre ou son relais le défi. Il ne le semble pas pour l'instant. Son entourage fait même de s'étourdir de l'irritation élyséenne et de ne pas en comprendre les raisons.

JACQUES AMALRIC.

La position adoptée par la France — et par les autres partenaires européens de la Grande-Bretagne — après la rupture des relations diplomatiques de Londres avec la Syrie, a été mal accueillie par les députés de l'UDF. Leur président, M. Jean-Claude Gaudin, a traduit leur sentiment, le mardi 28 octobre en fin de matinée, après la réunion du bureau du groupe, en déclarant que la Grande-Bretagne « était en droit d'attendre la solidarité des autres pays européens » et que « la gouvernement français aurait intérêt à voir une attitude plus solidaire vis-à-vis de la Grande-Bretagne ».

Certains représentants de l'UDF avaient mis en garde le gouvernement : M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, en soulignant que « la France ne manque pas de deuxième renseignements occidentaux contre le terrorisme » ; M. Valéry Giscard d'Estaing en déclarant que « tout geste qui serait interprété comme un soutien français à la Syrie ne doit pas avoir lieu » (le Monde du 28 octobre). Le gouvernement a-t-il manqué le rendez-vous de Luxembourg ? A-t-il paru s'écarter la Syrie face aux accusations portées contre elle par les Britanniques ?

Nombre de députés de l'UDF le pensent. M. Gaudin, là encore, a exprimé leur réprobation. S'il a fait la part de la « prudence », de la « modération » et de la « sagesse », inhérentes au « domaine des relations diplomatiques » et dont les États-Unis et le Canada avaient eux-mêmes donné l'exemple dans cette affaire, le président du groupe UDF n'a pas moins souligné que la lutte contre le terrorisme doit être un « point de consensus » européen. Dès lors, a-t-il dit, que « la preuve a été faite » de l'implication de la Syrie dans une tentative d'opération terroriste en Grande-Bretagne, « le minimum, c'est la solidarité ».

Certes, M. Gaudin, comme M. Pierre Messmer, président du groupe RPR à l'Assemblée nationale, s'était réjoui et avait pu dire « normal » : « Le gouvernement français, a-t-il déclaré, n'a pas de négociation en cours sur un contrat de ventes d'armes à la Syrie dans le contexte actuel. » Il reconnaissait ne pas avoir d'assurance, en revanche, que l'éventuel lien d'une aide financière à la Syrie, sous forme de prêt, ne fût pas envisagé.

M. Barrot devait interroger le gouvernement, au nom du groupe UDF, lors de la séance de questions de mercredi après-midi. C'est là que les difficultés commencent. Le conseil de défense devant se réunir, à la même heure (15 h 30) à l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand, ni le premier ministre, ni le ministre des affaires étrangères, ni le ministre d'État ne seraient présents au banc du gouvernement. Serait-ce donc M. Bernard

Messmer

Cette bonne manière ne signifie pas, pour autant, que le nouveau « rendez-vous contre le terrorisme », après le raid américain du mois d'avril contre la Libye, soit davantage, sur le plan des relations internes à la majorité, qu'une pâle réédition du premier. M. François d'Aubert, député (UDF-PR) de la Mayenne, bariste, pouvait bien juger, mardi, que le gouvernement « construit son propre labyrinthique et s'étonne de s'y perdre », qu'il « répond au terrorisme par de la politique-fiction » (allusion aux déclarations de M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, sur la « coopération » avec la Syrie), la mise en accusation de la politique chiraquienne au Proche-Orient n'est peut-être pas pour cette fois.

PATRICK JARREAU.

M. Messmer : pas de ventes d'armes

M. Pierre Messmer, à l'issue de la réunion du groupe RPR, qu'il préside, a estimé, mardi 28 octobre, à propos des affaires de Syrie : « La bonne règle des relations diplomatiques est qu'un État qui souhaite associer ses alliés à une décision les consulte avant de prendre sa décision. La politique du fait accompli n'est pas la meilleure. La Grande-Bretagne a demandé à l'Europe de voter à son secours. Cette méthode ne pouvait pas créer un climat favorable. »

Après s'être déclaré « pour une fois à 100 % d'accord avec François Mitterrand », l'ancien premier ministre a ajouté : « L'intérêt de l'Europe et de la France est d'être présent au Proche-Orient. Cela n'est pas facile et ne se fait sans risques, même mortels. C'est pourquoi la politique du maintien de la présence française dans cette région suppose

que nous mesurions nos réactions avec exactitude. C'est ce que fait Jacques Chirac lorsqu'il dit que la France ne possède pas de preuves irréfutables sur la responsabilité directe de la Syrie. Il faut que la raison retienne l'expression de la passion. Nous ne pouvons pas nous en tenir à la simple affirmation du gouvernement britannique. Nous avons besoin de voir les preuves. Dans un cas semblable, les Anglais agiraient sûrement de la même façon. » Après m'être informé aux plus hautes sources, je n'ai autorisé à indiquer que je suis en état de démentir qu'il y ait en cours le moindre projet de vente d'armes à la Syrie. En ce qui concerne l'exécution des contrats passés par le gouvernement Fabius, elle se poursuit simplement car il n'y a pas de blocus à l'égard de la Syrie. »

Pour votre
DEMEUNAGEMENT
ODOUL AGENT DE
demeco
16, rue de l'Atlas-75019 Paris 42 08 10 30

La cohabitation : acte III

(Suite de la première page.)

Dans les deux cas, M. Mitterrand a donné un coup d'arrêt, rappelé les grands principes, et — ce qui est nouveau — donné des instructions au gouvernement sur la marche à suivre.

An fond, M. Mitterrand renvoie à M. Chirac le dilemme bien connu : se soumettre ou se démettre. En l'occurrence, ou bien M. Chirac en termine avec les « arrangements particuliers » auxquels il s'estime tous azimuts (avec la Syrie, l'Algérie, l'Iran...) ou bien il ouvre une crise. Ou bien, en conseil de défense, M. Chirac rétablit les priorités présidentielles en matière de dissuasion (les sous-marins plutôt que les « missiles à roulettes »), ou bien il ouvre une crise.

M. Mitterrand, il est vrai, n'a pris personne en traître : il renoncera à ses fonctions, avait-il dit, plutôt qu'aux compétences de ses fonctions. En d'autres temps, M. Mitterrand avait déclaré : « Je ne suis pas René Coty. »

M. Chirac et ses amis ne lui ont jamais assigné d'autre rôle que celui de René Coty. Et chacun, dans l'entourage du premier ministre, de rivaliser de bons

propos, avait pris le parti de la Grande-Bretagne pendant la guerre des Malouines. Dès lors que l'un des membres de la Communauté est agresseur, la solidarité doit l'emporter.

La manœuvre ? Elle est dans la poche ainsi tendue à ceux qui, comme M. Barrot, jurent dur comme fer qu'ils ne laisseront pas passer l'occasion d'affirmer cette fameuse solidarité, ou qui, comme M. Millon (bariste), constatent que « le terrorisme terrorise le gouvernement ».

L'éternelle question que l'on se pose, à chaque étape de cette cohabitation, est naturellement celle de sa viabilité. Il y a fort à parier que M. Chirac fera le gros dos. De même que M. Mitterrand ne franchira pas le point de non-retour, au-delà duquel ce serait la crise. Car toute rupture avant terme signifierait, pour M. Chirac, l'effondrement de sa stratégie politique ; pour M. Mitterrand, la ruine du mythe qu'il voudrait fonder d'un président arbitre ; et pour l'un et pour l'autre, ce serait ouvrir un boulevard magnétique sous les pieds de M. Raymond Barre.

JEAN-MAIRE COLOMBANI.

Politique

Le découpage électoral devant le Conseil constitutionnel

Plus de soixante députés socialistes ont déposé, le 27 octobre, au Conseil constitutionnel le texte de la loi relative à la délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés, telle qu'elle a été adoptée par le Parlement le 24 octobre (le Monde du 26-27 octobre). A leur recours, les socialistes ont joint, en guise d'annexe, de courts dossiers concernant quarante-sept départements (soit trois cent vingt-cinq circonscriptions) où ils contestent le découpage.

Si les auteurs du recours ont choisi de ne pas argumenter sur l'ensemble des départements, cela ne

signifie, en aucun cas, qu'ils adhèrent au découpage de ceux qu'ils ne contestent pas formellement, précisent-ils. « Cela veut seulement dire que les auteurs d'un découpage disposent naturellement d'une certaine marge d'appréciation, que d'autres auteurs auraient pu l'exercer d'une manière différente mais que, dans ces départements, à défaut d'être toujours irréprochable, le découpage n'est pas manifestement arbitraire. Ainsi, les socialistes s'en sont-ils volontairement tenus aux cas extrêmes ».

Dans ces « cas extrêmes », le recours socialiste s'efforce de donner une analyse exhaustive dont on

trouvera ci-dessous les principaux éléments, ainsi que quelques-uns des dossiers consacrés par les annexes aux départements. Le Conseil constitutionnel, qui doit faire connaître sa décision avant le 27 novembre, se trouve en présence de l'un des plus vastes recours qu'il ait eu à connaître (avec les nationalisations) depuis sa création. Il a, en effet, toute latitude pour examiner, s'il le souhaite, l'ensemble de la nouvelle carte électorale et non les seuls quarante-sept départements dont le PS a explicitement contesté le découpage.

La polémique sur l'étendue du pouvoir d'appréciation du Conseil constitutionnel risque de rebondir à cette occasion. M. Messmer, président du groupe PRP, a en effet déclaré mardi 28 octobre : « Le Conseil constitutionnel ne pourrait pas sans se dégrader, censurer la loi sur le découpage en se référant à la constitution puisqu'il a déjà la loi électorale conforme à la Constitution. S'il émettait un avis négatif, il se verrait le faire qu'en référant à des règles abstraites qu'il construirait lui-même. Cela poserait un grand débat sur le rôle du Conseil constitutionnel ».

Les députés socialistes dénoncent l'« arbitraire » de la logique politique

Les règles contraignantes pour le découpage électoral, qui fixent la loi du 11 juillet 1986 établissant le scrutin uninominal majoritaire à deux tours pour l'élection des députés à l'Assemblée nationale s'imposent-elles encore dès lors qu'il ne s'agit plus d'ordonnance mais que, « formellement au moins, c'est le législateur lui-même qui est réputé avoir délimité les circonscriptions » ? C'est la première question que posent les députés socialistes auteurs du recours.

Juridiquement, non. Mais ces règles conservent « un intérêt majeur pour deux raisons au moins. La première résulte de ce que le texte adopté est identique au projet lui-même identique au projet d'ordonnance préalablement préparé dans le cadre du titre II de la loi du 11 juillet 1986. La seconde tient à ce que le Conseil constitutionnel, appelé à se prononcer par une précédente saisie avait été conduit à préciser un certain nombre de principes constitutionnels dans sa décision (...) du 1^{er} et 2^{ème} juillet 1986 ».

Si ces règles (continuité territoriale des circonscriptions, respect des limites cantonales sauf, essentiellement, pour Paris, Lyon et Marseille, écarts de population limités d'une circonscription à l'autre et, en aucun cas, supérieurs à 20 % par rapport à une moyenne départementale) ont disparu, « subsistent », en revanche, les nécessités qui les avaient fait naître. Celles-ci, quelles que soient les modalités retenues pour leur mise en œuvre, découlent de principes de valeur constitutionnelle et s'imposent donc à la loi comme

elles se seraient appliquées aux ordonnances ».

Les auteurs du recours énoncent ainsi ces trois nécessités durables :

— la première « exige que les députés à l'Assemblée nationale

historique, économique, sociale et culturelle des ensembles que forment les circonscriptions ».

— la troisième, enfin, « interdit, du nom même de la notion d'Etat de droit, que le découpage des circons-



soient élus sur des bases démographiques, de telle sorte que soit réduit l'écart de représentativité entre élus d'une circonscription et l'autre ».

— la deuxième « veut que, pour que des élus désignés selon un scrutin localisé soient cependant et effectivement les représentants du peuple, il importe de veiller à préserver dans toute la mesure du possible la cohérence géographique.

criptions procède d'un quelconque arbitraire ».

A propos de chacun de ces trois grands critères, les auteurs de la saisie précisent :

— SUR LE CRITÈRE DÉMOGRAPHIQUE : Il « paraît légitime penser pouvoir être tenu pour prioritaire. Mais il va de soi que l'égalité absolue d'une circonscription à l'autre étant impossible, il faut, avant tout, veiller soigneusement à ce que les écarts ne soient pas excessifs ».

Qu'est-ce que l'arbitraire ?

— SUR LE CRITÈRE GÉOGRAPHIQUE : « Il peut conduire à tempérer occasionnellement le premier critère. Entre deux écarts possibles de population dont l'un permettrait de respecter une entité géographique que l'autre détruirait, il est clair qu'il convient de retenir le premier, même s'il est supérieur, à la condition stricte toutefois qu'il ne soit pas manifestement excessif ».

— SUR LE CRITÈRE POLITIQUE : C'est le problème de l'arbitraire. Sa définition est ici malaisée, conviennent les auteurs du recours, et sans doute n'en peut-on donner que des indices, mais il en est de très sérieux ».

« Ainsi peut-on considérer comme étant l'arbitraire, expliquent les députés socialistes, le soul, chaque fois, c'est démographiquement possible de conserver l'ancien découpage ou de respecter l'économie. Ainsi des départements qui conservent le même nombre de députés dans les anciennes circonscriptions étaient à peu près équilibrés. Ainsi encore, des départements dans lesquels plusieurs circonscriptions se trouvent proches de la moyenne départementale, dont seules une ou deux s'écarteraient, et qu'il suffirait de redécouper pour faire place à une circonscription nouvelle. Ainsi toujours, des départements dans lesquels les anciens découpages ont conservé leur pertinence géographique et une compatibilité démographique et qu'il y a tout lieu de respecter ».

Dans tous ces cas, « le respect du tracé ou de l'esprit de l'ancien découpage présente contre l'arbitraire que manifesterait à l'inverse un bouleversement inutile ».

Des critères hétérogènes

Autre indice de l'arbitraire : « l'hétérogénéité des critères employés ». « Faire prévaloir l'ancien découpage ou s'en abstraire, indiquent les auteurs du recours, impose à toute force la logique démographique ou composer avec elle, s'attacher aux entités géographiques ou les méconnaître, garder des villes unies ou les scinder pour constituer des pôles d'attraction, dissocier ou mêler villes et campagnes, montagnes et plaines, rives droite et gauche d'un fleuve, quartiers aisés et populaires, sont autant de choix alternatifs dont chacun peut avoir sa logique et dont tous pourraient être défendables. Ce qui n'aurait pas de logique, en revanche, et partant ne serait pas défendable, serait de faire varier les réponses d'un endroit à un autre, non pas au vu de différences objec-

tives, mais en considération d'intérêts subjectifs. L'arbitraire serait alors avéré ».

Cet arbitraire, reconnaissent les auteurs du recours, « hormis quelques cas (...) largement minoritaires (...) dans lesquels l'absurdité intrinsèque est manifeste (...) ne ressort pas immédiatement », dans la plupart des situations.

« C'est pourquoi il est essentiel d'avoir une vue d'ensemble qui, elle, rend manifeste l'arbitraire et l'on veut bien admettre — et c'est difficilement contestable — qu'est arbitraire le fait de choisir des réponses radicalement différentes à des questions largement identiques ».

De ce comportement, les députés socialistes donnent diverses séries d'exemples :

— DÉPARTEMENTS DONT LE NOMBRE DE CIRCONSCRIPTIONS EST CONSTANT : « Tantôt l'objectif de réajustement est obtenu en respectant l'économie de l'ancien (Morbihan), tantôt, on lui préfère des modifications compliquées (Côtes-du-Nord), tantôt on conserve purement et simplement les circonscriptions anciennes (Hautes-Alpes), et tantôt on les modifie totalement et sans que cela soit plus nécessaire ici que là (Alpes-de-Haute-Provence, Creuse).

— DÉPARTEMENTS OU SONT AJOUTÉES UNE OU PLUSIEURS CIRCONSCRIPTIONS NOUVELLES : « Parfois, on modifie justement celles qui se trouvaient démographiquement équilibrées (Hauts-de-Seine, Sarthe, Yvelines) et auxquelles, ailleurs, on prend justement soin de ne pas toucher ».

— RÉPARTITION DES POPULATIONS : « Ici, on rompt une entité ancienne pour un gain dérisoire en équilibre démographique (Creuse), et là, on crée sans même avoir l'ait de sauvegarder les entités géographiques, d'importantes distorsions qu'il est difficile d'éviter (Doubs, Mayenne).

Reverser l'axe

— DÉCOUPAGE DES VILLES : « Il est rare d'être inutilement lorsque l'axe de la Bourgeois, de Royan, d'Evreux, mais de rester intactes quand elles s'appellent Joinville ou Vincennes, voire d'être réunies comme à Béziers ».

— VILLES NOUVELLES : « On choisit d'anticiper sur leur accroissement de population dans un cas, et on le refuse absolument dans l'autre (Créteil, Cergy-Pontoise) ».

— RENSENEMENT D'AXES : c'est, soulignent les auteurs du recours, « l'une des techniques employées avec le plus de constance ». Elle consiste, « dans de très nombreux cas, à inverser les axes de découpage anciens qui de nord-sud deviennent est-ouest ou l'inverse, ou plus compliqué encore ».

Comparer pour juger

« A s'en tenir à une approche superficielle, résumant les auteurs de la saisie, l'impression qui se dégage de cette incohérence en est l'absurdité. Lourde serait pourtant l'erreur d'une telle conclusion. Car il est un élément qui restitue sa cohérence au découpage, en indique la logique et en trahit l'arbitraire : l'intérêt politique qu'en escomptent ses auteurs ».

« Tout découpage électoral, par nature, est fait de trois composantes : démographique, géographique, politique. Les deux premières sont connues et affichées. La troisième pour être vue n'est pas moins importante. C'est par cela, précisément, que se caractérise l'arbitraire qui entache ce découpage. Du point de vue de la démographie, de la géographie, de l'histoire, de l'économie, du social, les critères employés l'ont été de manière très hétérogène. Mais le critère politique, lui, a été utilisé avec une parfaite homogénéité. C'est à la lumière de cette évidence, qu'il apparaît qu'à l'examen détaillé des départements, intrinsèquement ou par comparaison (...), qu'il convient d'apprécier la constitutionnalité du découpage ou plutôt, en l'occurrence, son inconstitutionnalité manifeste ».

Troisième Chambre ou bouée de sauvetage ?

Comme toujours, M. Chirac était pressé. Vite ! le retour au scrutin majoritaire, une nouvelle carte électorale... et passons à autre chose. Comme souvent, le premier ministre devra attendre. Guère moins d'un mois pour connaître le sort que réserve le Conseil constitutionnel au découpage censé, avec une maestria sans pareil, par son officier ministre de l'intérieur, M. Charles Pasqua.

Si cette maestria est jugée excessive par les neuf juges du Palais-Royal, si le découpage ne sort pas intact de leur examen et de leur décision, il faudra un peu plus de patience encore au premier ministre — ou d'impatience.

D'ores et déjà, M. Chirac a de quoi être agacé par le paradoxe qu'il a laissé s'installer en germe comme il l'a fait — à la hussarde — l'affaire électorale. La discussion devrait être close aujourd'hui... elle va seulement commencer. Dans l'enceinte, il est vrai, d'une institution qui garde jalousement le secret de ses délibérations. Mais, enfin, elle va avoir lieu et laisser au moins une trace. Mieux, avoir une conclusion efficace : l'autaire et impératif document — public — qui sortira des travaux du Conseil constitutionnel.

C'est peu, d'une certaine manière. Mais c'est beaucoup, après la succession de non-débats à l'Assemblée, après la délicate contorsion sénatoriale consistant à approuver un texte... en refusant d'en débattre.

Crainte d'embarras politiques venus de sa majorité, refus de laisser la fiction (le Parlement légifère) épouser sur la réalité (le gouvernement gouverne et légifère), le premier ministre a laissé le dossier électoral

s'ériger en exemple caricatural d'une certaine façon de gouverner. Malgré ou à cause de lui, ce n'est qu'un moment où le Conseil constitutionnel est saisi que chacun peut avoir le sentiment qu'un minimum de débat va vraiment avoir lieu (après le lever de rideau de la commission des sages et du Conseil d'Etat).

Singulière destinée d'une institution accusée il y a peu par l'entourage de M. Chirac de se constituer en troisième Chambre, et conduite un court moment à exister plus que les deux autres. Le Conseil constitutionnel fonctionne, et M. Chirac n'y peut rien ! Le fait est insolite, mais peu contestable : outre son rôle propre, le Conseil joue ici, à son corps défendant, celui d'une bouée de sauvetage de l'institution parlementaire. Situation qui devrait en faire réfléchir plus d'un, à l'Assemblée comme au Sénat.

Mais après ? M. Chirac ne sera plus pressé s'il lui faut soumettre une nouvelle fois au Parlement un projet de découpage, éventuellement revu et corrigé après décision du Conseil constitutionnel. Il sera fébrile. Relancera-t-il, pour un tour plus rapide et plus silencieux encore que le premier, le manège parlementaire ?

Affligeante perspective. Et si le Conseil constitutionnel entérine le découpage électoral, l'horizon ne sera pas moins incertain. Pressé, M. Chirac le restera. Mais l'absence du premier ministre ne peut hypothéquer à l'infini la vraisemblance et la dignité minimales du débat parlementaire.

MICHEL KAJMAN.

Les quarante-sept départements dont le découpage est contesté

<ul style="list-style-type: none"> AIN (01). ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE (04). ARDENNES (08). ARIÈGE (09). BOUCHES-DU-RHÔNE (13). CALVADOS (14). CHARENTE (16). CHARENTE-MARITIME (17). CHER (18). CÔTES-DU-NORD (22). CREUSE (23). DOUBS (25). DROME (26). EURE (27). EURE-ET-LOIR (28). FINISTÈRE (29). GARD (30). HAUTE-GARONNE (31). GIRONDE (33). HÉRAULT (34). ILLE-ET-VILAINE (35). INDRE-ET-LOIRE (37). ISÈRE (38). LANDES (40). 	<ul style="list-style-type: none"> LOIRET (45). LOT-ET-GARONNE (47). MAINE-ET-LOIRE (49). MAYENNE (53). MEURTHE-ET-MOSELLE (54). NIEVRE (58). NORD (59). OISE (60). ORNE (61). SARTHE (72). SEINE-MARITIME (76). SEINE-ET-MARNE (77). YVELINES (78). SOMME (80). SAVOIE (73). VAR (83). VENDEE (85). TERRITOIRE DE BELFORT (90). ESSONNE (91). HAUTS-DE-SEINE (92). SEINE-SAINT-DENIS (93). VAL-DE-MARNE (94). VAL-DE-OISE (95).
--	---

Trois exemples Côtes-du-Nord

« Dans le précédent découpage, la première circonscription comptait 155 678 habitants, tandis que les 3^{ème} et 4^{ème} n'avaient que 84 804 et 87 334 habitants, les 2^{ème} et 5^{ème} se trouvaient, elles, assez proches de la moyenne départementale (respectivement 101 314 et 109 739 habitants).

« Dans ces conditions, il suffisait simplement de transférer quelques cantons de la première vers les 3^{ème} et 4^{ème}, ou, si nécessaire, de redécouper seulement ces trois circonscriptions. Le projet a préféré bouleverser dans toute la carte électorale sans la moindre justification. Cela est d'autant plus troublant que dans le

département voisin du Morbihan, où les problèmes se posaient en termes strictement identiques (nombre de députés inchangé mais équilibre démographique à rétablir), les auteurs du découpage ont procédé d'une manière radicalement inverse puisqu'ils se sont bornés aux retouches indispensables sans remettre en cause l'économie générale de l'ancien découpage.

« Qu'une solution soit retenue pour le Morbihan et une autre pour les Côtes-du-Nord, voilà qui ne trouve d'explication que dans les espérances politiques mais certainement pas dans la rigueur constitutionnelle. »

Hérault

« L'Hérault offre un cas très intéressant dans la mesure où les auteurs du découpage y ont fait, tant à Béziers qu'à Montpellier, exactement le contraire de ce qu'ils ont pratiqué ailleurs.

« 1) Pendant très longtemps, et en tout cas depuis 1958, la ville de Béziers a été répartie dans deux circonscriptions dont chacune entretenait des liens étroits avec les cantons ruraux alentour.

« Or, au moment même où l'on seigne des villes telles que Royan ou Angoulême, Béziers, déjà scindée, se trouve miraculeusement réunifiée. Les deux anciennes circonscriptions (4^{ème} et 5^{ème}) représentaient pourtant respectivement 112 968 et 83 070 habitants, c'est-à-dire des ensembles assez proches de la moyenne départementale et dont on aurait pu les rapprocher encore, moyennant le simple transfert de quelques cantons de la 4^{ème} vers la 5^{ème}.

« Au lieu de cela, qui aurait conduit à conserver l'économie de l'ancien découpage ou au sud et à créer les deux circonscriptions nouvelles dans le nord du département, on a préféré un bouleversement complet

qui, de surcroît, rompt totalement avec les pratiques constatées ailleurs, qui vont davantage dans le sens du découpage de villes même modestes que dans celui de l'indivision.

« 2) Dans une certaine mesure, c'est la même opération qui a été conduite à Montpellier. Certes, du fait de ses dimensions, la ville ne peut se trouver dans une circonscription unique. Aussi bien l'essentiel en est-il réparti sur deux circonscriptions.

« Mais de ce fait, elle est coupée de son district et, au-delà, du bassin d'emploi dont elle est le centre. Ainsi, alors que Montpellier forme un pôle d'attraction existant et puissant, on l'isole dans une espèce d'enceinte hermétique, constituée des deux premières circonscriptions (les moins peuplées du département), dans le but manifeste, nonobstant toute considération géographique, économique ou sociale, de tenter d'en faire un cénacle politiquement étanche.

Var

« On ne peut, ici, que se féliciter de la cohérence du découpage, clair, de la ville de Toulon.

« Il n'en va pas de même, en revanche, de celui des autres circonscriptions. L'axe majeur de l'ancien découpage allait d'est en ouest, et l'on pouvait supposer que les auteurs du nouveau allaient le conserver ici où il est sans inconvénient, compte tenu des communications existantes.

« Vaine logique et vain espoir, puisqu'on a choisi de découper selon un axe nord-sud. Et c'est ainsi qu'est créée une quatrième circonscription qui va de Aups jusqu'à la mer en passant par Draguignan ; une autre, la sixième, qui englobe tout l'ouest de l'arrière-pays pour, descendant par Brignoles, aller rejoindre aussi la mer (...).

« Il y a, dans tout cela, de claires manifestations d'arbitraire. »

FAITS & ARGUMENTS



Abonnez-vous en téléphonant gratuitement au 05 20 08 30 ou en renvoyant ce bulletin à B.A. FAITS ET ARGUMENTS

B.P. 102 - 92358 Le Plessis Robinson Cedex. Abonnement France : 140 F. Abonnement étranger : 190 F. Chèque bancaire ou postal à l'ordre de G.E.S.E.C.O.M.

Politique

Les socialistes ouvrent leurs débats sur la situation de l'emploi

Le premier texte préparatoire à la convention nationale socialiste des 13 et 14 décembre prochain a été transmis au début de la semaine aux fédérations afin qu'il soit discuté par les militants dans les sections. Ce texte, adopté la semaine dernière à l'unanimité par le bureau exécutif du PS, revêt, pour l'essentiel, une forme interrogative et énumère une série de questions sur l'emploi et les différents facteurs économiques, nationaux ou internationaux qui le déterminent.

Comme le précise M. Jean-Paul Bachy, membre du secrétariat national du PS chargé des questions sociales, des entreprises et de l'emploi, et responsable de l'organisation de cette convention, « les fédérations ainsi que le groupe de travail du comité directeur et de la commission nationale entreprises poursuivront leurs réflexions afin de déboucher sur un ensemble de propositions qui seront synthétisées à la convention ». Les débats sont donc jetés, et cette convention nationale, dont l'idée appartient à M. Laurent Fabius et qui embarrasse les socialistes plus qu'autre chose, aura bien lieu. Mais comme l'a dit M. Bachy, l'avancement de la date du congrès fait que cette convention « change de nature ». Il est exclu, dans l'esprit de la direction du PS, qu'elle puisse être un « pré-congrès ». Il n'est donc pas question que les courants nationaux du PS présentent des textes qui seraient soumis au vote des militants.

Il n'est pas non plus question que cette convention doive le PS d'un corps de doctrine complet sur l'emploi. Les socialistes voient bien ce qu'un tel exercice, aux yeux de l'opinion publique, aurait de factice, moins d'un an après leur départ du gouvernement, à l'issue d'une législature où leur volonté de réduire le chômage s'est largement brisée sur la résistance des faits.

M. Bachy précise donc que le débat est très « ouvert ». « Si nous ne sommes pas en mesure, a-t-il souligné, de le trancher (à la convention), il sera tranché au congrès ». De son côté, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, qui, dans un premier temps, après sa décision

d'avancer le congrès, n'était pas sûr que le maintien de cette convention soit obligatoire, a affirmé, le lundi 27 octobre au micro de France-Inter, que les socialistes donneront, lors de cette convention, leurs « premières réflexions après l'expérience du pouvoir, en voyant la politique du gouvernement actuel sur les problèmes de l'emploi ».

La rédaction de ce premier texte préparatoire à cette convention nationale a donné lieu, notamment, à un débat entre l'ex-CERES et les rocardiens sur la croissance et le partage du travail. M. Gérard Fuchs, l'un des dirigeants rocardiens du bureau exécutif, résume ce débat d'une boutade : « Nous ne refusons pas, lance-t-il, la croissance, mais le CERES refuse le partage du travail ».

La version définitive du texte a été précédée de deux versions intermédiaires. Les trois versions posent, à propos de la croissance et du chômage, la même question : « Pour trouver une solution, ne faut-il pas absolument rechercher les moyens d'une reprise vigoureuse de la croissance compatible avec l'équilibre extérieur ? » Quant au partage du travail, la première version que les amis de M. Chevènement ne jugeaient pas « acceptable », évoquait « l'existence de politiques actives de l'emploi permettant de dépasser la rigueur arithmétique des chiffres ». Elle affirmait qu'« une réduction de la durée du travail de 2 % par an en moyenne ramène le taux de croissance nécessaire à la stabilisation du chômage à 2 % ».

Dans la deuxième version, la référence aux « politiques actives de l'emploi et de solidarité » était maintenue et complétée, mais il n'était plus question, dans cette phrase, de réduction du temps de travail. Dans la troisième et dernière version, cette idée est réintroduite, mais, cette fois, sous forme interrogative et vague. Le texte demande simplement : « Comment doit-on (...) poser le problème de la réduction et de l'aménagement du temps de travail ? »

J.-L. A.

La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale

Logement : le libéralisme et ses limites

L'Assemblée nationale a commencé à débattre, le mardi 28 octobre, des crédits du vaste ministère de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports. D'un montant global de 104 387,5 millions de francs, ils représentent 9 % du budget de l'État, la comparaison étant difficile avec l'an passé du fait des changements de structures budgétaires. Toutefois on peut remarquer que les crédits

confluent à un ministère comme celui des transports à un chantier du libéralisme par et par pouvait paraître paradoxal. M. Doufflaingues n'a pas mis son drapeau dans sa poche. Ses premières décisions sur la RATP et la SNCF l'ont montré. La discussion budgétaire a prouvé qu'en agissant ainsi il répondait aux souhaits de la majorité, qui lui demande même d'aller plus loin et plus vite. M. François Borotra (RPR, Yvelines), rapporteur de la commission de la production, l'a dit clairement : pour la RATP il faut certes « accroître l'offre » mais aussi « améliorer les effectifs » ; pour la SNCF il faut « ouvrir le financement de certains équipements au secteur privé » ; globalement pour les transports il faut limiter la notion de service public « aux transports de voyageurs » qui doivent « néanmoins » « atteindre l'équilibre financier grâce à des gains de productivité et à une politique tarifaire fondée sur des critères commerciaux » ; le transport de marchandises doit, lui, s'ouvrir « à la concurrence », ce qui impose de « lever des réglementations et restaurer les conditions d'un vrai marché, non faussé par les distorsions actuelles ». M. Charles Fèvre (UDF, Haute-Marne) est encore plus précis : « L'usager doit payer un juste prix ».

Ce libéralisme a pourtant des limites. Pour des transports fluviaux, les orateurs du RPR et de l'UDF demandent bien qu'il soit mis fin aux nombreuses réglementations limitant la concurrence (le ministre en est aussi partisan), mais ils regrettent que l'État ne fasse pas un effort pour construire de nouveaux canaux. M. Doufflaingues, à encore, partage ce souhait, mais il fait remarquer à juste titre que tous ses prédécesseurs, depuis vingt ans, se sont heurtés aux mêmes impossibilités budgétaires.

Les limites des strictes règles de la libre concurrence sont surtout

atteintes pour la construction aéronautique et l'aviation civile. Des hommes qui en sont habituellement de chauds partisans, comme M. Gilbert Gantier (UDF, Paris), rapporteur de la commission des finances, et M. Claude Labbé (RPR, Hauts-de-Seine), rapporteur de la commission de la production, sont les premiers à demander beaucoup de prudence dans la déréglementation, la deuxième faisant remarquer : « La concurrence internationale sans merci et les excellents résultats des compagnies nationalisées, particulièrement monopolistiques, imposent de réfléchir avant de laisser ces compagnies totalement livrées à elles-mêmes ». Le ministre est d'accord là encore, et il souligne que ces appels à la concurrence sur la desserte de l'outre-mer français ne sont que « des expériences » surveillées de près. Tant pis pour M. Dominique Buisson (UDF, Charente-Maritime) qui souhaite des ententes au monopole d'Air Inter sur les liaisons métropolitaines.

La gauche virulente Pour les routes — domaine de M. Méhaignerie — l'État et les collectivités locales conservent, bien entendu, tous leurs droits. Le ministre se flatte même d'avoir obtenu un effort financier supérieur à celui fait par les socialistes. D'autant qu'en parfaite harmonie avec M. Michel Barnier (RPR, Savoie), rapporteur de la commission des finances, qui vient de déposer une proposition de loi sur ce thème, le ministre compte faire un effort accru pour la sécurité routière, domaine « où la France reste dans le peloton de queue des pays développés ».

A part ce dernier point, la gauche ne peut être d'accord. M. Jean Anroux (PS, Loire) ne comprend pas que l'on abaisse le service public

et que l'on fasse payer plus l'usager. Un bon exemple lui en est fourni avec la décision du gouvernement de réduire de 30 à 25 % le taux de réduction des billets de congés payés. Certes, M. Doufflaingues explique que cela économisera 110 millions de francs à l'État, mais il le justifie en expliquant qu'il faut mettre en concurrence cet avantage octroyé par l'État avec les réductions tarifaires offertes par la SNCF pour les voyages effectués hors de pointe de trafic.

La critique de la gauche est tout aussi virulente sur la politique du logement. Certes, M. Méhaignerie fait remarquer qu'il fournit les financements pour la construction d'autant de logements sociaux que les socialistes. Mais ceux-ci constatent — ce que ne nie pas la majorité — que c'est grâce à la baisse des taux des emprunts, permise par la désinflation, et à l'utilisation de crédits de 1986 non utilisés, qu'il a pu faire. Cette constatation qui permet à M. Paul Chomat (PC, Loire) d'attaquer d'un même mouvement le gouvernement et son prédécesseur, et à M. Jacques Guyard (PS, Essonne) d'expliquer que, puisque cette possibilité n'existera plus l'an prochain, « la construction s'effondrera dès 1988 ». Celui-ci s'en inquiète d'autant plus que déjà il observe que les familles ont de plus en plus de mal à se loger puisque tant « réduites à la fois l'aide à la pierre et l'aide au logement ». Ce choix éclairé une politique, puisqu'il remarque que les mesures gouvernementales reviennent à accorder la même aide aux familles qu'il soient leurs revenus, soit par des aides directes soit par des avantages fiscaux. M. Chomat fait la même constatation, et il en déduit « un extraordinaire écart entre le discours des ministres qui promettent l'accès à la propriété pour le plus grand nombre et leurs déci-

sions qui excluent massivement les Français du droit à la propriété ». Mais M. Méhaignerie réplique que son projet pour le logement s'inscrit dans un plan d'ensemble, dont son budget n'est qu'un élément et qu'il cherche avant tout à relancer l'emploi dans le secteur du bâtiment. Il assure qu'il commence, d'ailleurs, à avoir des effets « positifs » même s'ils sont divers « selon les régions ». Il est vrai que pour ce faire, à côté du maintien de l'effort pour le logement social, il veut inciter les investisseurs privés à s'investir à nouveau à la pierre. M. Jean Tiberi (RPR, Paris) est persuadé de la justesse de cet équilibre car il pense que « l'existence d'un marché social puissant incitera les bailleurs privés à la modération ».

La majorité, d'accord sur les grands principes, nourrit toutefois quelques inquiétudes. D'abord sur l'explosion du coût pour l'État de l'aide personnalisée au logement, alors qu'à l'inverse la volonté du gouvernement d'en modifier le calcul atténue les craintes de l'opposition. Ensuite, nombreux sont les élus du RPR et de l'UDF qui ont demandé au ministre de faire un geste pour tous ceux qui ont emprunté à des taux élevés et qui doivent rembourser maintenant que l'inflation est réduite. M. Méhaignerie l'a fait, en plaçant à la demande à la perspective de l'aider à le faire : pour les cas difficiles, la durée des prêts conventionnels pourra être portée à vingt-cinq ans ; les banques seront invitées à consolider leurs prêts pour abaisser leurs taux de 15 ou 16 % à 12 ou 13 % ; l'aide personnalisée continuera à être versée pendant trente-neuf mois, même en cas de remboursements anticipés ; enfin, pour les cas les plus délicats les organismes HLM pourront racheter les logements des accédants.

THÉRIER BRUNIER.

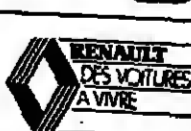
550 F LA SUPERCINQ!

PAR MOIS PENDANT 59 MOIS.



Déjà 1 000 000 de Supercinq dans les rues du monde entier ! Voiture la plus vendue en France depuis un an, la Supercinq est toujours plus proche de vous. Profitez de son succès : jusqu'au 31 décembre 86, RENAULT Bail vous propose un bail avec option d'achat sur 60 mois. Exemple pour la Supercinq C : versement initial de 17040 F (dépot de garantie 6390 F et 1^{er} loyer majoré 10650 F), 59 loyers mensuels de 550 F, coût total en cas d'acquisition 49490 F. Sous réserve d'acceptation du dossier par Renault Bail S.A. R.C. Paris B 702 002 221. Modèle présenté Renault Supercinq C. Prix clés en main au 10/09/86 : 42600 F. Mésisme 87. RENAULT concession Giff

la vie ça roule
en Supercinq



مكتبة الأمل

Le débat sur la libération « massive » de détenus

Seul, M. Toubon approuve M. Chalandon

La libération prochaine de milliers de détenus, annoncée puis démentie, lundi 27 octobre, par la chancellerie, continue de susciter des réactions. Le ministre de la justice, cité par l'Agence France-Presse, a avancé, mardi, une explication au ton-bain de la veille. Invité lundi à la chancellerie à un petit déjeuner auquel ne participait pas M. Alain Chalandon, les journalistes ont reçu une note datée du 20 octobre et intitulée : « Prisons. Page 4 de cette note, le ministre fait état d'un « problème d'urgence » et avance qu'il ne pourra faire des libérations massives de détenus (5 000 à 8 000) dans les mois à venir ».

« Dans l'entourage du ministre, écrit l'AFP, on soulignait (mardi) qu'il s'agissait en réalité d'une note interne de travail qui « n'aurait jamais dû figurer dans le dossier de presse ». Le ministre, assure-t-on, n'était pas au courant du contenu du dossier et il ne pouvait donc pas y avoir d'arrière-pensée de sa part ».

Avancée lundi en fin de matinée, cette « explication » avait sans doute comblé un tel décalage. Quelques heures auparavant, au lieu de quoi, M. Chalandon a choisi de donner dans la journée de multiples interviews, démentant sans cesse tout en mettant en cause les journalistes.

Cette tactique s'est répétée, au bout du compte, dans une réaction négative, enregistrée depuis, à l'exception notable de celle de M. Jacques Toubon. Interrogé mardi sur France-Inter, le secrétaire général du RPR a déclaré : « Il faut que tout le monde comprenne que notre politique qui tend à renforcer les prisons n'a pas de limite, une difficulté, une contradiction : la capacité insuffisante des prisons ». M. Toubon a ajouté : « Il faut que ce gouvernement, avec courage, soit prêt à prendre toutes ses responsabilités pour faire face ».

Évoquant les libérations de 1981-1982, le secrétaire général du RPR a affirmé que, pour lui, ces mesures « n'étaient pas liées à l'époque » mais « à un autre type de politique ». M. Toubon a fait observer que parmi les bénéficiaires de ces mesures figuraient « Jean-Marie Rouillon et Nathalie Ménigon, des leaders d'Action directe ».

La réaction du président du groupe RPR à l'Assemblée nationale est, elle, négative. Mardi, M. Pierre Messmer s'est déclaré « absolument défavorable à la libération de détenus ».

« La libération de détenus », tout en estimant que M. Chalandon avait sans doute vu dans cette affaire « le moyen de sensibiliser le gouvernement et l'opinion publique » à son projet de prisons privées.

M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF, a été plus critique encore le même jour : « Il me paraît inacceptable qu'on libère des gens qui ont été condamnés par la justice. Nous ne sommes pas socialistes, nous », (nos dernières éditions).

Du côté des syndicats, les réactions étaient plutôt négatives mercredi matin, à gauche comme à droite. La Fédération professionnelle indépendante de la police (extrême droite) estime que « cette mesure est à l'égard de la police est intolérable » tandis que le Syndicat de la magistrature (gauche) dénonce « un procédé qui joue avec l'espérance et la liberté de nos concitoyens à des fins médiatiques ».

Le Syndicat national des personnels de surveillance (Force ouvrière) a, lui, un avis nuancé. Son secrétaire général, M. Jacques Viallet, accuse M. Chalandon de « manœuvres » tendant à faire admettre son projet de prisons privées mais estime à propos des libérations annoncées par la chancellerie qu'il s'agit « nécessaire d'en arriver là, car les prisons sont surchargées ».

■ M. GAUDIN (UDF) : nous ne sommes pas socialistes, nous. — M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, a déclaré, le mardi 28 octobre : « Il me paraît inacceptable qu'on libère des gens qui ont été condamnés par la justice. Nous ne sommes pas socialistes, nous. » Selon M. Gaudin, le ministre de la justice « cherche à faire pression sur M. Balladur et sur la majorité, soit pour obtenir davantage de crédits, soit pour faire évoluer le projet de prisons privées ». Sur ce dernier point, M. Gaudin observe que sa constitutionnalité fait l'objet d'un débat. « Régions d'abord ce débat, se dit-il, ensuite, des prisons privées, pourquoi pas ? » Le président du groupe UDF comprend la méthode de pression suivie par M. Chalandon. Il estime que c'est « de bonne guerre », mais, a-t-il ajouté, l'effet produit sur l'opinion risque d'annuler l'impact positif de l'expulsion des cent un Maliens décidée par le ministre de l'Intérieur ».

Un reportage d'« Infovision » sur TF 1
Regard sur les prisons privées d'Amérique

Il arrive à point nommé, ce reportage d'« Infovision » sur les prisons privées aux États-Unis (1). Au moment où M. Alain Chalandon pense trouver dans l'exemple américain la solution à l'infamie supposément des maisons d'arrêt françaises, Jean-Pierre Berthet et Gilbert Mercier rapportent du Tennessee et de Floride des images et des entretiens qui en montrent les limites.

Le « privé » pénitentiaire américain concerne seulement 1 % de la population pénale des deux mille huit cents prisons de l'Union. Les détenus qui lui sont confiés sont le plus souvent des mineurs. La Correction Corporation of America (CCA), qui a en charge l'établissement de Memphis, se pique de vanter les mérites de ses conceptions éducatives. Chez elle, les détenus sont des résidents et les surveillants des superviseurs. L'indiscipline ne connaît pas le mirage, mais le « crime ou », en d'autres termes, la mise sur la touche.

Ces euphémismes n'empêchent pas le recours aux bonnes vieilles méthodes du monde carcéral : un « bracelet de confiance » aux plus dociles, un régime spécial pour les mouchards et les homosexuels, confondus, eux, dans une même méthode.

Aux autorités locales, la CCA propose ainsi son programme de « solutions rapides et efficaces », soit pour la création d'une prison nouvelle, soit pour la réorganisation d'une prison plus ancienne. Car, à la différence du projet français, le privé pénitentiaire américain ne tient pas ses concessions de l'État. Les contrats sont passés avec une ville ou un comté. Le système n'emporte pas pour autant l'unité. Le shérif de Bay County (Floride), par exemple, juge que ces prisons privées, dont les images rapportées par Jean-Pierre Berthet et Gilbert Mercier montrent assurément le grand confort ripoliné, sont trop douillettes. « Une prison, dit-il, doit être un endroit où l'on n'a pas envie de revenir ».

Reste à savoir comment ces entreprises privées amortissent leurs investissements. C'est un chapitre sur lequel les intervieweurs des reporters de TF 1 apparaissent d'une discrétion insolite au pays où, d'ordinaire, on ne fait pas mystère de ses bénéfices, ni de la manière de les obtenir.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

(1) « Infovision », mercredi 29 octobre, à 21 h 50, sur TF 1.

Le tribunal d'Ajaccio se déclare incompétent dans un procès entre vingt journalistes et M. Léotard

La chambre civile du tribunal de grande instance d'Ajaccio s'est déclarée, lundi 27 octobre, incompétente pour juger une plainte de vingt journalistes de FR 3 Corse et du Syndicat national des journalistes estimant que M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, avait tenu des propos « diffamatoires et calomnieux » à leur encontre.

À la fin de mai dernier, l'hebdomadaire Le Point avait repris une déclaration de M. Léotard selon laquelle « en Nouvelle-Calédonie,

aux Antilles et en Corse, des journalistes, entre autres, ont joué contre la France la collusion avec des puissances étrangères ».

Le tribunal a estimé que le ministre n'avait pas tenu ces propos à titre personnel ou privé. Suivant la jurisprudence de la Cour de cassation selon laquelle « les propos d'un ministre ne peuvent faire l'objet d'une procédure devant les tribunaux de droit commun », il a renvoyé les parties civiles devant le tribunal administratif et les a condamnées aux dépens.

La réforme du code de la nationalité

Pas de serment pour devenir français

C'est en principe le mercredi 5 novembre que le conseil des ministres examinera le projet de loi réformant le code de la nationalité. Le Conseil d'État, auquel ce texte a été soumis, en approuve les grandes lignes mais critique un point précis : la prestation de serment prévue pour les jeunes nés en France de parents étrangers qui choisiraient, à leur majorité, de devenir français. Le gouvernement serait prêt à remplacer la prestation de serment par un engagement écrit des intéressés, comme l'ont suggéré des conseillers d'État.

Les auteurs du projet gouvernemental étaient partis d'une idée ambitieuse, inscrite dans la plateforme électorale UDF-RPR : supprimer les acquisitions « automatiques » de nationalité. Autrement dit, ne plus permettre à un fils d'étrangers de devenir français à la naissance (article 23 du code actuel) parce qu'il serait né en France d'un parent né lui-même sur le territoire national. Et ne plus permettre l'acquisition automatique de la nationalité à dix-huit ans (article 44) pour ceux qui seraient nés en France de parents étrangers nés dans un autre pays. Supprimer ces deux dispositions revenait à effacer le « droit de sol » (jus soli), qui existe depuis 1851.

Rencontrant de vives oppositions, y compris dans les rangs de la ma-

jorité, le gouvernement a renoncé à toucher à l'article 23. Il s'est d'ailleurs aperçu que l'abrogation de cet article empêcherait nombre de citoyens d'établir qu'ils sont français. Cette preuve se fait actuellement par la seule consultation des actes de naissance, précisant le lieu de naissance des parents. Tous les autres modes de preuve sont beaucoup plus compliqués et rendent difficiles l'établissement de certificats de nationalité.

L'article 44, en revanche, doit être modifié. Le gouvernement a fait en sorte que l'acquisition de la nationalité française devienne un acte volontaire. Cette acquisition devra être demandée en bonne et due forme par l'intéressé entre seize et vingt ans. Et — précision importante — les autorités pourront s'y opposer si l'intéressé a fait l'objet de certaines condamnations. Le projet prévoit « une déclaration devant l'autorité judiciaire » et la prestation de serment suivie devant un juge d'instance : « Je jure d'être fidèle à la Constitution, aux lois de la République française et d'accomplir loyalement mes devoirs de citoyen français ».

La plupart des conseillers d'État se sont élevés contre cette procédure, qui a l'inconvénient d'être publique. De nombreux jeunes immigrés, tiraillés entre leur famille et leur désir de devenir français, préfèrent, en effet, acquiescer à la nationalité discrètement, sans en informer leurs parents. Les obliger à un choix public les contraindrait à une renon-

ciation ou à un reniement. C'est surtout vrai des filles maghrébines, qui ont déjà bien du mal à acquiescer leur autonomie. Ainsi, la loi ne favoriserait pas l'intégration de ces jeunes nés en France et y ayant passé toute leur enfance, mais « produirait » des étrangers.

Le garde des sceaux, M. Alain Chalandon, n'a pas été insensible à cette remarque. Dans une interview à Libération, mercredi 29 octobre, il reconnaît : « Au départ, je n'étais pas opposé à l'idée d'un serment pour solemniser un peu l'opportunité à la nationalité française. Et puis, j'ai enregistré beaucoup de réactions. On est venu m'expliquer que certaines dispositions de la loi, et notamment le serment, risquaient de provoquer des cassures familiales définitives chez les jeunes qui veulent être français mais dont les parents restent très attachés aux traditions, à des formes de culture très éloignées de la nôtre [...]. Je suis très sensible à ces arguments, et je souhaite que l'on trouve une formule qui permette d'éviter ces conflits ».

Contre les mariages blancs

Une déclaration écrite remplacera-t-elle le serment, comme l'ont suggéré des conseillers d'État ? Le gouvernement serait prêt à adopter cette formule, à moins de laisser les parlementaires de la majorité amender le texte en ce sens lors du débat au Sénat puis à la Chambre.

À part l'article 44, la seule autre réforme importante du code concer-

nerait les acquisitions de la nationalité française par mariage avec un Français. Il n'y aurait plus d'acquisition par simple déclaration au bout de six mois de vie commune : le conjoint étranger devrait faire une demande normale de naturalisation, étant simplement dispensé des cinq années de résidence en France exigées aujourd'hui. L'objectif avoué du gouvernement est d'empêcher les « mariages blancs ». En 1985, un peu plus de douze mille personnes avaient acquis la nationalité française par mariage.

Le président de la République laissera-t-il passer le projet gouvernemental sans réagir ? De son point de vue, une réforme du code de la nationalité menace de relancer tout le débat sur l'immigration. Le texte gouvernemental lui semble mauvais car « l'automatisme » de la législation actuelle est, selon lui, un facteur d'intégration. Les jeunes immigrés nés en France sont destinés de toute façon à vivre ici. En attendant seize ans — âge minimum fixé par le projet de loi pour demander la nationalité — ils ne se sentent ni français ni maghrébins.

L'épiscopat catholique et les autorités protestantes partagent grosso modo ce point de vue. Ils ont noté la prudence du gouvernement, qui n'avait remis son texte au Conseil d'État que vingt-quatre heures après le départ de France de Jean-Paul II.

ROBERT SOLÉ.

Un jeune homme a tellement souffert de la faim pendant la Terreur qu'il passera le reste de sa vie à écrire un merveilleux traité de la bonne chère et du bien-être qui sera considéré comme la « bible de la joie de vivre ».



« La Physiologie du goût » de Brillat-Savarin
Jean de Bonnot est heureux de présenter ce texte fameux dans une édition d'art au prix éditeur.

« Brillat-Savarin m'a rendu honteux de ne pas être gourmand ».

C'est l'aveu du célèbre écrivain Alphonse Karr après la lecture de la « Physiologie du goût » qu'il définit comme une véritable « bible de la joie de vivre ».

Né en 1755 à Bellay, petite ville aux pieds des Alpes, Brillat-Savarin exerce la profession d'avocat, comme tous ses aïeux. Sous la Terreur, il est contraint de fuir et de se cacher.

Proscrit, fugitif, affamé, il réussit à conserver son heureux caractère, resté gai, serin et bienveillant. Ses compagnons d'infortune trouvent en lui réconfort et sympathie.

Musicien à l'Opéra de New York.

Obligé de s'expatrier, Brillat-Savarin s'embarque pour l'Amérique où, pour subsister, s'engage à l'Opéra de New York et ne doit son existence qu'à ses talents de musicien et à sa douce philosophie.

Les journées sanglantes, enfin disparues, il s'empresse de rentrer en France. Sous la Consulat,

on reconnaît ses brillantes qualités et il est nommé Conseiller à la Cour de cassation. Ce poète de la gastronomie parviendra jusqu'au faite de la Magistrature.

Il y a quelques années, un jour où j'étais invité à dîner chez un ami et que la conversation roulait sur les différentes spécialités gastronomiques, celui-ci me montra une édition rare de ce texte qui lui venait de son arrière-grand-père. Je m'extasiai tellement sur cet ouvrage si délicieusement imprimé et illustré qu'il voulut à tout prix m'en faire cadeau, à ma grande confusion.

Humour, gaieté et charme.

En possession de ce livre rare, si exclusif, si plein de verve, de naturel, de délicatesse d'esprit et si bien présenté, je conçus le projet de l'éditer un jour.

Je vous le propose aujourd'hui : irrésistible de finesse et de philosophie, Brillat-Savarin, magistrat intègre, juge sévère mais prince du bon goût, n'hésite pas à se livrer tout entier aux charmes de la société et nous entraîne dans le tourbillon de son esprit, plein de gaieté et de subtilités.

Ses anecdotes charmantes, toutes vécutées, fourmillantes de vie, font preuve d'une étonnante perspicacité. Son œil exercé et sa plume alerte découpent avec la précision du burin les portraits de ses contemporains joyeux ou

Savarin nous offre un ouvrage qui nous enchante continuellement. Ce livre est si prenant que j'ai voulu lui confier un véritable écrivain.

Un livre « construit » pour durer des siècles.

De format in-octavo, l'ouvrage comporte 470 pages. L'impression en caractères de l'époque de Brillat-Savarin est faite sur un beau papier vergé, filigrané, fabriqué à la forme ronde par le vieux moulin à papier du Marais, à Crévecoeur, dans la vallée du Grand Morin, et possède ce toucher incomparable des papiers anciens.

Tout au long de sa réalisation, j'ai travaillé selon les méthodes d'autrefois : reliure pleine cuir de mouton tanné au naturel. Des et tranche supérieure dorées à l'or fin titrant 22 carats. Tranche et signet assortis.

Le texte est décoré d'un ex-libris, d'un frontispice d'époque et d'une kyrielle d'admirables illustrations, motifs et lettrines, dus au talent de Bertall, un des plus grands illustrateurs de l'époque de l'Auteur.

Garantie à vie.

Il vaut mieux avoir peu de livres, mais les choisir avec goût. Goût du texte, goût de la belle impression, goût de la reliure. C'est alors que le livre prend sa vraie signification, car les livres doivent provoquer des émotions de beauté et par leur contenu et par leur présentation.

Mes livres augmentent de valeur d'année en année, car en vieillissant, la cuir et l'or véritables prennent une patine inimitable. C'est pour cela que, sans aucune crainte, je me suis toujours engagé, et je m'engage encore formellement, à racheter mes ouvrages aux souscripteurs pour le même prix et à n'importe quel moment.

Jean de Bonnot

BON OFFRE EXCEPTIONNELLE (limitée à un seul livre par lecteur)

à envoyer à JEAN de BONNOT
7, Faubourg Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08

Je souhaite profiter de votre offre exceptionnelle me proposant la « Physiologie du goût » de Brillat-Savarin, en un volume in-octavo, relié plein cuir et doré à l'or fin 22 carats.

Veuillez trouver, ci-joint, mon règlement soit 153F (+ 14,60F de frais de port).

Si ce livre ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, dans les dix jours, et je serai aussitôt remboursé.

Nom Prénoms

Adresse

Code postal Commune

Signature 1

Cette offre exceptionnelle pourra être suspendue à tout moment sans préavis.

Société

Le garde des sceaux répond à M. Sarre (PS) sur la peine de mort

M. Albin Chalandon répond à M. Georges Sarre sur la peine de mort. Dans une lettre récente au garde des sceaux, le député (PS) de Paris s'était étonné de voir le ministre de la justice s'opposer, sur la question de la peine capitale, à MM. Chirac et Mitterrand (le Monde du 21 octobre).

Dans sa réponse adressée le 24 octobre à M. Sarre, le garde des sceaux écrit notamment : « J'ai effectivement déclaré qu'une éventuelle reprise du débat sur la peine de mort n'est pas d'actualité de prévoir, en effet, que si la France était à nouveau bouleversée par d'horribles et meurtriers attentats s'étendant à l'ensemble du territoire, une vive pression se ferait sentir en faveur du rétablissement de la peine capitale pour les terroristes. Cela ne peut qu'être évident pour tout observateur de bonne foi. »

« Affirmer mon opinion sur ce douloureux problème ne manque ni à la solidarité ministérielle ni aux engagements internationaux de la France. Il s'agit, en effet, d'une option personnelle dans un domaine où, de longue tradition, il est reconnu à chacun la liberté d'expres-

ser son avis. Vous le savez aussi bien que moi, les choix, en l'occurrence, transcendent les engagements partisans. Le président Vincent Auriol — qui était socialiste — a souvent laissé s'accomplir la justice. Armand Fallières — qui ne l'était pas — a systématiquement gracié. »

● Carrefour du développement : remise en liberté d'un inculpé. — M. René Trilleud, ancien et un an, ancien chef du bureau de l'ordonnement des dépenses au ministère de la coopération, a été remis en liberté, mardi 28 octobre, par le magistrat chargé de l'affaire du Carrefour du développement, M. Jean-Pierre Michau.

Commandant en retraite, employé contractuel par le ministère, M. René Trilleud avait été écroué, le 1^{er} octobre dernier, sous les inculpations de « faux en écritures publiques et usage, et faux en écritures privées et usage ». Au poste qu'il occupait, il avait intervenu dans la plupart des opérations financières effectuées entre le ministère de la coopération et l'association Carrefour du développement.

● Quinzième expulsion d'un Basque espagnol. — José Manuel Horna Santos, Basque espagnol réfugié en France, a été expulsé vers l'Espagne, selon la procédure d'urgence abolie, mercredi 28 octobre, peu avant 6 heures.

José Manuel Horna Santos est le quinzième Basque espagnol à faire l'objet d'une mesure d'expulsion depuis le 19 juillet dernier.

FAITS DIVERS

A Marseille

Un jeune homme incarcéré après un meurtre au cinéma

Un jeune employé municipal, âgé de vingt ans, Bouzid Cheraa, a été inculpé, mardi 28 octobre à Marseille, d'homicide volontaire et écroué à la maison d'arrêt des Baumettes, après le meurtre, dimanche soir, d'un père de famille dans un cinéma de la ville (le Monde du 28 octobre).

Bouzid Cheraa, de nationalité française, aurait participé à la bagarre qui a opposé M. Gilbert Béraud, quarante-trois ans, à une bande de jeunes gens faisant du chahut dans l'une des salles du complexe cinématographique du centre de Bonneveine, dans les quartiers sud de Marseille. M. Béraud avait été mortellement blessé d'un coup de couteau dans le ventre.

Bouzid Cheraa a été l'auteur des coups de couteau et d'autres jeunes gens, qui auraient participé à la rixe, ont été placés en garde à vue.

● Voitures incendiées : quatre interpellations. — Quatre jeunes gens ont été interpellés pendant la nuit du lundi 27 au mardi 28 octobre, au cours de l'enquête sur l'incendie d'une trentaine de voitures à Paris et à Bobigny (Seine-Saint-Denis). Pour la plupart étudiants, les jeunes gens se trouvaient à bord d'une voiture qui avait été vue près d'un véhicule incendié dans le deuxième arrondissement de Paris. Mercredi 29 octobre, en fin de matinée, ils étaient tous entendus par la police judiciaire.

M. Pandraud et la suspension de M. Gausseus

« On ne peut jamais faire confiance »

M. Robert Pandraud est philosophe à ses heures : « Dans la vie, on ne peut jamais faire absolument confiance à quelqu'un. C'est toujours sur examen. » C'est en ces termes que le ministre délégué chargé de la sécurité a commenté, mardi 28 octobre, la suspension par ses soins de M. Jacques Gausseus (le Monde du 29 octobre). Place Beauvau, l'embarras était en effet manifeste après l'annonce que ce gardien de la paix cumulait des fonctions incompatibles avec celles de fonctionnaire : directeur d'une société de gardiennage privée parisienne, Orion International.

M. Pandraud avait en effet reçu M. Gausseus, le 28 mars dernier, au ministère de l'intérieur pour lui signifier sa réintégration dans la police nationale, après qu'il eut été révoqué par la gauche au lendemain des manifestations policières du 3 juin 1983, dont il était l'un des animateurs. M. Pandraud assure, aujourd'hui, qu'il suivra les conclusions de la nouvelle procédure disciplinaire en cours contre M. Gausseus.

A Paris

Cinquante-cinq organisations appellent à une manifestation contre les « expulsions arbitraires »

Cinquante-cinq organisations appellent à une manifestation, vendredi 31 octobre, à 18 heures place de la Bastille à Paris, pour protester contre les « expulsions arbitraires » de travailleurs immigrés. Ces organisations, dont le CIMAIDE, la Ligue des droits de l'homme, le MRAP, SOS-Racisme, la CFTD, la FEN, le PSU et de nombreuses associations d'immigrés, ont signé un appel commun à la suite du renvoi dans leur pays des cent un Maliens et de la décision d'expulsion frappant treize opposants algériens.

Dans ce texte, les signataires reprochent à la loi du 9 septembre dernier de confier « à la seule police l'appréciation et l'exécution des procédures d'expulsion et de reconduite à la frontière ». « Tous les étrangers résidant en France sont également menacés », par cette loi qui « permet l'arbitraire le plus total », déclarent ces appelants : « Ils expulsent et ils mentent ».

Amanite ou lactaire délicieux ? La cueillette au clavier

« Il n'y en a pas un de bon. Croyez-moi, ils sont tous mauvais. » Le pharmacien jette un œil vague sur le panier, puis, sans même un regard pour les plantes richement colorées qui ornent sa vitrine, ajoute : « Un conseil, jetez-les tous. » Quel cueilleur de champignons occasionnel n'a pas connu pareille déconvenue ? La méthode, certes, évite l'erreur, mais elle frustre le consommateur.

Cette situation pourrait changer avec la mise en place sur internet d'une banque de données de champignons. « Xper champignons » offrira à tous les cueilleurs pour identifier leurs récoltes (1). Un travail considérable qui a réclaté près de deux ans à cinq personnes pour que soit constitué le fichier.

Dès l'accès au centre serveur du minitel, « Xper champignons » propose deux cent soixante-quatre champignons à l'identification. Mais, dès la première indication fournie par le cueilleur au minitel, ce nombre diminue. Ainsi, la simple fait de dire que le champignon décrit à un chapeau, un pied et des tubes au lieu de

lamelles, ramène le chiffre des possibles à trente-huit. La fourniture d'un détail supplémentaire sur l'organisation du pied — présence par exemple d'une sorte de réseau en relief — le fait passer à quatorze seulement. Et ainsi de suite jusqu'à ce qu'il n'en reste plus qu'un. Bon ou mauvais. Seule reproche : la dénomination des champignons sous leur forme latine, qui oblige parfois au recours à des ouvrages spécialisés, et l'usage, rare à cet égard, de termes pas toujours bien connus.

Cela mis à part, le système peut être utilisé par tous. À condition de ne donner que les seules indications (forme, couleur, pied, etc.) dont on soit certain.

J.-F.A.

(1) Composer le 3615, puis taper SM (Evoit), suivi de E (Euro) et de S (Site). Cette banque de données champignons devrait être prochainement disponible sur micro-ordinateur. Elle pourrait être complétée plus tard par un vidéodisque présentant les champignons dans leur milieu.

Défense

Un conseil de défense examine à l'Elysée les engagements financiers de la programmation militaire

Réuni à l'Elysée sous la présidence du chef de l'Etat, un conseil de défense devait examiner, ce mercredi 29 octobre les grandes lignes d'un texte de loi appelé loi de programmation militaire, que le premier ministre et le ministre de la défense soumettront à l'approbation d'un prochain conseil des ministres avant de le déposer, d'ici à la fin de l'année, au Parlement.

Outre MM. François Mitterrand, Jacques Chirac et André Girard, ce conseil de défense rassemble plusieurs autres ministres, dont celui de l'économie et des finances, celui des affaires étrangères et celui de l'intérieur, ainsi que des chefs militaires.

Stratège du genre depuis un quart de siècle, la loi de programmation militaire en préparation devrait suspendre l'application de l'actuelle programmation militaire conçue du temps où M. Charles Hernu était ministre de la défense pour couvrir les dépenses des armées entre 1984 et 1988. La nouvelle programmation sera, elle aussi, quinquennale (1987-1991), mais elle pourra se présenter selon une formule différente de la précédente.

Le gouvernement a, en effet, le choix entre un texte de loi qui récapitule et détaille l'ensemble des dépenses militaires, fonctionnement et équipement confondus, en crédits de paiement, comme la loi de M. Hernu, ou une programmation se contentant d'indiquer une « enveloppe » globale des dépenses d'équipement pour les cinq années à venir et de résumer, avec un montant des crédits de paiement qui leur seront attribués, une liste

des principaux armements, nucléaires et classiques, retenus.

Cette dernière formule, qui présente des engagements financiers sur les programmes d'armements majeurs baptisés « noyaux durs » de la défense, a les préférences de plusieurs membres du gouvernement. Elle reprendrait, à des détails près, la formule inventée par le général de Gaulle pour l'élaboration des deux premières lois de programmation militaire. Comme les cinq autres lois, néanmoins, la nouvelle programmation militaire sera précédée par un préambule qui décrirait les menaces potentielles, fixe les missions et propose une organisation des forces armées.

Du char Leclerc au Rafale

Des travaux préparatoires à cette loi, en sein du ministère de la défense, ont permis d'évaluer les besoins de financement des armées entre 1987 et 1991, compte tenu des différentes hypothèses économiques envisagées (inflation, croissance prévisible du produit intérieur brut marchand, etc.), ainsi que de la nature des armements, nucléaires et classiques, à considérer.

M. Girard doit, en effet, lancer de nouveaux programmes comme le char de combat Leclerc, le porte-avions Richelieu à propulsion nucléaire, le sous-marin stratégique lance-missiles de nouvelle génération, le missile mobile qui succèdera aux bombardiers Mirage-IV et aux missiles fixes du plateau d'Albion, l'avion de détection sérieuse avancée, le missile préstraté-

gique Hadès, l'avion de combat dérivé du Rafale, le satellite d'observation Hélios et un satellite de transmission.

Plusieurs « enveloppes financières » ont donc été étudiées pour couvrir ces dépenses d'équipement entre 1987 et 1991 : elles vont de 489,5 milliards à 497,5 milliards de francs (valeur 1987), avec un point « moyen » de 490,5 milliards de francs, correspondant, en fin d'application de la loi, à un budget militaire annuel, en 1991, de 194,2 milliards de francs (dont 110,7 pour l'équipement), qui représenterait 4 % du produit intérieur brut marchand conformément aux promesses de la plate-forme RFR-LDF.

Le ministère de l'économie, des finances et de la privatisation est, comme d'habitude, beaucoup plus prudent sur ces engagements financiers à long terme. Une somme globale de 465 milliards de francs environ conviendrait mieux à cette administration. De nouveaux ajustements sont à prévoir, qui obligeraient le ministre de la défense à réviser à la baisse ses ambitions, autour, par exemple, de 480 milliards de francs.

Si cette hypothèse devait se réaliser, M. Girard pourrait mener à bien l'ensemble des programmes d'armement qu'il escomptait exécuter, avec, toutefois, un point d'interrogation sur le sort définitif du projet d'avion de la Rafale, commun à l'armée de l'air et à la marine. Les caractéristiques de cet avion devront être réduites et sa production plus étalée dans le temps, avec, en attendant, l'achat d'un nouveau Mirage-2000.

J.L.

Religions

L'assemblée des évêques français à Lourdes

Les « baptisés » remplacent les « laïcs »

LOURDES de notre envoyé spécial

En tirant sur le fil, c'est toute la pelote qui est venue. Les évêques français ont pécché par ambition en voulant traiter à Lourdes, pendant deux jours, les lundi 27 et mardi 28 octobre, de la place des laïcs « dans l'Eglise et dans le monde ». Comment parler de « laïcs » sans aborder conjointement le rôle du prêtre, l'avenir des communautés chrétiennes, des mouvements d'action catholique, la relation avec les non-pratiquants et les incroyants ?

Qui trop embrasse mal étreint. Une impression de confusion, partagée par les évêques eux-mêmes — « Nous nous perdons », s'est écrit l'un d'eux — a dominé un débat que la hiérarchie catholique avait jugé à un double titre indispensable.

D'abord, pour une raison pratique et urgente : elle devait préparer son « cahier des charges » et désigner ses délégués pour le synode mondial des évêques qui aura lieu dans un an, sur ce même sujet, à Rome.

Ensuite, pour une raison de plus long terme : l'Eglise catholique en France est affaiblie à une sérieuse pénurie de ressources. Le nombre de ses prêtres continue de fondre. Son dispositif traditionnel — les paroisses, les mouvements de laïcs eux-mêmes, en baisse d'effectifs — est de moins en moins adapté aux questions nouvelles posées dans l'Eglise et dans la société.

Evêque d'Evreux, Mgr Gaillot a, par exemple, perdu en quatre années le quart de son clergé. Celui de Beauvais, Mgr Hardy, compte sur son territoire dix-huit secteurs sans prêtre. L'évêque auxiliaire de Reims, Mgr Lacrampe, a calculé que son diocèse n'aurait plus en l'an 2000 que cent prêtres âgés de moins de soixante-quinze ans !

« Nos communautés chrétiennes vont mourir de faim », est venu dire un prêtre de Cambrai, traduisant son désarroi et celui de ses confrères, souvent limités à un rôle de distribution de sacrements (baptême, confession, extrême-onction) préparés par d'autres, des laïcs.

L'épiscopat a, une fois de plus, refusé de poser la question de l'avenir du laïc en termes de suppléance du prêtre ou de nouveaux partages des responsabilités et du pouvoir. Il a notamment, exprimé à Lourdes le souhait de dépasser les clivages traditionnels entre le prêtre, la paroisse et le mouvement.

An point de remettre en cause le vocabulaire lui-même : le mot « laïc » est considéré comme très restrictif, le plus souvent appliqué aux seuls militants engagés.

Il faut restaurer le mot de « baptisé », a dit Mgr Coffy, archevêque de Marseille, car la « mission » de l'Eglise n'est pas réservée à une élite. Elle est l'affaire de tous ceux qui ont reçu le baptême.

Les laïcs eux-mêmes, invités au débat de Lourdes — ils étaient vingt —, représentant la diversité des

mouvements et des services (catéchèse, aumônerie) de l'Eglise, sont apparus très modérés. Une telle confrontation avec les évêques aurait été autrefois plus agressive. Seul le secrétaire général de l'Action catholique courtoise, M. Didier Miel, a reproché aux évêques leur férocité : « Vos réflexes naturels, leur a-t-il dit, sont la crainte, l'assistance, la confiance dans les seuls notables. »

HENRI TINCO.

la première traduction française des « Septante »

LA BIBLE D'ALEXANDRIE LXX

LA GENÈSE

Marguerite Harl et une équipe du CNRS

344 pages, 145 F.

cerf

PRETS CONVENTIONNES

POUR ACQUERIR OU RENOVER: NOUS VOUS PRETONS*

Vous voulez acheter un appartement? Faire construire une maison? Le Crédit Agricole vous propose un Prêt Conventionné. Vous voulez rénover votre logement? Faire des travaux pour réduire vos dépenses d'énergie? Le Crédit Agricole vous propose un Prêt Conventionné. Les Prêts Conventionnés du Crédit Agricole peuvent couvrir jusqu'à 90 % de la dépense finançable (sous certaines conditions, de surface par exemple). Ces prêts, à des taux particulièrement intéressants, sont ouverts à tous, sans plafond de revenus. Alors venez nous voir, nous vous prêtons, ça tombe sous le sens.

* Sous réserve de l'acceptation de votre dossier.

CREDIT AGRICOLE

CREDIT AGRICOLE LE BON SENS PRES DE CHEZ VOUS.

Communication

Un plan de redressement d'ici la fin de l'année

L'avenir incertain de FMI

France Média International (FMI) traverse une passe difficile. Le 28 octobre, le conseil d'administration de cette société a demandé à son président, M. Gérard Pruvost, de présenter, dans les semaines qui viennent, un plan de redressement, présumé sans doute de plus vastes changements. L'avenir de cette entreprise, dont l'existence n'est plus mentionnée dans la loi sur la communication, s'écrit en effet, avec beaucoup de pointillés...

FMI a-t-elle le mauvais poil ? Sa courte histoire s'est vue chassée par le septennat. Pourtant, lorsque les pouvoirs publics décident de son principe, il s'agit à leurs yeux de relever un défi : doter la France d'une « force de frappe » pour que sa présence sur les petits écrans du monde entier rivalise avec celle des Anglo-Saxons. La loi du 29 juillet 1982 prévoit donc la création d'une « société de commercialisation des œuvres et documents audiovisuels à l'étranger ». Une société dont on veut faire le « mandataire exclusif et obligatoire » de l'ensemble du service public. Fatale erreur.

De ce monopole, ce dernier ne veut pas. Plusieurs mois de passes d'armes aboutissent à des résultats contrastés. Les chaînes sont contraintes d'abandonner à FMI la commercialisation de leurs œuvres de fiction, mais conservent celle de l'information et du sport. L'INA (Institut national de l'audiovisuel) est obligé d'opter à la nouvelle société la diffusion culturelle (gratuite) qu'il assurait jusqu'à pour le compte du ministère des affaires étrangères, tandis que la SFP (Société française de production) obtient de pouvoir commercialiser pendant dix-huit mois les œuvres qu'elle vient de tourner. Le roi Ubi, lui-même, ne s'y reconnaît pas. Finalement, les chaînes favorisent le développement d'effets pervers : se sentant dépossédées, elles abandonnent volontiers les droits de commercialisation à leurs partenaires coproducteurs privés ou étrangers. Et FMI n'a donc rien à vendre.

Résultat ? une structure lourde. FMI emploie une cinquantaine de salariés pour un chiffre d'affaires dérisoirement modeste. Le catalogue des émissions qu'elle propose aux chaînes étrangères se renouvelle peu et ne comporte pas les récents « fleurons » de la télévision française (généralistes coproduits). FMI n'a donc jamais pu équilibrer son exploitation. Cette année encore, son déficit de fonctionnement — avant produits financiers et produits exceptionnels — pourrait atteindre une dizaine de millions de francs pour un chiffre d'affaires de 60 millions environ. C'est trop, ont estimé les actionnaires.

De cet échec, la loi « Léotard » a déjà tiré les premiers enseignements. En prévoyant que les sociétés restées publiques « peuvent commercialiser ou faire commercialiser » leurs produits, la loi du 30 septembre 1986 supprime toute obligation après une période transitoire de quelques mois (le temps d'élaborer les nouveaux cahiers des charges des sociétés). Bientôt privatisée, TF1 retrouve sa liberté. FMI vit-elle alors ses derniers jours ? « La loi ne fait plus mention de la société, elle ne fait plus disparaître », proteste M. Pruvost.

Pour l'instant, les pouvoirs publics restent en retrait. « Aux actionnaires de décider », dit-on au ministère de la culture et de la communication. Les actionnaires ? Les sociétés de service public, justement, ainsi que l'Etat et la Sofrad (un holding financier gérant les par-

Une société de journalistes à Antenne 2

Les journalistes d'Antenne 2 viennent de créer au sein de leur chaîne une société des rédacteurs. Une initiative prise, samedi 26 octobre par cent trente-cinq des deux-cent-cinquante journalistes et qui, dans le contexte actuel, témoigne de la volonté de la rédaction de se montrer vigilante en matière de déontologie et d'indépendance.

A nouveau la fraude ? la débauche ? la hache de guerre ?... « Certes non », se réjouissent les journalistes d'Antenne 2, qui évoquent, pour s'en féliciter, le climat de paix et de travail existant dans leur rédaction. « Erreur », s'insurge à son tour Paul Lefèvre, l'un des fondateurs de cette association et président de son conseil d'administration. « Ni contre-pouvoir, ni machine de guerre, cet organe sera avant tout une entité de réflexion et de dialogue ».

Régie par la loi des associations de 1901, cette société des rédacteurs assure, selon l'article 2 de ses statuts, « la défense des intérêts et des devoirs déontologiques des journalistes d'Antenne 2, l'organisation de leur expression collective et la protection de leur indépendance dans l'exercice de leur métier ». Des objectifs naturels en somme pour ce type d'association à l'image, disent les journalistes, de la Société des rédacteurs du Monde créée en 1951. « Celle d'Antenne 2 », explique Paul Lefèvre, s'est d'ailleurs toujours interrogée sur les questions touchant à l'éthique et à l'indépendance. Simplement la réflexion sera cohérente et plus organisée, les journalistes pouvant par écrit saisir le conseil de tel ou tel problème ».

Des journalistes prêts à en profiter. « Il est urgent de nous préoccuper du sponsoring de plus en plus présent, suggère une rédactrice du service société, urgent de nous interroger sur la notion de service public et les devoirs qui en découlent, urgent d'exprimer une force vive et

solidaire avec laquelle il faudra compter ».

Attention, ont cependant averti certains, à ne pas scier les coproductions et à ne pas se substituer aux syndicats en se mêlant des intérêts catégoriels et salariaux. Attention aussi à ne pas devenir une force négative dans une période propice au doute, à la méfiance, au scepticisme.

Certains journalistes avaient l'aspect préventif de leur démarche. Mais Paul Lefèvre se montre prudent : « Rien ne nous dit que le pluralisme et l'indépendance de la rédaction soient menacés. Mais Antenne 2 va devenir le représentant isolé du secteur public face à un secteur privé très renforcé. La chaîne va se retrouver devant des pouvoirs publics contraints de redéfinir leurs relations avec les télévisions d'Etat. La société des rédacteurs va dans le sens de l'histoire ».

ANNICK COJEAN.

* Le conseil d'administration est composé de Paul Lefèvre (président), Geneviève Moll (secrétaire général), Marcel Trillat (secrétaire général adjoint), Gérard Lachère (trésorier), Jacques Rougeron, Georges Bortol, Hervé Brual, Claude Carré, Joseph Choquet, Gaëlle Mondahac, Pierre Serra et Claude Séjourné.

* M. Bertrand Evens prend la présidence de la Librairie Nathan. — M. Bertrand Evens, inspecteur des finances, rejoint le groupe CEP Communication pour prendre la présidence de la Librairie Nathan d'ici la fin de l'année. Il succède à M. Jean-Jacques Nathan qui devient conseiller au sein du groupe.

DNé en juillet 1944, ancien élève de l'ENA et de l'EHEC, M. Bertrand Evens a été successivement conseiller au cabinet de M. Simone Veil, ministre de la santé, puis directeur de cabinet de M. Jean-Pierre Lecoq, ministre de la culture et de la communication. Il avait réintégré l'Inspection des finances en 1981 avant d'entrer au groupe Chausures André en juillet 1983 dont il était directeur général depuis janvier 1984.]

Que lire ? Le dernier Duras ou « le Dernier des Mohicans » ?

Les livres sur Minitel.
La sélection du Monde.
Les dernières critiques parues.

Le Monde sur Minitel
36.15 tappez : LEMONDE

LE MINTEL A TROUVÉ A QUI PARLER.

Sports

TENNIS : l'Open de Paris

Benhabiles tient promesse

Un lundi tricoté, un mardi époustouflant : aïe de la programmation, le premier Open de Paris a du mal à trouver son rythme. Le vide, puis le trop-plein !

Halotant le troisième set conclu 10-8 par l'Américain Mayotte face au bombardier yougoslave Zivojnovic, stressantes les deux manches gagnantes de l'Espagnol Sanchez contre le Tchèque Fimek, et renaissante la victoire du Français Benhabiles sur le Slovaque Mecir.

Le roi du tennis tango — trois petits pas et une amortie, trois autres petits pas et un contrepied, trois petits pas encore et une accélération — le fantasmagorique finaliste des derniers Internationaux des Etats-Unis s'est fait sortir par ce petit champion de France. Petit — dit sans mauvaise intention — même s'il remportait début septembre le National à Vichy, tandis qu'à

Genève Lecomte et Tulasne disputaient la finale d'un tournoi du Grand Prix. Il y a du Gavroche dans ce gamin fragile, narguant naguère Connors, et Noah lui-même, forcé aux cinq sets lors du premier tour des Internationaux de France. Tchengueux, provocateur, il l'était ; il lui manquait une belle victoire pour confirmer tout le bien qu'on pensait de lui. C'est donc chose faite. Et de quelle manière ! Aux dépens du sixième mondial, alors qu'il n'a pas encore passé la barre du quatre-vingtième rang. Au prix d'un invraisemblable retournement de situation.

Mecir le faisait courir. Et il courait dans tous les sens après le score (6-4 et 4-2 pour le Tchécoslovaque), un véritable comédien d'agent de change un jour d'effondrement des cours à la Bourse. Puis Benhabiles changea de tactique. Soudain de la méthode, du rythme. Et, pif ! plus de Mecir. Adieu l'enchevêtrement, bonsoir les illusions ! Une double faute donnait la deuxième manche à Benhabiles qui s'empara de la troisième. Le Français a sûrement franchi à Bercy une étape décisive dans sa carrière : on applaudissait ses défaites, on va pouvoir acclamer ses victoires.

Pour ce qui concerne celle de Noah sur Gunnarsson, on sera plus réservé. La porte d'un set contre ce laborieux Suédois pourrait sans doute être mise sur le compte d'un manque de concentration. Mais cette manière, sa détermination très

sympathique et très prise par le public, de ne pas se prendre au sérieux, de faire du spectacle, a souvent été le talon d'Achille du numéro un national qui aurait dû s'épargner ce handicap au moment où il se remet d'une longue blessure à la cheville.

ALAIN GIRAUDO.

Les résultats du mardi 28 octobre

Mayotte (USA, 8) b. Zivojnovic (Youg., 30) 6-3, 6-7, 10-8; Novacek (Tch., 51) b. Wilkison (USA, 29) 6-1, 5-7, 6-4; Sanchez (Esp., 16) b. Fimek (Tch., 67) 7-6, 5-7, 6-4; Benhabiles (Fr., 83) b. Mecir (Tch., 9) 2-6, 7-5, 6-1; Noah b. Gunnarsson (Suède) 6-4, 3-6, 6-3.

Double

Curran-Testerman (USA) b. Muller-Nelson (AUS-USA) 6-4, 6-4.

CRÉATEURS D'ENTREPRISES
VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 HT PAR MOIS
Réception et réexpédition du courrier
Permanence téléphonique
Permanence téléx
Rédaction d'actes et constitution de sociétés.
GEICA/42-96-41-12
56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

(Publicité)

FRANCE 1987

La Culture ? Moins 8 %

La Création ? Oubliée des priorités.

La Concertation ? Néant...

Depuis 1980 :

essor historique de la Danse moderne en France : le monde entier nous l'envie ;

1987 :

les 2/3 des Compagnies menacées de disparition.

Depuis 1975 :

expansion sans précédent des Compagnies Dramatiques ;

1987 :

70 Compagnies en péril sur 140.

Depuis 1965 :

la France se dote d'un réseau culturel national de production et de diffusion artistique ;

1986 et 87 :

l'état ne respecte pas les contrats qu'il a lui-même signés ;
les budgets sont amputés.

C'EST UNE POLITIQUE DE REGRESSION CULTURELLE.

Le monde de la Création dit non

et demande l'ouverture de négociations immédiates.

SI VOUS DESIREZ VOUS JOINDRE A CETTE DECLARATION, TELEPHONEZ AU SYNDEAC
48 24 45 32 ET 48 24 73 16

Le Monde

EDUCATION

Innovation et recherche artistiques

L'« Eurêka » des jeunes créateurs

« *LS ont la pêche !* » Ce sont les compliments du rock à Eurocréation. Versée rock ou classique, le chœur de louanges est unanime chez les jeunes créateurs et promoteurs qui ont en affaire à l'Agence française des initiatives de la jeunesse de l'étranger. Aujourd'hui, au bout de huit mois d'existence officielle, les premières réalisations soutenues par Eurocréation commencent à voir le jour.

Un studio d'enregistrement à la disposition des groupes de rock amateurs à Villeurbanne. Une cinquantaine de peintures et de sculptures dans les rues de Barcelone et de Toulouse. Un procès fictif de droit communautaire. Une exposition franco-portugaise. Des stages de formation de régisseurs de spectacles. Ce n'est qu'un simple échantillon de la trentaine de projets déjà examinés.

Un point commun : ces initiatives sont proposées par des jeunes de dix-huit à trente ans et impliquent au moins deux pays de l'Europe des Douze.

Elles doivent avoir un caractère innovateur et contribuer, si possible, à créer des emplois. Eurocréation leur apporte son soutien technique et financier pouvant aller jusqu'à 40 % du financement.

Label Rock vient d'inaugurer ses locaux à Villeurbanne. Sans lieu pour répéter et enregistrer, les groupes amateurs avaient peu de chances de faire surface sans se couler dans le moule des puissances musicales d'édition. Et ce n'est pas tout. Gérard Bourgeat, du Groupe de recherche interdisciplinaire sur la musique (GRIM), a voulu y remédier en créant Label Rock. Douze groupes pourront répéter et enregistrer des maquettes avec l'assistance de six techniciens « six emplois créés. Au programme : une formation par des professionnels, l'impression de disques et des tournées, pour certains, qui les mèneront dans la

Rock, peinture, sculpture, photo, poésie, entreprise... Eurocréation aide de jeunes Européens à réaliser leurs projets. Une seule règle : innover. Et, si possible, créer des emplois.

région lyonnaise, mais aussi à Valenciennes et à Liège, où des initiatives similaires ont vu le jour. A terme, Gérard Bourgeat imagine un réseau européen de studios pour amateurs.

Certains projets sont plus ponctuels. Aïe, « 100 mers, 100 jours ». A Barcelone et à Toulouse, et dans plusieurs autres villes de la région, de jeunes artistes européens réaliseront, en juillet 1988, un grand nombre d'œuvres plastiques. Dialogue entre les régions voisines et développement social des quartiers sont au centre des préoccupations de Jacques Ould Aoudia, responsable de l'association Le ciel au-dessous du toit, à l'origine du projet et lui-même plasticien.

Les peintures murales et les sculptures seront réalisées avec la participation des municipalités, des habitants et des jeunes du quartier. Eurocréation a joué ici un rôle de négociateur auprès des collectivités locales. Si du côté catalan le dossier est très avancé, il reste fort à faire de ce côté-ci des Pyrénées. Mais Jacques Ould Aoudia a bon espoir de boucler le budget l'été prochain.

Egalement en cours d'étude : le projet de procès fictif de droit communautaire présenté par des étudiants en fin d'études de droit à Strasbourg et à Paris. A l'image des concours internationaux existant déjà, il s'agit de faire « plancher » de jeunes juristes de tous les pays d'Europe sur un cas fictif. L'idéal serait que la « finale » se déroule devant la Cour de justice des Communautés européennes, à Luxembourg. La crédibilité d'Eurocréation a aidé ces jeunes juristes à solliciter et à

obtenir le parrainage d'universités et de cabinets de droit. Mais l'accord de la Cour européenne reste encore en suspens.

Le groupe Kiam touche, lui, au but. Il exposera du 21 novembre au 30 décembre à la Maison des Américains, à Paris (20^e), les peintures, photos et poèmes collectés et produits tout au long d'un périple commencé au Portugal et poursuivi en Chine et aux

d'ambassade, ont été chargés en 1985 d'une mission de préfiguration. Il s'agissait, indique Jean-Michel Djan, de vérifier une intuition : celle de la force d'innovation d'une génération coïncée par la crise et le chômage. Examinons leurs projets, bâtissons un réseau de correspondants européens, appuyons leurs démarches auprès des institutions et des sponsors potentiels. Cela doit marcher.

Cela marche. Grâce à l'énergie d'une équipe de six personnes, qui met ses talents de négociatrice à leur service. Etudes de faisabilité, démarchage auprès des institutions locales, nationales ou européennes, comme auprès d'organismes associatifs ou privés, politique de la table ronde. Cette



La Rose des vents : une peinture murale réalisée à Ansbay-sous-Bois par l'association Le ciel au-dessous du toit.

Philippines. Ils pensent mettre à profit l'expérience de ce voyage initiatique pour devenir peintres, photographes ou écrivains. Dans un premier temps, ils auront déjà tissé un réseau de jeunes créateurs et présentés leurs œuvres, principalement grâce à l'aide d'Eurocréation et de la fondation portugaise Gulbenkian.

Avec Eurosof, des individus s'organisent cette fois dans une entreprise par nature collective : la régie technique des spectacles. Fondée à la suite d'un stage de formation, l'association a pris le relais de la mission locale de Nancy, début 1986. La profession enthousiaste des jeunes, et, une fois n'est pas coutume, la place sur le marché est encore à prendre. Les stages de formation alternent avec de réels chantiers : le prochain contrat concerne le Festival de jazz de Nancy. Déjà une trentaine de personnes vivent modestement — de l'activité d'Eurosof.

Alors, pourquoi ne pas voir plus grand, et imaginer une fédération d'entreprises similaires à l'échelle européenne ? suggère Michel Piotrowski, l'un des professionnels de l'encadrement d'Eurosof. Certains chantiers ont été réalisés en Allemagne. Des contacts ont été pris en Angleterre. Cela permettrait d'élargir le marché, et éventuellement d'acquiescer un matériel inaccessible à la bourse d'Eurosof, même renforcée par Eurocréation et les contrats.

Jean-Michel Djan et Anne-Marie Antissier, respectivement directeur et directrice des projets d'Eurocréation, travaillaient pour le Fonds d'intervention culturelle (FIC), mis en place en 1982 par le ministère de la culture de Jack Lang, et aujourd'hui disparu. Ce docteur en sciences politiques, ancien directeur de maison de la culture, et cette agrégée de lettres, ancienne attachée culturelle

méthode a d'abord été éprouvée au cours de la mission de préfiguration d'Eurocréation.

Fin 1985, l'association avait obtenu la caution morale et le soutien financier indispensables à sa mise en place. En 1986, 1,5 million de francs provient des ministères français de la culture, des affaires étrangères et de l'emploi, ainsi que du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports. Du Fonds social européen, Eurocréation a obtenu 4,7 millions de francs affectés sur deux ans à des actions de formation spécifiques. Enfin, des partenaires privés, comme la Banque centrale des coopératives et des mutuelles (BCCM) et Nevelles Frontières, apportent un concours non négligeable à l'association.

La première réussite d'Eurocréation : avoir été concoctée dans le giron de Jack Lang et avoir passé sans encombre le cap du 16 mars.

AGNÈS GAUDU.

* Eurocréation, 50, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, 75004 Paris (tél. : 49-04-78-79). Les projets retenus sont présentés dans une brochure : *L'Europe a du talent*.

Les petits chanteurs d'Avesnes-sur-Helpe

A Avesnes, comme à Colmar, Tours, Grasse et Caen, existe une école où les élèves apprennent à chanter ensemble. Les horaires aménagés permettent de consacrer cinq heures par semaine à la chorale.

UN mercredi après-midi à Avesnes-sur-Helpe, (Nord). Le cœur de récréation de l'école de la rue des Prés, coincé entre ses trois murs de briques rouges, est désert. De l'autre côté, autrefois réservée aux logements de fonction, s'élève pourtant un chant, ou plutôt deux chants, voix cristallines, guidées par celle du professeur.

Au rez-de-chaussée, les filles pleurent. Old Abraham avec l'Anglais Benjamin Britten, tandis qu'au premier les garçons vivent sur une chanson tzigane. Ils inaugurent la maîtrise-école régionale de chant choral. Si tout va bien, ils la quitteront à la fin de la quatrième avec leur diplôme en poche, peu avant la mue des gercens. La maîtrise, qui compte aujourd'hui une quarantaine d'élèves de cours moyen regroupés, formera alors quelque cent soixante élèves au chant choral.

Avesnes-sur-Helpe n'est pas la première ville à posséder une maîtrise-école. Colmar et Tours s'y sont essayées avant elle. Et Caen et Grasse cette année. Mais la sous-préfecture du Nord innove sur trois points : 1. Elle accueille des filles ; 2. Elle associe des élèves du public et du privé ; 3. N'émouvant pas d'un conservatoire ou d'une école de musique, elle dispense une partie de ses cours dans les établissements scolaires, à des « maîtrises » qui restent donc intégrées à une classe « normale ». A Colmar, Grasse et Tours, l'enseignement général a lieu dans l'école de musique, tandis qu'à Caen les élèves sont regroupés dans deux classes, à l'école publique Jean-Guillaume.

Le programme de la maîtrise-école d'Avesnes-sur-Helpe comporte des aspects pratiques et théoriques : lecture et chant des signes musicaux, histoire et histoire de la musique, écoute et commentaire d'œuvres, technique vocale et langue, apprentissage d'un instrument, répétition par pupitre (alto, soprano) et répétition générale. Au total, neuf heures hebdomadaires, dont cinq dispensées dans les établissements scolaires respectifs en horaires aménagés et quatre heures communes le mercredi après-midi, à l'école de la rue des Prés.

L'horaire aménagé supprime cinq heures d'enseignement général pour les consacrer à la musique. Ce sont principalement les maîtrises dites « d'éveil » qui en pâtissent. Mais Michel Mignot, directeur de la maîtrise, et professeur d'histoire-géographie, de français et de musique, explique que la plupart de ces matières, notamment les langues et l'histoire, figurent au programme de la maîtrise.

La décision de créer une maîtrise-école à Avesnes-sur-Helpe remonte aux Assemblées régionales de l'enseignement musical qui se sont tenues en

octobre 1984, à Avesnes justement. L'idée était d'ouvrir vers le Nord le chant choral, de lui accorder la même importance qu'en Grande-Bretagne, en République fédérale d'Allemagne ou en Pologne. C'est à Michel Mignot, fondateur et directeur de l'ensemble vocal d'adultes Victoria, que l'on confie la mission de donner forme à l'idée.

Un mois plus tard, il crée l'Académie de chant choral d'Avesnes, qui sert de champ d'expérimentation pour les méthodes d'enseignement, les programmes et les horaires. A la rentrée 1985, elle reçoit : 212 élèves contre 15 l'année précédente. En janvier 1986, l'éducation nationale donne le feu vert pour aménager les horaires, la direction régionale de la musique et la municipalité s'engagent à financer l'opération. Pour achever de convaincre les pouvoirs publics, la ville d'Avesnes organise, du 8 au 20 juin, un festival de chant choral baptisé Cantamus 86, qui remporte un vif succès.

Symbole de la paix scolaire

L'examen organisé en septembre pour sélectionner les futurs « maîtrisiens » n'est ouvert dans un premier temps qu'aux Avesnois, par absence d'internat, ce qui ne sera pas le cas l'année prochaine. On teste la voix des enfants, leur faculté à chanter en groupe, mais pas leur niveau scolaire. « Curieusement », constate Christian Vasseur, l'un des quatre professeurs de la maîtrise, chef de chœur des Petits Chanteurs de Douai, la qualité de la voix va de pair avec les résultats en classe. Chanter à ce niveau exige une concentration, une maîtrise de soi dont sont incapables les élèves désemparés.

La quarantaine d'enfants retenus (moitié filles moitié garçons, public et privé) ont commencé les cours le 15 octobre, après un travail d'un mois pour se dégrossir le voix. Très intéressés, ils semblent avoir choisi personnellement de suivre ces neuf heures de chant par semaine, dont quatre « en plus de l'école ». Mais il y a parfois des antécédents familiaux, comme chez Jérôme (neuf ans), où « tout le monde, sauf mon grand-père et ma mère, fait de la musique ». Les cheveux pâles, l'air un peu fragile, il est le scolarisé de la chorale garçons. C'est lui qui a interprété, pour Cantamus 86, le solo enfant des Sept Passions du Christ.

Symbole de la paix scolaire, puisqu'elle associe des élèves du public et du privé, la maîtrise-école régionale sera peut-être une bouffée d'air pour les Avesnois, qui connaissent l'un des taux de chômage les plus élevés de la région, 19,80 %.

ANNE LANCHON.

MANAGEMENT INFORMATIQUE APPLIQUE AU TOURISME ET A L'HOTELLERIE

L'Institut Supérieur de Tourisme et Nixdorf-Computer s'associent pour former des Cadres de haut niveau en décision et implantation informatique, dans le secteur du tourisme et de l'hôtellerie.

formation en 1 année au
DIPLOME DE MANAGEMENT INFORMATIQUE
OPTION : TOURISME ET HOTELLERIE
2^e CYCLE D'ETUDES SUPERIEURES DE L'IST.

ADMISSION
niveau BTS, DUT, DEUG ou LICENCE.
Financement à 100 % du montant des études.

NIXDORF
COMPUTER

IST
Institut Supérieur
de Tourisme

UN PARTENARIAT POUR VOTRE AVENIR

IST DEMANDE DE DOCUMENTATION GRATUITE
DEPARTEMENT INFORMATIQUE
(1) 42 66 66 82 71 Fg St-Honoré 75008 Paris

• Clôture des inscriptions fin novembre 86 • Rentrée début décembre 86

NOM : _____ PRENOM : _____
ADRESSE : _____
CODE POSTAL : _____ LOCALITE : _____
NIVEAU D'ETUDES : _____ TEL. : _____

Le Monde
CAMPUS

Supplément gratuit sur
l'enseignement supérieur

Prochain numéro :
19 NOVEMBRE 1986
(avec le Monde daté du 20 Nov.)

Se perfectionner, ou apprendre
la langue est possible
en suivant
LES COURS D'ANGLAIS
DE LA BBC
cours avec explications en français.
Documentation gratuite :
EDITIONS DISQUES BBC
8, rue de Berri - 75008 Paris

Le Monde
PUBLICITE LITTERAIRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356

مكتبة العالم

DOISNEAU
La promenade immobile

Page 15

HARBUTT
Le reporter des formes

Page 14

GUIDE
La sélection du mois

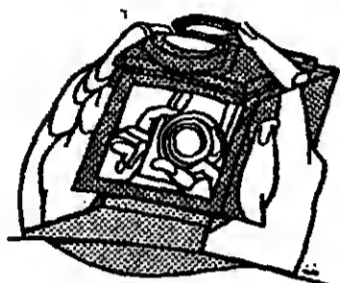
Pages 16 et 17

GALERIES
L'œil du privé

Page 20

Le Monde PHOTO

mois de la photo
à Paris



Multiple, mouvante, en redéfinition constante, c'est parce qu'elle est éphémère et fragile avant tout qu'elle est bon durant un mois, mobilisant les musées, les FNAC, neuf centres culturels étrangers ainsi qu'une quarantaine de galeries privées, Paris vive à l'heure de la photographie.

Unique en Europe mais copiée à Houston, cette manifestation biennale, qui a accueilli quatre cent mille visiteurs lors de sa précédente édition, n'est pourtant pas une météorite tombée du ciel. Organisée par Paris-Audiovisuel qu'a créé Henry Chapier et animée de main de maître par Jean-Luc Monterosso qu'entoure une équipe de huit personnes, compétente et soudée, elle s'inscrit dans l'action culturelle d'une municipalité qui a fait de la photographie une de ses priorités. Et au soutien financier de laquelle s'ajoute celui d'organismes privés puisque à l'exemple d'Arles, ce Festival de l'image fixe bénéficie de l'appui de nouveaux partenaires qui sont Canon, Kodak et AGF.

L'éclectisme est un choix. Ouvert à toutes les tendances, pour sa quatrième édition, le « Mois 86 » a été sensiblement dégraissé, le mastodonte a mis des gants et adouci ses formes. Principale innovation, à l'exemple des Festivals de cinéma, il devient une compétition arbitrée par un jury présidé par Samuel Fuller, et attribution de prix aux 38 expositions sur les 60 qui ont reçu le label officiel.

Plus exigeant et sélectif, très international, alternant les hommages (Arbus et Doisneau), les rétrospectives (Irving Penn) et les créations (Versace, Ralph Gibson), le « Mois » est centré autour des trois thèmes. Monographiques, collectives ou historiques, 19 expositions invitent à découvrir un monde nouveau, l'Amérique latine, à travers l'hommage rendu à Alvarez Bravo, le Pérou de Martin Chambi et la vision qu'en donne un des maîtres du photo-journalisme actuel, Sebastiao Salgado.

Le second thème propose de reconstituer par fragments cette histoire de la photographie qui resta à écrire. 19 expositions, dont 12 en compétition, réuniront des classiques de « La photo des années 20 aux années 50 ».

Liant cinéma, peinture, graphisme, théâtre ou vidéo, la photographie est un reflet aussi des autres arts en qui s'inscrivent, les recherches et interrogations de la modernité. C'est le sujet du troisième volet, « Itinéraires contemporains » qui, en 24 expositions, de Cindy Sherman et Dieter Appelt, accueillera des artistes et plasticiens qui utilisent le médium photographique.

La photographie est bien vivante. Et c'est en montrant la vitalité que la fête dans sa diversité. A l'image de l'affiche conçue par Adami, ce n'est pas à un bilan, moins encore à une définition, mais à une réflexion sur le phénomène de la photographie et son avenir que convie ce joyeux tourbillon d'images.

P. R.

Alvarez Bravo, le pèlerin du Mexique

Un escargot sur une courge,
un enfant urinant
dans un vase,
une Vénus assoupie
au soleil,
un ouvrier baignant
dans son sang,
l'épopée d'un pays par la vie
d'un seul homme.

DURANT soixante-six ans, dans un défilé continu, suspendu de 1943 à 1959, Manuel Alvarez Bravo a célébré le peuple mexicain dont il a capté la ferveur dans ses manifestations extraordinaires comme dans les faits les plus simples, à travers le soleil, le silence, le travail, l'érotisme, la nature et la mort. Mais, s'il a fait entrer le monde dans sa caméra, Alvarez Bravo n'a pas enregistré seulement la réalité historique et sociale de son temps, il l'a aussi inventée. Prenant le hasard comme indispensable et salutaire ingrédient, oscillant entre le fugace et l'éternel, ses photographies, malgré leur sagesse formelle, regorgent de paraboles optiques ou poétiques qui se réfèrent aux symboles et aux mythes et confèrent à son œuvre la pérennité d'un classique. Fondateur du Musée de Mexico en 1980, Alvarez Bravo a quitté son poste de directeur afin de poursuivre solitaire sa remontée dans le temps. C'est aujourd'hui un petit homme frêle et ridé, au sourire jubilant, qui pose sagement ses pieds sur le sol comme pour oublier l'immense bond en avant qu'il a fait accomplir à la photographie de son pays.

« Je suis né à Mexico en 1902. Il n'y a pas de circonstances spéciales qui m'aient décidé à devenir photographe, dit Alvarez Bravo. Mais, à l'époque, les gens que je connaissais étaient intéressés par cette technique assez neuve. On se réunissait, on parlait, on comparait nos appareils. Et, parmi les photographes qu'on aimait, il y avait l'Allemand Hugo Brehme, qui faisait des vues pittoresques des gens dans les villages et surtout des paysages. Cet aspect-là me captivait. Mais ce n'est pas uniquement en discutant et en voyant des photographies que je suis devenu photographe.

« Dans les années 20-30, j'ai acheté un livre de Picasso et j'ai

été ébloui par ses dessins linéaires ou cubistes. Ma façon de voir l'architecture, la structure de la ville, a été influencée par cette découverte. Et puis aussi, dès l'enfance, j'ai dû me battre dans des conditions difficiles. C'était la révolution, le climat social était agité, mon père était mort et, à la maison, ma mère refusait qu'on parle politique ou religieux. Comme on ne pouvait pas ouvertement s'exprimer, on réfléchissait davantage. Ces circonstances ont sans doute été déterminantes.

« Ce qui m'excitait en prenant une photo, c'était le résultat pratique. Trois sujets retenaient en priorité mon attention. Les paysages, les portraits pour lesquels j'étais parfois payé, et le troisième m'était inspiré par les revues anglaises ou américaines qui incitaient à photographier des objets ou des natures mortes. La rubrique la plus instructive était la critique des photos publiées, je m'y intéressais surtout lorsque je n'étais pas d'accord. Pour avoir vu

Picasso, les formes dans l'espace m'attiraient plus que les lois esthétiques.

« Cette curiosité pour les objets m'a mené à une vision de l'architecture fondée sur la quête du détail. C'est ainsi que j'ai photographié la cathédrale en cadrant de manière cubiste des fragments de corniche. Peut-être si je aussi subi l'influence de l'art préhispanique. J'habitais alors près du Musée national d'anthropologie où j'allais souvent me promener. Les influences se transforment et mûrissent en se mêlant à l'œuvre d'autres artistes.

« Les années passèrent et lorsque, vers 1929-1930, Tina Modotti quitta le Mexique, elle me présenta à Frances Toor qui éditaient la revue *Mexican Folkways*. C'est comme ça que je suis devenu le photographe des muralistes Rivera, Siqueiros et Orozco. Etant obligé de recadrer les œuvres, vu leur dimension, Jose Clemente Orozco me dit un jour avec ironie : « Manuel, je ne suis

pas Diego Rivera, ne réduis pas mes tableaux ! ». Non seulement j'ai saisi la différence entre ces deux grands peintres — l'un exprimant la quiétude, l'autre le dynamisme — mais cela m'a impressionné si profondément que je n'ai jamais oublié la leçon.

« La fréquentation des muralistes a nourri ma conscience des sujets historiques et politiques. Aussi l'Ouvrier en grève assassiné (1934) est-il un peu une image-symbole. La mort de cet homme a un sens héroïque, et le cadrage a pour objet d'exprimer cette grandeur. Je veille à ce que cette photo figure dans toutes mes expositions et j'aime que la suite une image suggérant la renaissance de la nature, comme une fleur au printemps ou un nu féminin évoquant la maternité. On dit souvent que la mort est omniprésente dans mon œuvre, mais je refuse ce point de vue. Ce n'est pas la mort qui compte mais sa conciliation avec la vie. La mort n'a de sens que si la vie existe à côté.

« En 1938, André Breton est arrivé au Mexique. Il considérait mon pays comme culturellement et socialement surréaliste mais Breton confondait surréalisme et fantastique. Le Mexique est plus fantastique que surréaliste, moi-même je ne suis pas un photographe surréaliste. Néanmoins, en 1940, à sa demande et me laissant mener par l'inconscient, j'ai réalisé une photographie entièrement surréaliste. Il s'agit de *La Bonne Renommée endormie*, et les circonstances de la prise méritent d'être contées.

« Je me trouvais à l'Académie des beaux-arts de San-Carlos, où j'enseignais la photographie, lorsque Breton téléphona. Je faisais la file pour toucher ma paye et, derrière moi, se tenait un modèle de ma classe nommé Alicia. Je lui demandai si elle acceptait de poser sur la terrasse et appelai mon ami, le docteur Marine, en le priant d'apporter des bandages. Il vint à toute vitesse, croyant à un accident. Puis j'empruntai une

couverture au concierge et envoyai un stagiaire au marché pour y acheter des « abrocos », ces petits cactus rares. Par chance, il y en avait et nous montâmes tous sur la terrasse : le docteur Marine banda Alicia, je l'invitai à s'allonger très confortablement. Posant avec beaucoup de naturel, sous la caresse du soleil, elle ferma les yeux, suggérant ainsi le rêve qui rend cette photo merveilleusement surréaliste.

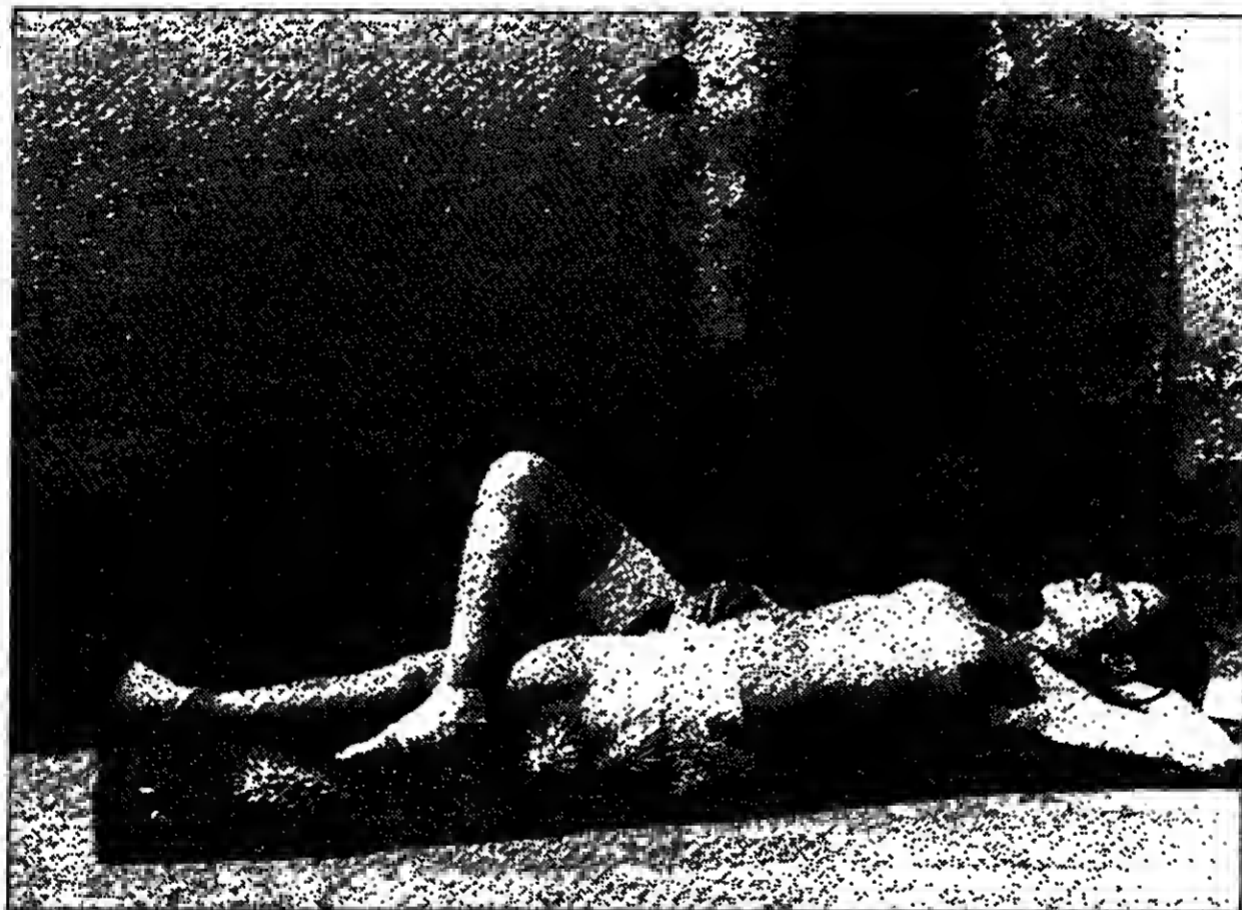
« Par la suite, je me demandai l'origine des éléments que j'avais disposés par hasard. Je découvris que les bandes ceinturant le modèle m'avaient été inspirées par un éléphant ancien représentant des danseurs aux poignets et aux chevilles bandés. L'idée des cactus vient de la déesse de la mort et de la vie. Quant au titre, il s'agit d'une phrase de l'écrivain baroque espagnol Baltazar Gracian.

« Dans ma vision du monde, le réel et la poésie se mélangent mais, quand je prépare une exposition, je groupe volontiers mes photos par thèmes. Parmi ceux-ci dominent la solitude et l'érotisme. La solitude pour moi n'est jamais triste, elle est un idéal. Quant à l'érotisme, c'est une chose normale et c'est comme tel qu'il apparaît dans mon œuvre. Les photographies ne sont pas isolées ; constituées en thèmes, elles forment des séries. Une seule photographie ne représente pas plus un photographe qu'un seul tableau ne représente un peintre. De même qu'une exposition présente le travail d'un auteur, un créateur est toujours représenté par son œuvre.

Propos recueillis par
PATRICK ROEGERS,
avec l'aimable collaboration
pour la traduction
de Colette Alvarez Urbatjel,
épouse française
de Manuel Alvarez Bravo.

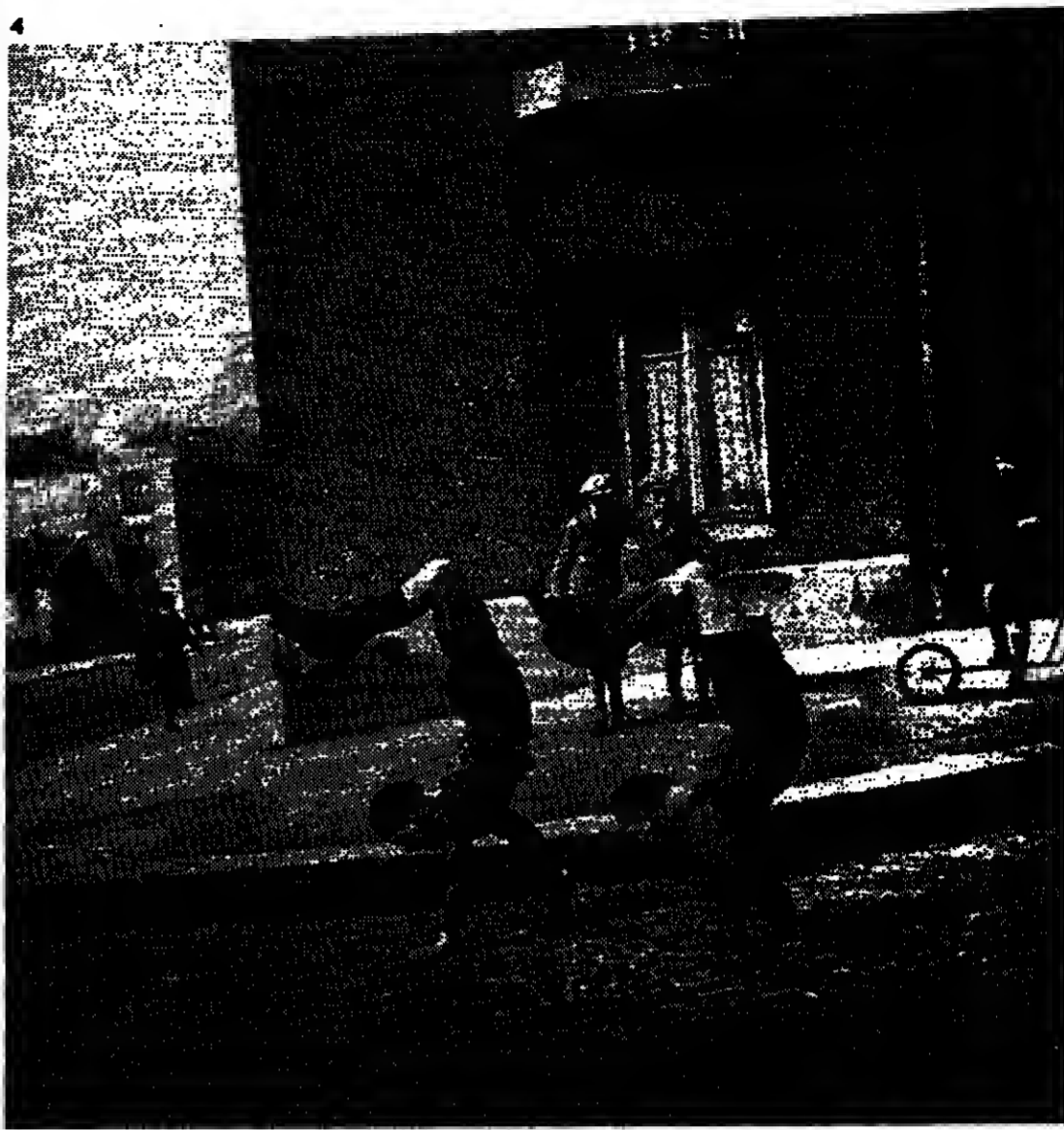
★ Hommage à Manuel Alvarez Bravo : selon un parcours chronologique, cette exposition présente 303 photographies, dont 25 en couleur ; Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris-16^e, jusqu'au 8 décembre.

★ Catalogue reprenant la quasi-totalité de l'exposition, textes de Fernando del Paso, Françoise Marquet, André Breton, biographie établie par Colette Alvarez Urbatjel, 170 F.



« La bonne renommée endormie » 1938-1939.

1. Christian Carrez, « Souvenirs de guerre ».
2. Versace, Bruce Weber.
3. Bill Brandt, les parieurs aux courses d'Ascott.
4. Robert Doisneau, « Les frères », 1934.



Charles Harbutt, le reporter des formes

Du reportage en crise, du témoignage et de la réalité mais aussi de l'évaporation du sens et du renouvellement des formes ainsi que de l'aventure photographique, c'est de tout cela que disserte Jean-Claude Lemagny, conservateur à la BN.

Cela fait déjà longtemps qu'on parle de la crise du reportage photographique. Des années 30 aux années 50, le reporter photographique était devenu un héros. La concurrence de la télévision et, plus profondément, cette tricherie que désormais la violence n'est suscitée que pour donner matière à reportages, ont ôté à ce genre sa vertu première de forcer l'inconnu.

Aujourd'hui, c'est le reportage traditionnel qui, s'il dépasse la médiocrité, est devenu esthétique, et une sorte de publicité (avec ce que cela suppose de fausseté) de l'événement. Mais subsiste cette nécessité : témoigner. Et l'incontournable grandeur de ceux qui viennent

nous crier que là des gens souffrent, meurent ou tuent.

L'œuvre de Charles Harbutt nous semble être au cœur du problème. Militant par les images, en son pays, contre la guerre du Vietnam et l'injustice sociale, Harbutt s'est engagé. Membre de l'agence Magnum International, il a atteint les plus hauts grades du professionnalisme. En bon « photo-journaliste », c'est quelqu'un qui est allé voir et qui en est revenu.

C'est aussi quelqu'un qui a réfléchi à ce qu'il faisait. Cette réflexion passe par deux prises de conscience. D'une part, le photographe connaît une étape qui lui est commune avec le dessinateur ou tout artiste du visuel : celle de ne plus voir autour de lui qu'un ensemble de formes en tant que formes, surfaces, volumes, ombres et lumières. D'autre part, le photographe prend conscience du privilège extraordinaire propre à la photographie : celui de nous montrer les choses telles qu'elles sont quand nous n'y pensons pas, dans l'absurdité de l'instant, dans l'entre-deux (le « in between » cher à Robert Frank) des interprétations qu'y colle notre esprit.

Et là, bien sûr, cette photographie nouvelle, pourtant toujours aussi directe et attentive à l'humain, s'oppose au reportage classique.

Pourtant les photographies de Charles Harbutt ne sont absolument pas formalistes au sens péjoratif du terme. Elles ne se complaisent nullement à un jeu rétinien mais nous font penser à beaucoup de choses qui, dans le monde d'aujourd'hui, nous touchent. Il fait accomplir au reportage une vaste culture. Les problèmes du monde ne sont pas supprimés au nom d'un héliotropisme du regard mais ils sont récupérés au bout d'une profonde métamorphose. A l'autre bout de l'art (disons-le clairement), à l'autre bout d'une prise en charge de l'entière condition de l'artiste. Et non plus au nom d'une pseudo-objectivité.

Harbutt sait qu'il ne peut rester un reporter, qu'il ne peut continuer à témoigner sur les graves problèmes qui secouent notre monde que s'il s'est aussi totalement assumé comme artiste en renouant à coincer des faits significatifs mais minuscules pour se jeter tout entier dans la présence des masses, des ombres et des lumières. Et alors tout revient.

Mais non plus sur le mode de l'anecdote, du jugement partisan ou du pittoresque prévu. Tout revient des grands mystères où nous immerge le monde moderne, des inquiétudes dont il nous environne et (j'ose le dire) de ce qu'il contient encore d'épopée, même sordide.

L'œuvre d'un tel reporter des formes fait qu'il n'y a plus qu'un « inframince » (Marcel Duchamp) entre le constat idiot et l'abîme des significations. Il existe une dialectique continu-discontinuum propre à la photographie. Chaque image est limitée à un court instant et à un espace limité, mais à cause de cela même, le photographe travaille souvent sur un projet d'ensemble et par séries. Chez Harbutt, il en résulte de possibles parcours, sortes de romans policiers métaphysiques et sans solution. Chacun peut les raconter à sa manière mais, d'une façon ou d'une autre, ils nous obsèdent tous. Cette ombre sur un pilier de ciment : est-ce la même dont tout à l'heure on observait la silhouette noire se découper sur les néons, là-haut, dans ce bureau illuminé du gracieux ?

Prenant la photographie pour ce qu'elle est : un objet extraordinairement artificiel, succession de phénomènes optiques et de réactions chimiques, Harbutt sait qu'elle colle parfaitement à l'artificialité du plastique, du toc, du faux-sembant où nous vivons de plus en plus. Il est des moments où les gens paraissent être en sucre moulu, ou en caoutchouc moussu, pantins d'un univers devenu aussi climatisé que les vitrines de magasins.

Les villes modernes, leur architecture d'acier et de verre, ont leur beauté, qui peut s'exprimer dans un chant très pur. Le pire du monde où nous vivons, c'est ce qui n'est plus ni ville ni campagne : la banlieue en arrière de poubelle et cette décharge à l'infini que nous appelons le tiers-monde. Progreso (1) est un petit port minable du Yucatan, terre de légende. Son nom dérisoire dit l'espoir d'un peuple qui s'efforce

de rattraper le « progrès » venu d'ailleurs, coincés qu'ils sont entre extinction et clochardisation. Parmi les camions dégingolés et les réclames de Coca-Cola surgissent encore parfois des visages beaux tels les bas-reliefs au flanc des temples. Par ces images qui souvent semblent pencher comme un navire qui coule, c'est le pire qui nous est dit. Il n'est ni la guerre ni la famine : il est la médiocrité. Et pourtant : quelle beauté poignante dans ces murs lépreux, ces affiches déchirées et ces cabanes de ciment gris !

JEAN-CLAUDE LEMAGNY.

(1) Progreso, Charles Harbutt. Navarin éditeur. Paris audiovisuel : Fondation Kodak-Pathe, 90 photographies de Charles Harbutt ; « Charles Harbutt, une vision du Mexique », Bibliothèque nationale, galerie Colbert, 4, rue Vivienne, Paris 2^e, jusqu'au 29 novembre.

* Sous la direction de J.-C. Lemagny et André Rouillé, Histoire de la photographie, 288 p., 211 illustrations, éd. Bordas, 330 F.

DANS LE CADRE DU MOIS DE LA PHOTO

VOYAGE AU MEXIQUE-MUNDIAL 86

Exposition réalisée par :
Central Color - ILFORD -
les AGF,
avec le concours des photographes
reporters des agences : AFP,
Gamma, Onze, Presse-Sport, Reuter,
Sipa-Press, Sygma, Vandystadt.

du 30 octobre
au 28 novembre 1986

Espace AGF Richelieu
87, rue de Richelieu, Paris 2^e



Entrée libre du lundi au vendredi de 8h30 à 18h

Topor à ses débuts utilisait le Photomaton pour se payer sa tête. Il se sert aujourd'hui du Polaroid pour visualiser ses fantasmes. L'occasion était rêvée de lui demander une déclaration d'humour à la photographie.

« J'En me suis mis à aimer vraiment la photographie en 1967 grâce à une demoiselle et à un livre.

La demoiselle voulait devenir photographe. Elle avait déjà réussi quelques beaux portraits, dont ceux de Duchamp et de Miro. Elle passait son temps à se pencher dans le miroir, en se lamentant à cause des objectifs qui lui faisaient défaut. Les appareils, les objectifs, les rouleaux de pellicule, tout ça coûte bonbon. Bien plus cher que les crayons, les plumes, l'encre et le papier. Pourtant tout le monde, surtout les jeunes filles, préfère devenir photographe que

dessinateur. A cause du standing, justement. Cela paraît chic de jongler avec les Nikon et les Hasselblad qui valent des fortunes et de fréquenter les gens fabuleux des magazines.

Dans le cas de ma demoiselle à moi, il s'est trouvé qu'elle possédait les qualités suffisantes pour réaliser son désir. Toujours agréable de détecter du talent en herbe, et de savoir qu'on a eu raison d'y croire contre les sceptiques. C'est elle qui m'a fait découvrir pêle-mêle Nadar, Atget, Lartigue, Cartier-Bresson, Avedon, Penn, Bruce Davidson. Nous achetions à la librairie La Hune les numéros d'*Initiation*, la meilleure revue photo du moment, imprimée en noir et bien modeste quoiqu'américaine.

Avant mon initiation, je ne connaissais guère que les collaborateurs épisodiques de *Elle*, où, loué soit Peter Knapp ! je donnais des nouvelles et des dessins depuis le début des années 60. *Elle* et *Hara-Kiri*, les seuls magazines qui voulaient bien de moi !

مكتبة المجلد

سقا من البحر



1. Dieter Appelt, auto-portrait.
2. Ralph Eugene Meany, sans titre, 1958, « Le théâtre des réalités ».
3. Samuel Fuller, par Tania Mourand.
4. Roy Adzak, « La modification ».

s forme Robert Doisneau, la promenade immobile

L'ami de Prévert et de Cendrars parle avec tendresse - et aussi une pointe d'anxiété - du hasard, du bonheur et de l'attente.

JE ne me lasse jamais d'écouter ou de lire des histoires dans lesquelles flotte un parfum de surnaturel. Ce goût pour le mystérieux vient me faire coller le nez aux glaces des vitrines où sont exposées des pendules et des baguettes de sorcier. Je n'en connais pas le mode d'emploi mais je veux croire à leur efficacité. Quand je me poste au coin d'une rue pour attendre je ne sais quelle scène inimaginable, c'est encore une preuve de ma crédulité. Quelquefois, rarement, c'est vrai, mais quelquefois, ma patience est récompensée. Il n'en

faut pas plus pour que le mendi-got du hasard que je suis persiste avec un entêtement - que les gens sérieux jugent déraisonnable. En effet, la raison n'a rien à voir là-dedans et la curiosité paraît comme offensante pour l'ordre établi. Le désir d'arrêter une image fugitive entraîne à la désobéissance. « Cirez-lez, il n'y a rien à voir ! » est une formule qui résume bien les promesses de frictions avec les représentants de l'ordre. Parce que, justement, l'immobilité est précieuse pour y voir clair dans un monde où tout s'agit. Elle peut apparaître également comme un luxe insolent aux yeux des gens programmés. Personnellement, je ne le suis pas, programmé, les méthodes, les plans n'ont jamais dicté mon emploi du temps, j'ai probablement eu tort d'avoir touché la vie dans le désordre. En vérité, laisser aux générations futures un témoignage sur Paris pendant l'époque

où j'ai tenté d'y vivre, je peux l'avouer aujourd'hui, a été le cadet de mes soucis. Mais non, il n'y avait aucune préméditation dans ma conduite, la lumière du matin me mettait en route, ce n'était pas raisonné, je ne me suis jamais posé de question et je ne le regrette pas - car celui qui démonte son réveille-matin ne peut plus avoir l'heure. Dans la course du temps, les quelques images qui surgissent aujourd'hui et viennent se grouper comme des bouillons dans un remous de la Seine ont été faites pendant les heures volées à mes différents employeurs. Alors, quand le délinquant vieillissant que je suis devenu voit les gens sérieux qui sont les conservateurs et autres bibliothécaires faire grand cas de ces images glanées dans des conditions illégales, je sens monter une délicate jubilation. Aujourd'hui encore, je m'efforce de varier mes itinéraires pour ne pas tomber dans le

confort envahissant des habitudes. Par expérience, je sais que du côté des faubourgs le spectacle est plus généreux. Dans les décors témoins de la peine des hommes, les gestes de la vie y sont accomplis simplement, les visages de ceux qui se lèvent tôt sont souvent émouvants, et quelle leçon d'énergie nous donnent ces jeunes femmes héroïquement maquillées à l'aube de chaque journée. Par contre, je ressens bien peu de plaisir en parcourant les quartiers qui n'ont jamais connu de barricades. La vie est sous carters comme pour dissimuler quelques secrets trafics. Aujourd'hui on démolit beaucoup, je refuse de me lamenter sur les ruines, la beauté, pour être éphémère, doit être éphémère. Les certificats d'authenticité sont délivrés par les bulldozers, voilà tout. Souvent cette demande m'a été faite avec beaucoup de suavité, surtout par des dames : « J'aimerais

rais tant vous accompagner dans vos promenades, ce doit être terriblement excitant. » Je me suis toujours dérobé, parce que j'aurais honte de montrer mes hésitations, mes retours en arrière, et que je ne peux exposer une femme à un stationnement prolongé. Le risque de confusion serait trop grand. Mes pères d'attraction ne sont bénéfiques que de façon strictement personnelle, à usage interne en somme. Je veux dire qu'à tel instant un ami m'a fait un signe de la main, le dernier, avant de disparaître au coin de la rue. Ainsi Paris m'apparaît comme de plus en plus peuplé de fantômes. Comment dites-vous ? Il y

en a en toujours autant. Peut-être, mais les fantômes des autres me laissent indifférent. Aujourd'hui, une question importante se pose. Combien de fois encore verrai-je fleurir les merveilleux marronniers du boulevard Arago ?

ROBERT DOISNEAU.

* « Un certain Robert Doisneau », Crédit Foncier de France, 11, rue des Capucines (Paris-1^{er}) ; du 27 novembre au 20 décembre. Parution également d'une monographie sous-titrée *La Très Vénérable Histoire d'un photographe racontée par lui-même*, éd. du Chêne, 192 p., 200 photos, dont 20 en couleur, environ 320 F.

* « Portraits d'écrivains », Maison de Balzac, 47, rue Raynouard, Paris-16^e, du 7 novembre au 30 décembre.

comme Erwahn Ehrlich

Miracle, Horst Widenmann, Hans Feurer, Knapp, illustraient la mode. J'adorais les images surréalistes de Guy Bourdin que je retrouvais avec celles d'Helmut Newton dans le *Vogue* conçu par Antoine Kiefer et Roman Cielewicz. Et puis j'avais rencontré William Klein en 1965, à l'époque de Polly Magoo, et ses reportages sur Moscou, New-York et Tokyo m'avaient sérieusement dégoûté la tête. Mais le choc qui achève de me convertir fut provoqué par un livre d'August Sander : *Peuple allemand*. Le premier cliché datait de 1898, le dernier de 1955, et chaque page exprimait la puissance d'émotion d'un souvenir personnel. J'ai compris d'un seul coup la supériorité de la photographie sur le cinéma. Une image isolée est forcément symbolique. Elle laisse une empreinte profonde et nette dans la mémoire. L'instant, aussi illusoire, aussi inventé que le mouvement, s'enrichit de tout ce que l'on imagine avant lui, de tout ce qui lui succédera. La fraction de

seconde éeue pour être tirée hors du néant peut devenir aussi inoubliable qu'un billet de 50 000 dollars. Tandis qu'au cinéma règne l'inflation galopante. Une image n'est que de la petite monnaie. Il en défile vingt-quatre par seconde. On les accumule dans l'espoir d'obtenir une grosse somme. C'est long à regarder, impossible à encaisser, et la multiplicité des informations relativise l'importance de chacune. Au point que l'on se souvient mieux de la bande-son que du visuel. Evidemment, le cinéma possède bien d'autres avantages. Chaque nouveau film qui sort sur les écrans est présenté comme un événement culturel majeur, alors que la publication d'une bonne photo passe souvent inaperçue. Voilà sans doute pourquoi tant de photographes rêvent de passer à la réalisation d'un film. A mon avis, ils ont tort. Le héros solitaire se transforme en cadre d'entreprise, une sorte de gérant tremblant qu'on ne lui retire la

direction de l'affaire. Une starlette de l'industrie. J'avoue que mes quelques expériences de cinéma, à commencer par le *Planète sauvage*, m'en ont plutôt dégoûté. Mais, manque de chance, je suis nul en photo ! Pas observateur pour un sou, pas d'œil, pas de réflexion. Donc inutile d'insister, je dois me résigner à fabriquer mes images à la force du poignet. En me servant quand même parfois de l'objectif-témoin, lorsque je dessine avec une lampe électrique comme dans la série faite à Essen (1). Ma seule consolation : le découverte en 1982 de l'œuvre d'Erwahn Ehrlich, la photographie conceptuelle, publiée à La Louvière par les éditions du Dailly-Bul. Erwahn Ehrlich, blessé à la face en 1917, devenu aveugle dix ans plus tard et mort à Zurich en 1981, n'a laissé que des « croquis » de photo. En 1939, l'année de sa naissance, il écrivait : « Je crois que l'humanité a toujours considéré la légèreté comme une valeur essentielle.

De là nous vient ce ciel encombré de dieux moins lourds que l'air. Les grands succès militaires n'ont pas d'autres causes. La photographie survit sans doute à la sculpture. Pourtant le cliché photographique n'est lui-même pas un aboutissement. Le moindre projet griffonné sur un bout de nappe en papier est infiniment plus léger. Un mot, plus léger encore. Et une idée, plus légère qu'un mot... » La même conviction vient de me faire publier le manifeste Frou-Frou à Milan. J'adhère donc sans réserve à la théorie exprimée par ce génial précurseur et je signe des deux mains. »

ROLAND TOPOR.

(1) Roland Topor, « Mystère de la lumière dans le noir », trente et une pièces en un tableau ; ainsi que Carac, Carez et Jourdan, « Souvenirs de guerre et de solitude », deux séries de six photos, Théâtre Renaud-Barrault, rond-point des Champs-Élysées, Paris-8^e, du 13 au 30 novembre.

belfond

« Les grands photographes »
collection dirigée par Jean-Luc Monterosso

LARTIGUE

LARTIGUE

HENRY CHAPIER

un volume 140 x 225, 128 pages de texte, 16 pages de photographies hors-texte, 59 F

Dans la même collection :

KERTESZ	par	Agathe Gaillard
MAN RAY	par	Serge Bramly
BOUBAT	par	Jean-Luc Mercié
WILLY RONIS	par	Bertrand Eveno
DOISNEAU	par	Jean-François Chevrier



1. Roland Topor, par Marie-Laure De Decker, 1967.
2. Willy Maywald, chapeau Fath, 1951.
3. Alberto Giacometti, par Herbert Mattek, Paris, 1951.
4. Pedro Meyer, « Hommage à Borges », 1951.
5. Wols, Sonia Mouné et autopsie, 1937.



Visites guidées

89 expositions, 84 lieux, plus de 250 photographes, près de 10 000 images, tel est le menu de cette copieuse photocopie de la photographie qui, durant cinq semaines, va transformer Paris en une vaste exposition photographique. S'il appartient à chacun de choisir à la carte, il va de soi que même avec la meilleure volonté le spectateur désireux de faire pour l'année sa moisson d'images ne pourra pas tout voir. Dans ce grand marathon visuel que la ville, par ses recoins, ses détours et ses impasses, assimile à un labyrinthe, nous proposons de vous frayer un chemin et de suivre un parcours actif qui permet de trier dans l'abondance et de traverser l'ensemble du programme, en respectant le style de chaque exposition et en tenant compte de votre appétit, selon que vous disposez d'un mois, une semaine, un week-end ou une après-midi.

UN APRÈS-MIDI

ALVAREZ-BRAVO

Première retrospective en Europe, regroupant 300 photographes prises entre 1920 et 1988, de l'œuvre du grand maître mexicain, qui, en symbolisant ses traditions, a su témoigner de l'oppression et de l'esprit révolutionnaire de son peuple.

* Musée d'art moderne, 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16^e, jusqu'au 8 décembre.

RALPH GIBSON

A la demande de Paris-Audiovisuel, Gibson a réalisé durant un mois un travail original sur Paris. Le très beau titre de son exposition lui est venu en passant au-dessus de la Seine et en se penchant pour regarder passer l'eau. Affinant son sens inné du graphisme et des associations inconscientes, Gibson complète ces 50 images inédites par les nus d'un érotisme craquant qu'il réalise depuis des années.

* « L'Œil flottant », Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné, Paris 3^e, du 18 novembre au 4 janvier. « L'Anonyme » (photographies de nus), FNAC Montparnasse, 136, rue de Rennes, Paris 6^e, 4 novembre au 3 janvier 1987, livre co-édité par la FNAC et Contrejour, comprenant 80 photos, 150 F.

THÉÂTRE DES RÉALITÉS (c)

De Meetyard à Witkin, en passant par Luthi, Krims ou Deborah Turville, vingt-quatre auteurs et plasticiens contemporains, avec une très grande diversité d'expression, mettant en scène le rêve, l'angoisse ou la folie et apportant la preuve que la photographie est sans doute avant tout un art de l'imagination.

* Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson, Paris 16^e, jusqu'au 9 décembre.

UN WEEK-END

ROBERT DOISNEAU

Un double hommage rendu à un immense petit homme qui a su employer le temps perdu pour faire une œuvre, et qui avoue, non sans sourire, que la programmation de l'émerveillement ne lui convient pas.

* « Un certain Robert Doisneau », Crédit foncier de France, 11, rue des Capucines, Paris 1^{er}, du 27 novembre au 20 décembre.

20 décembre. « Portraits d'écrivains », Maison de Balzac, 47, rue Raynouard, Paris 16^e, du 7 novembre au 30 décembre.

SEBASTIAO SALGADO (c)

Après sa vision épique de la famine au Sahel, ce fils de fermier brésilien expose en quatre-vingt images son amour de l'Amérique latine profonde, fidèle et soumise à sa culture depuis quatre siècles.

* Maison de l'Amérique latine, 217, boulevard Saint-Germain, Paris 7^e, jusqu'au 17 novembre, sous le titre « Autres Amériques », parution d'un album chez Contrejour, 112 p., 250 F.

GIANNI VERSACE

A quarante-deux ans, ce créateur de mode règne sur un empire : son chiffre d'affaires est de 380 milliards de lires. Conciliant art et industrie, la photo de mode développe un dialogue que les plus célèbres photographes se chargent de mettre en images.

* « Dialogues de mode », musée Galliera, 10, avenue Pierre I^{er} de Serbie, Paris 16^e, jusqu'au 22 janvier.

CINDY SHERMAN (c)

Méconnaissable et masquée, star ou dictylo, ménagère ou sex symbol, l'Américaine Cindy Sherman met en scène sa propre identité en revêtant la peau des autres. Cette omniprésente vulnérabilité fait la valeur et l'unité de son travail.

* Galerie Crouzet-Henriot, 5 bis, rue des Handicriettes, Paris 4^e, jusqu'au 22 novembre.

JOËL PETER WITKIN (c)

Mythomane, mystique ou mystificateur ? Ce professeur d'histoire de l'art, qui avoue que ses modèles sont véritablement lui-même, fait surgir les anges de l'enfer, centaures, démons et demi-dieux, héros surnaturels et créatures androgynes, à la fois féroces et grotesquement aimables, qui figurent les icônes de notre temps, successeurs déchu et horrifiants de Max Ernst, Bosch et Goya.

* Galerie Baudouin-Lebon, 34, rue des Archives, Paris 4^e, du 6 novembre au 6 décembre.

LE PÉROU DE MARTIN CHAMBI

Découvert récemment à Cuzco, où il a enregistré toute la vie locale, une sélection de soixante-dix documents réalisés entre 1920 et 1960 par le plus grand photographe péruvien de ce siècle.

* Espace latino-américain, 44, rue du Roi-de-Sicile, Paris 4^e, du 6 novembre au 15 décembre.

IRVING PENN

Apport du gros plan, libre cours donné à la pose naturelle du mannequin, extraordinaires portraits de fleurs et, en prime, ce goût particulier pour les gants, la grande retrospective de celui qui, en quarante ans de carrière, réalise plus d'une centaine de couvertures pour Vogue et qui, loin des accidents de la vie, immortalise avec la même élégance froide Picasso et les nomades du Sahara, Colette et une hallucinante quantité de mégots.

* Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson, Paris 16^e, présenté par le CNP, jusqu'au 8 décembre.

UNE SEMAINE

DIETER APPELT (c)

En même temps qu'un aperçu de ses derniers travaux, Appelt expose en compagnie de trois de ses élèves ses recherches sur les rapports de la lumière et du temps, mais aussi sur le silence et la présence de l'« invisible réel », le tout censé par une règle stricte : « Ne raconte pas d'histoire dans la photographie. »

* « Travaux récents », Studio 666, 6, rue Maître-Albert, Paris 5^e, du 12 novembre au 22 novembre. « Champs visuels du regard », Goethe Institut, avenue, 31, rue de Condé, Paris 6^e, jusqu'au 13 novembre.

DIANE ARBUS

Ajout du gros plan, libre cours donné à la pose naturelle du mannequin, extraordinaires portraits de fleurs et, en prime, ce goût particulier pour les gants, la grande retrospective de celui qui, en quarante ans de carrière, réalise plus d'une centaine de couvertures pour Vogue et qui, loin des accidents de la vie, immortalise avec la même élégance froide Picasso et les nomades du Sahara, Colette et une hallucinante quantité de mégots.

* American Center, 261, boulevard Raspail, Paris 14^e, jusqu'au 18 novembre, et du 21 novembre au 17 décembre.

WILLY MAYWALD

Ignoré des encyclopédies comme des histoires de la photographie, Maywald est décédé à Paris le 21 mai 1985. Premier photographe de Christian Dior, il célèbre le mode dans une approche élégante et classique, reflétant parfaitement les goûts d'une époque que complètent ses portraits exposés en 1948, chez Maeght, à Paris.

* « La mode », musée Galliera, 10, avenue Pierre I^{er} de Serbie, Paris 16^e, du 5 novembre au 4 janvier 1987. « Portraits d'artistes », Goethe Institut, avenue, 31, rue de Condé, Paris 6^e, du 19 novembre au 19 décembre.

SURFACES SENSIBLES

Poursuivant son expérimentation du médium photographique, le critique d'Art Press, Régis Durand, comme à l'a fait récemment à Venise, a réuni, avec Philippe Noth, quinze artistes dont les recherches et interrogations portent spécifiquement sur le procédé ou processus photographique.

* « Quinze artistes à la chapelle Saint-Louis de la Salpêtrière », boulevard de l'Hôpital, Paris 13^e, du 17 novembre au 7 décembre.

EVA RUBINSTEIN

Née à Buenos-Aires, lors d'une tournée de concerts de ses parents, Eva Rubinstein a débuté en photographie en 1967. Un monde plane, faussement aéré, tendre et tourmenté, que berce la lumière.

* Espace Canon, 177, rue Saint-Martin, Paris 4^e, du 30 octobre au 29 novembre.

BILL BRANDT (c)

L'œil d'un géant. Message d'endurance et d'espoir, dénonçant des conditions de vie souvent sordides, en défrichant la Londres populaire et misérable des années 30, Brandt, encore influencé par Brassai, avait entrepris de montrer aux Anglais leur propre visage.

* « Photojournaliste », galerie Gabrielle Masbrie, 24, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, Paris 4^e, jusqu'au 29 novembre.

ALAIN FLEISCHER

Altérant la caché et le montré, fondant les apparences avec leur projection, l'auteur de « Zoo zéro » se joue des interdits. Et, mêlant à plaisir le goût du secret à celui du dévoilement, invente des dispositifs enchanteurs qui entraînent l'œil dans un labyrinthe spatial et temporel pour imaginer ce qu'il voit.

* Galerie Claire Burrus, 32, rue de Lappe, Paris 11^e, du 13 novembre au 21 décembre.

MAN RAY (c)

Grande figure du dadaïsme et du surréalisme, ce « praticien du rêve » se plaisait à bousculer les conventions. En 1934, dans le *Minoture* il publie, sous le titre « Érotique voilée », le portrait d'une femme nue, appuyée sur une machine, le bras et la main noircis par l'huile des rouges. Scandaleux pour l'époque, ce nu prend valeur de manifeste et ouvre la voie à une expression moderne dans la représentation photographique du corps.

* « Les nus », galerie Octant, 5, rue du Marché-Saint-Honoré, Paris 1^{er}, du 19 novembre au 19 décembre.

CHARLES HARBUTT

Connu surtout pour ses reportages politiques, président de Magnum en 1970-1971, Harbutt refuse le sentimentalisme et, portant sur le Mexique un regard soucieux de sa réalité, en donne, dans la lignée de Winogrand et Friedlander, une lecture axée sur une perception spécifiquement visuelle.

* Bibliothèque nationale, galerie Colbert, 4, rue Vivienne, Paris 2^e, jusqu'au 29 novembre.

UN MOIS

AUGUST SANDER

A l'heure où Groz hurle « Faites du raffut ! Expliquez ! Expliquez ! », Sander, du notaire à l'hôtelier, ordonne en maître de cérémonie l'album de famille de l'Allemagne des années 20 à 45. C'est tout à la fois un défi de mode, un musée imaginaire et un étrange concours de beauté que l'assemblée de ces « Hommes du vingtième siècle », austères autoportraits d'un démiurge de la société de son temps.

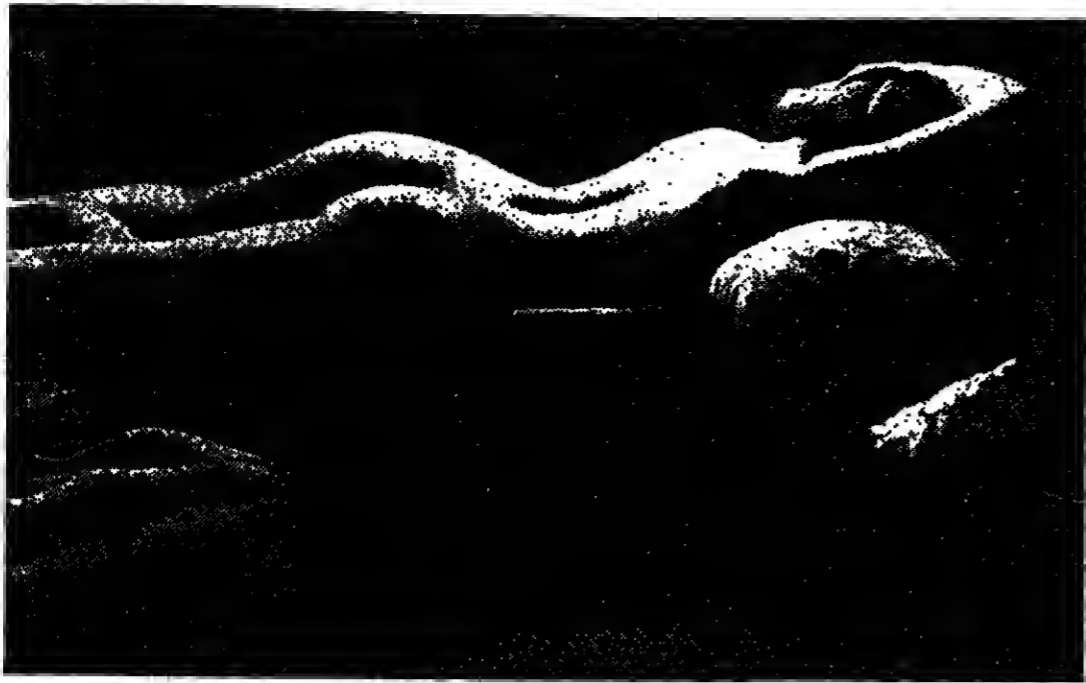
* « L'autoportrait de l'Allemagne », Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau, Paris 1^{er}, du 27 novembre au 27 janvier, lié à part extrait du numéro spécial de la revue *Cinéma*, 35 F.

Orcade

CHAUSSEUR

100 MAGASINS PARIS-PROVINCE

سعدا من الحبر



1. Era Rubenstein, « Le
et aux coussins », 1972.
2. Christian Gattinoni,
« Extraits du désir-
photographies », Salon
d'automne, Grand Pa-
lais, du 7 au 30 novem-
bre.
3. Irving Penn, Nu,
1949-1950.
4. Francis Giacobetti,
Espace Photo de Paris,
du 25 novembre au
15 février 1987.



WOLS

Complément idéal de Sander, Wols l'a informel, en se prenant soi-même comme sujet, à l'image d'un Lullu ou d'Arnulf Rainer, devient en cinquante photos originales le modèle de l'interrogation perpétuelle.

★ « Sa vie », Goethe Institut, 17, avenue d'Iéna, Paris-16, jusqu'au 21 novembre.

GENE FENN (c)

Récemment redécouvert, Gene Fenn a commencé sa carrière en photographiant les plats cuisinés, assistant de Hovringgen-Huene, il réalise des natures mortes pour Harper's Bazaar, puis des portraits, et s'installe à Paris en 1949. Dans son studio, il met en situation ses amis, fixant dans des couleurs pastel, nappées de charbon et d'ironie, la mode chic d'un monde suranné qui n'existe plus.

★ « Peintre, photographe de mode », BRBD, 14, boulevard des Capucines, Paris-9, jusqu'au 31 décembre.

TRANSPARENCE ET OPACITÉ (c)

Articulée sur quatre auteurs, alternant le frage ancien et son double moderne, suggérant le parcours que balisent les recherches d'une époque, cette confrontation menée par Michèle Chomette permet surtout d'admirer les œuvres du Tchèque Joseph Sudek qui, entre le surréalisme et le modernisme fonctionnaliste, s'est taillé un monde. Un univers visuel paisible et retiré, fait d'absence et de temps vides.

★ « Photographes 1920-1950 », galerie Michèle Chomette, 24, rue Beaumarchais, Paris-3, jusqu'au 22 novembre.

GIACOMETTI (c)

Par Boiffard, Brassei, Karach ou Carlier-Gresson, Giacometti est avec Picasso un des artistes qui ont été le plus photographié. Mais lequel de ces quarante opérateurs égale la puissance d'évocation du gros plan d'œil fixé par Bill Brandt en 1963 ?

★ « Giacometti vu par les photographes », Centre culturel suisse, salle des Armées, 38, rue des Francs-Bourgeois, Paris-4, du 13 novembre au 4 janvier 1987.

HOLLYWOOD (c)

Photos de plateau, chromes promo-publicitaires du cinéma américain, un langage inventif et fou dont la couleur même a été et que prônait l'industrie du septième art au temps où on pensait que les films pourrissent comme des fruits frais.

★ « Still Hollywood années 50 », FNAC, Forum des Halles, Paris-1, du 13 novembre au 10 janvier 1987.

TOPOR

Touche-à-tout de génie, Topor, avec un biquet, fait mieux que représenter la lumière, il la crée. Laisant sur-

gir l'incongru d'une bouteille ou vomissant ses tripes, en compagnie d'un blond marmouset, il se joue de ce que la photographie signifie par elle-même.

(bis) CAREZ, CAREZ ET JOURDAN

Révent son enfance durant la guerre en Belgique, Christian Carez réinvente ses souvenirs et remonte dans le temps. Entre Magritte, Hopper et Trintin, la photo mise en scène tend moins à figer le passé qu'à en reconstruire l'émotion à partir de sa trace.

★ Théâtre Renand-Berrault, rond-point des Champs-Élysées, Paris-8, du 13 novembre au 30 novembre.

PETER KNAPP

Ayant débuté en 1944, avec une Retinette 24x36, en portraiturant sa famille, Knapp, qui se qualifie d'« imperfectionniste », cumule tous les talents. De Elle à Saint Laurent, en déployant dans tous les genres, son style, marqué par la couleur et les recherches tous azimuts, est reconnaissable par sa disparité même.

★ Paris Art Center, 36, rue Falguère, Paris-15, jusqu'au 29 novembre.

PIERRE ET GILLES (c)

L'un déclenche, l'autre retouche. Scindé en deux séries, « Naufrage » offre les portraits Technicolor d'égéries rêvées comme des sirènes, tristes Pandélope en attente du retour d'Ulysse auxquelles répondent, tels les éphèbres du baron von Gieckow, de jeunes Apollon échoués au bord de la mer et narrant leur mort. Ambigu mais drôle, kitsch et décapant.

★ « Naufrage », galerie Samia Saouma, 2, impasse des Bourdonnais, Paris-14, du 4 novembre au 6 décembre.

ROY ADZAK (c)

A la fois martyr consentant et héros sublimé, les avatars que fait subir l'auteur à sa figure justifient que Michel Butor résume ainsi le vers de ces sévices rituels : « Nous faisons partie de la nature et nous ne sommes pas plus surpris que la nature ».

★ « La modification », musée Roy-Adzak, 3, rue Jonquoy, Paris-14, du 11 au 30 novembre.

PHOTOS D'ACTION (c)

Art corporel, happening ou défilement, à partir d'arabesques achetées dans les abattoirs et crucifiées par les pattes, le théâtre des origines et mystères inscrit en violence sur le papier sensible, invitant, non sans haut-le-cœur, le spectateur au devoir de « goûter, entendre, voir et toucher ».

★ « La photographie en tant que constat d'action », galerie J & J Donguy, 57, rue de la Rosette, Paris-11, du 7 novembre au 3 décembre.

Le signe (c) indique qu'il s'agit d'une exposition en com-
pétition.

Le pari des Tartarin

DISCRETS, sympathiques et terriblement efficients, Michèle et Jean-Luc Tartarin forment un couple unique dans le petit monde de la photographie française. Agés de trente-quatre ans, et tous deux Messins d'origine, ils créent, en 1984, avec le soutien du sénateur et maire Jean-Marie Rauch, l'association Metz pour la photographie, qui a pour mission de promouvoir la photographie créative et de la diffuser dans la région lorraine.

Leur intention de départ est claire. Elle vise à tirer parti d'un contexte socio-culturel favorable pour mener en faveur de la photographie une politique de haut niveau. Celle-ci consiste à présenter des expositions thématiques, de qualité internationale, qui privilégient la création contemporaine. Prenant pour base les caves Sainte-Croix, lieu polyvalent de 600 mètres carrés, l'association a pour projet d'ouvrir un espace d'exposition permanente en organisant, avec Michèle Chomette, une exposition au titre emblématique : « Construire les paysages de la photographie ».

Disposant d'un budget de 900 000 F, également réparti entre la ville, le ministère de la culture et des partenaires

privés, comme la Crédit immobilier de la Moselle, leur action se divise en trois secteurs : outre les ensembles thématiques, il y a les coproductions (actuellement la rétrospective du Studio 666) et les monographies d'auteurs locaux, comme Eric Poitevin ou le Belge Gilbert Fastenakens, qui a effectué sur place, durant trois mois, en collaboration avec la DATAR, un travail remarquable sur les lieux et paysages industriels.

L'enracinement local étant une priorité, Metz pour la photographie a d'ailleurs pris le relais de la DATAR pour la région Lorraine. Une quinzaine d'étudiants, choisis à l'école des beaux-arts, où enseigne Jean-Luc Tartarin, redécouvrent le territoire où ils sont nés. Commencée début juillet, cette initiative s'achève fin octobre. Cette initiative s'achève fin octobre. Cette initiative s'achève fin octobre.

Bouclant le cycle des thématiques, une exposition collective intitulée « L'urgence du photographe » est prévue pour l'automne 1988. Elle traitera du rapport du photographe à l'espace ainsi que de l'exploration du médium. Enfin, conciliant prestige et travail en profondeur, la volonté de faire de Metz un centre de création international

devrait définitivement trouver son ancrage dans un fastueux grenier du XIX^e siècle, nommé la Grange des antonistes, où, sur 1 000 mètres carrés étalés sur quatre niveaux, on envisage de créer un centre d'art contemporain pour la photographie, qui serait opérationnel en 1989 et dont le coût est estimé à 10 millions.

Mais, pour l'instant, seul compte le « Théâtre des réalités ». Vue par dix mille visiteurs lors de sa présentation à Metz (voir le Monde du 10 avril), cette exposition est accueillie dans un nouvel et splendide accrochage par le CNP, ce qui, pour les Tartarin, signifie déjà qu'ils ont gagné leur pari.

P. R.

★ Le « Théâtre des réalités », vingt-quatre auteurs et plasticiens contemporains, présentés par Metz pour la photographie, au CNP, palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris-16, jusqu'au 9 décembre. Parution également d'un album aux éd. Contrejour, textes de Philippe Lacoue-Labarthe, Patrick Roegiers, Christopher Mesnyard, 122 p., 64 photographies en noir et blanc, 12 en couleur, 195 F. Actes du colloque du « Théâtre des réalités », 120 p., 80 F, publiés par Metz pour la photographie, 9, rue des Trinitaires, 57000 Metz.

APARTÉS

En marge des expositions, le Mois de la photo propose une série d'animations, débats et rendez-vous dont voici une liste exhaustive.

ÉVÉNEMENTS

— A la FNAC Montparnasse, une semaine de rencontres publiques, du 13 au 18 novembre de 17 heures à 19 heures. Le 13, Ralph Gibson ; le 15, « Photo et théâtre », à propos de l'écrit constant de P. Roegiers aux éditions Delacour ; le 15, « Mode et photo », avec Dominique Issermann et Thierry Mugler ; le 17, Samuel Fuller à propos de son livre paru aux Cahiers du cinéma ; le 14, « Image et photographie », animé par François Seeliger.

— A l'American Center, conférences avec projections : Ralph Gibson (4 novembre), Ted Hartwell sur « Diane Arbus et la photographie de son temps », (18 novembre), à 20 h 30, 261, boulevard Raspail, 75014 Paris.

RENDEZ-VOUS

— Chaque week-end du mois, le public pourra consulter ses photos à six photographes (Salgado, Knapp, Jauville, Harbut, Rubenstein, Springs, Appad, Dismann, Fancos, Giacobetti, Olsson), accompagnés d'une personnalité du monde de la photo, dans des « bistrot d'images ». Les répartitions de personnes et lieux seront annoncées sur 95,2 et reprises dans le Guide (gratuit) du Mois.

— Point d'information. — Guide, mode d'emploi pratique, sur les carrières photographiques, du 5 au 15 novembre, à la FNAC Montparnasse et à l'Arnamusée, 2, rue Brémontelle, 75004 Paris, du 6 au 29 novembre.

— Forum du livre. — Vente de livres et catalogues étrangers, introductibles ou à prix réduits, dans l'auditorium de la FNAC Montparnasse, du 3 au 15 novembre.

CINÉ-VIDÉO

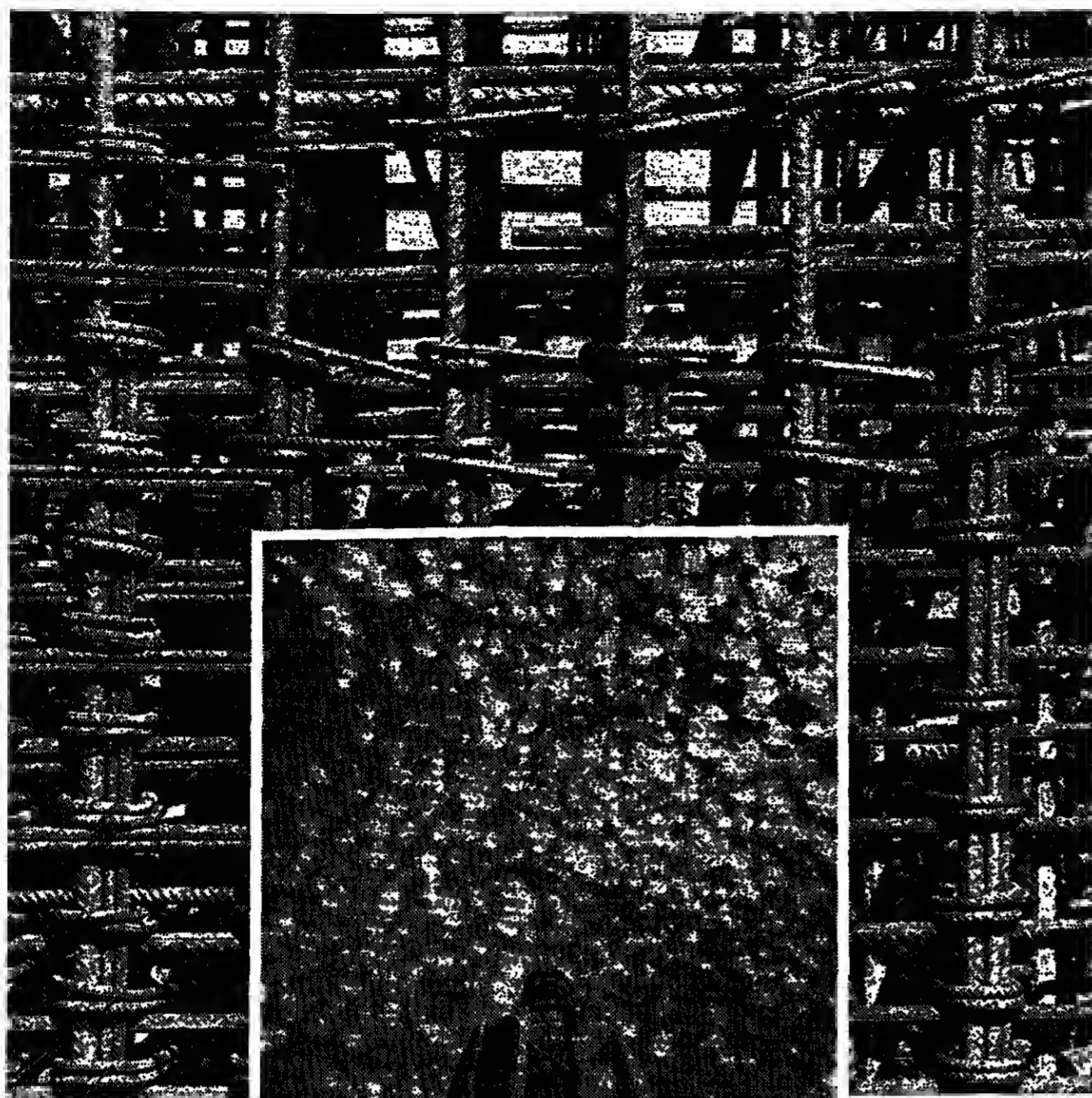
Dans le nouveau complexe des Halles ou chacun Forum Electronique, réalisations produites ou coproduites par Paris-Audiovisuel : Aurélie Schuster de Marguerite Duras, Paris s'en va de Jacques Rivette, Ulysse d'Agathe Verda ainsi que Bernard Fancos par J.-C. Larrion, du 12 au 27 novembre, à 11h à 30, 14 h, 16 h 30, 19 h et 21 h 30. A la FNAC, durant le Forum du livre, portrait vidéo de Denis Roche *Alles-reteur dans la chambre blanche* et Alain Fleischer *Le voyage de l'ice-glace au pays des mirages*.

INFORMATION

En plus de catalogue général, mensuel et bien nourri (278 p., 150 F), un guide gratuit est mis à la disposition du public.

Un point d'information est installé en permanence au Novotel, dans les Halles, place Marguerite-de-Navarre, 75001 Paris, tél. : 40-26-57-81 et 40-26-55-84.

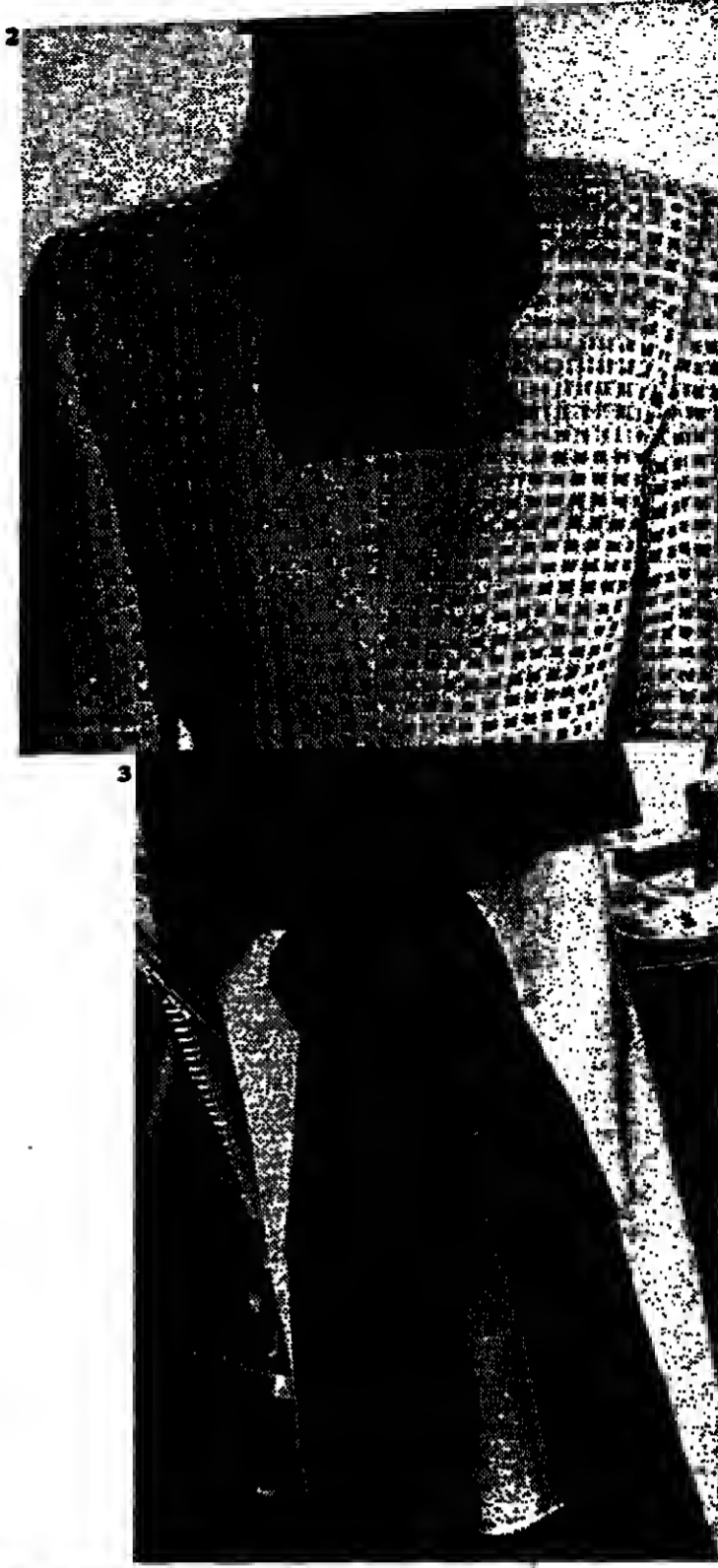
Paris Art Center
PETER KNAPP
30 septembre - 29 novembre
36 rue Falguère Paris



1. Claude Briceage, image des grands projets de l'État à Paris, dans le studio 3 de la grande halle de La Villette, du 13 novembre au 9 décembre.



2. Peter Knapp.
3. Ralph Gibson, « L'œil flottant », 1986.
4. Charles Harbutt, statues de Benito Juárez, Campeche, 1977.



Des intrus...

L'EXPOSITION de la chapelle Saint-Louis de la Salpêtrière (1) consacre un usage différent de l'image photographique, dégagé à la fois de l'esthétique référentielle et du repli frileux sur les propriétés du médium. Nous sommes loin, en effet, de l'idée que l'on peut se faire d'une photographie, devant ces travaux parfois immenses (jusqu'à 6 mètres de long), disposés dans l'espace comme des sculptures ou des éléments d'architecture, jouant des matériaux et des dispositifs les plus divers (papier photographique, mais aussi toile, projection, miroirs, installations, etc.), dont n'existe aucun négatif original! Mais nous sommes loin aussi d'un certain usage de la photographie dans la peinture tel qu'il a pu se pratiquer dans les années 70. Car il ne s'agit plus aujourd'hui d'utiliser la photographie au service d'une autre forme d'expression, comme c'était le cas dans la figuration narrative, ou chez certains artistes conceptuels.

Peintres ou photographes? Les artistes présentés ici ne se posent plus guère la question: l'heure n'est plus à la définition d'une identité à travers un médium quel qu'il soit (y compris dans ses « marges » ou à sa limite), mais à l'affirmation d'un projet artisti-

que précis qui emprunte les matériaux qui lui semblent appropriés.

Certes, il y a chez Annette Messager, par exemple, un détournement très délibéré de la peinture, une exploitation humoristique et un peu perverse des jeux de migration et de captation des images. Et chez John Hilliard, dans sa manière de projeter sur des grandes toiles des photographies décodées et transcrites par un scanner, une très impressionnante confrontation entre deux espaces antagonistes, renforcée par le fait que la photographie de départ est elle-même confrontation de deux versions d'une même scène. Mais le plus souvent la question du détournement ou de la transgression du médium surgit seulement après l'impact visuel initial.

Regardez par exemple les totems verticaux de Tom Drahos, ou les *Idées* de Pascal Kern, ou encore les masques inquiétants disposés en corniche de Marguerite Seeberger. Ils ont dans ce lieu une telle force d'évidence qu'on en oublierait presque qu'ils sont le résultat de manipulations très complexes.

Pour Drahos, construction de petites figurines, et surtout travail de découpage et d'assemblage qui s'apparente à une technique du vitrail; recherches sur le volume et la profondeur chez Kern, qui réalise des installations avant de les photographier à l'aide d'une vieille chambre à soufflet; pour Seeberger, travail sur le bougé et la modification des densités et des couleurs par l'électrorephotographie.

Voyez encore les constructions raffinées de Mattia Bonetti ou de Pierre Mercier, véritables sculptures à part entière dont la photographie est, au sens strict, un tirage, une version avec une échelle et un rendu particuliers; ou encore la matière ambiguë de Pascal Subires, qui rappelle la pierre, obtenue sans cliché, en projetant, à l'agrandisseur, des images à travers un calque qui les fragmente et les cloisonne.

La photographie, pourtant, résiste. Elle est, comme chez Patrick Tosani ou chez Barbara et

Michael Leisgen, ce qui permet à la sensation ou au concept d'exister en dernier ressort, et d'acquiescer une dimension imaginaire et fictionnelle. Merveilleuse « surface sensible », à la fois mince et profonde, sensuelle et abstraite, réserve inépuisable de couleurs, de formes et d'étendue imaginaire. Cette étendue est temporelle autant que spatiale, et ne se mesure évidemment pas à la surface couverte. Balthasar Burkhard réalise des tirages monumentaux de fragments de corps (des jambes), mais c'est toujours la perte et le morcellement qu'ils captent.

Tout à fait à l'opposé, la photographie n'est plus, dans les « partitions » de Gina Pane, qu'une mince trace résiduelle, mais elle condense en elle la plénitude d'une expérience passée, celle des « actions » qui s'inscrivaient directement sur son propre corps. Les installations de François Quardon dans les confessionnaux, d'Alain Fleischer sur le grand chasublier, de Marie Ponchelet, de Pierre Mercier au-dessus du baptistère, sont autant de manières de reconstituer un espace privé, en construisant le dispositif même où le regard sera soumis aux contraintes et aux séductions les plus diverses, dans une tension que l'on peut qualifier de baroque.

L'exposition, en effet, a été conçue pour cette chapelle, espace à la fois remarquable et un peu écrasant par la charge historique et symbolique qu'il supporte (nous sommes au cœur de l'hôpital de Charcot, qui fut aussi une prison). Aucun des quinze artistes, sans qu'aucun thème lui soit imposé, n'a pu échapper à la confrontation de cette charge. Apparaissent ainsi autant de stratégies dans l'usage de la photographie au sens élargi, dont l'exploration ne finit encore que commencer.

RÉGIS DURAND.

(1) *Surfaces sensibles*, quinze artistes à la chapelle Saint-Louis de la Salpêtrière, boulevard de l'Hôpital, Paris-13. Exposition conçue par Régis Durand et Philippe Nottin, du 17 novembre au 7 décembre.

Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président Wilson - Paris 16^e - 47.23.61.27

Manuel Alvarez-Bravo:
9 octobre - 6 décembre 1986

Les photos qui faisaient l'histoire:
30 octobre 1986 - 12 janvier 1987

John Koenig:
l'Ikabana de l'esprit:
13 novembre - 21 décembre 1986

Maison de Balzac

47, rue Raynouard - Paris 16^e - 42.24.56.38

Les écrivains vus par Robert Doisneau
7 novembre - 30 décembre 1986

Musée Carnavalet

23, rue de Sévigné - Paris 3^e - 42.72.21.13

Paris des années folles:
31 octobre 1986 - 4 janvier 1987

Ralph Gibson, l'œil flottant:
18 novembre 1986 - 4 janvier 1987

Pavillon des Arts

Les Halles - Terrasse Rambuteau - Paris 1^{er} - 42.33.82.50

August Sander:
Autoportrait de l'Allemagne:
27 novembre 1986 - 4 janvier 1987

LE MOIS DE LA PHOTO DANS LES MUSEES DE LA VILLE DE PARIS

Musée de la Mode et du Costume

11, av. Pierre-1^{er} de Serbie - Paris 17^e - 47.20.85.46

Gianni Versace, dialogues de mode:
Des photographes autour d'une création:
23 octobre 1986 - 4 janvier 1987

Willy Maywald et la mode:
13 novembre 1986 - 4 janvier 1987

Le catalogue des expositions est disponible dans les bibliothèques des musées et au Service de diffusion Paris-Musées, 9, rue Gaston-de-Saint-Paul - 75116 PARIS - 47.23.61.27.

BRANDT
CARTIER
BRESSON
DOISNEAU
STIEGLITZ
STRAND

Jean-Marie Floch
LES FORMES DE L'EMPREINTE
PIERRE FANLUC

L'analyse sémiotique
de cinq classiques
de la photographie

مكتبة الأهرام

سكنا من الصور

Détournement d'images par les Pirates de l'Art. Kodak soutient leur action.

Nous: David Buckland, Thibaut Cuisset, Aram Dervent, Ouka Lélé, Pierre et Gilles, Jan Saudek, Les Soussans, Pirates de l'Art, revendiquons le droit de rayer, froisser, brûler, décolorer, retoucher, détourner par tous les moyens, pellicules, films, photos et tirages.

Grâce au soutien de KODAK, nous prenons possession des murs de Paris pendant un mois. A ceux qui s'indigneraient de tels procédés, nous rappelons que dès le début du siècle, des iconoclastes de génie n'ont pas hésité à déformer jusqu'au surréalisme l'image de nos valeurs les plus sacrées (amour, travail, famille, patrie).

A bas les vieux clichés bourgeois!

Vive la révolution photographique!

Et merci à KODAK qui va toujours dans le sens de l'Histoire ■

KODAK. TOUJOURS UN DÉCLIC D'AVANCE.



MUSEE
VILL
RISE

Le Monde PHOTO

L'œil du privé

À côté des galeries aînées, — Gaillard, 666, Chomette, Zabriskie, Saouma, — une nouvelle génération s'obstine à défendre la photo, rien que la photo.

ILS ont démarré les mains vides, sans autre fonds personnels. Ils passent leur vie dans leur galerie, même s'ils ont des activités « annexes » qui leur permettent de tenir le navire à flot. Car les images des photographes se vendent mal. Pourtant, comparées aux travaux photographiques des « plasticiens », elles sont bon marché : entre 1 500 et 5 000 francs. Mais qu'on se rassure : si ces jeunes galeries ont en commun des fins de mois difficiles, elles n'ont rien du bureau des pleurs.

Dans une petite rue tranquille du 7^e arrondissement, Jean-Pierre Raulot a fondé Accent en 1984, avec des amis, photographes comme lui. Non pour s'exposer, mais pour « se démarquer d'une vision de la photographie trop empreinte, en France, de reportage ». La galerie Accent se dit ouverte à tout : manipulations, effets polaroid, photocopies art. On y défend des inconnus, ou les

plus grands : Richard Cerf, Helga Capellmann, Minkinen. L'originalité, c'est de coupler la galerie avec une maison d'édition — livres, affiches — et de faire tourner le tout grâce à des activités de conception graphique. Accent a édité notamment *Solitude*, de Casteljambe Moreau et Komaro Hoshino : de beaux et solides ouvrages, un vrai travail de professionnel, distribués par Disti-que. Cette année, la galerie est « off » (1). Tout comme celle de Jean-Pierre Lambert, dans le Marais.

Lambert mène une double vie : le matin, cadre dans un bureau d'études ; l'après-midi, galeriste. On accède à son petit espace d'exposition en passant par sa librairie, aux airs de bibliothèque intime. Pas de reportage, non plus, chez Lambert. Mais Mikael Levin, Patrice Riboust, Malamoud, Den Hollander. Il e organisé une vingtaine d'expositions en deux ans, et n'est pas content du tout de se trouver exclu du Mois de la Photo : « Nous ne sommes pas si nombreux à tenter l'aventure d'une galerie. Les travaux de Tromeur, que j'avais proposé, correspondent tout à fait à un des thèmes retenus cette année : exploration du médium, détournements, métamorphoses (2). »

À deux pas des Tuileries, Claude Perrain s'est découvert une vocation de galeriste à l'occasion du Mois de la photo 84. Depuis il n'arrête pas, s'active. Il a ouvert, lié à son local commercial (laboratoire, vente de cartes postales, d'affiches), un espace clair, un peu méditatif, nettement démarqué de sa boutique. Et va

concrétiser en novembre un vieux rêve : « Je voudrais donner aux visiteurs la possibilité d'emporter l'exposition, comme une mémoire. On s'interdit les reproductions, on en a peur. A tort. Il faut désacraliser le tirage unique. Je vais éditer désormais, pour chaque exposition, un dossier, avec des tirages au prix laboratoire et vendre le tout pour 400 ou 500 francs (3). »

Christine Nicolas, ancienne fonctionnaire à l'ONU, a ouvert la galerie Séguier, en mai 1985, avec l'aide d'André Edouard, photographe et publicitaire : « Il possédait ce local, un ancien entrepôt... Tout est allé très vite. Nous

avons mille visiteurs par mois, quelques collectionneurs. Mais le rythme d'une dizaine d'expositions par an ne laisse pas le temps de souffler. » Outre l'organisation d'expositions, l'ambition de Séguier, tout comme celle de Lambert, Perrain ou Accent, est aussi de jouer un rôle d'agent pour les photographes, de présenter leurs dossiers aux commissions d'achat des musées, des FRAC, de les faire tourner, de suivre régulièrement leurs travaux, de les conseiller.

Après huit années de galerie rue Saint-Merri, Viviane Esders inaugure le 5 novembre un nouvel

espace et crée le CLIA : Centre de liaison de l'industrie et de l'art. « Je n'abandonne pas la photo, c'est toute ma vie depuis dix ans. J'ai organisé une soixantaine d'expositions, présentées, souvent pour la première fois en France, des photographes américains, (Krimm, Wegman, Cowin). Aujourd'hui, bénéficiant d'un fonds important, je voudrais développer la commande artistique : arts plastiques ou photographie. Convaincre les entreprises de s'engager, pour trois ans, sur un projet qui inclurait exposition, achat d'œuvres et édition de livres. » La rue Pascal sera ouverte quatre mois par an, avec

quatre expositions. Le reste du temps, Viviane Esders travaillera sur rendez-vous.

Bien caché au fond d'une cour, à deux pas du marché Saint-Honoré, Alain Paviot n'a rien d'un homme casanier. Présent partout — la FIAC, Bâle ou New-York, — il cultive avec soin l'art du paradoxe : « La photographie qui m'intéresse commence en 1850 et s'arrête en 1950. Après, ça ne me concerne plus. » Alain Paviot vend et expose Man Ray, Abgel, Moholy-Nagy, Bellmer, Rudomine. Un choix « confortable » sur le marché. « Mais je prends des risques. Acheter un photomontage de Schwitters, par exemple, et attendre, pour trouver un acquéreur à son juste prix. J'expose, cet hiver, une jeune New-Yorkaise, et je lui ai dit de s'occuper de tout, car personne ne songera à venir la découvrir. Ici, il passe deux ou trois visiteurs par jour. On ne me dérange pas, je peux travailler. C'est une galerie sans public où l'on peut voir des images. En fait, un bureau (4). »

OEDIPUS OURNOT.

- (1) Galerie Accent, 27, rue Rampeau, 75007 Paris. « La Canbre », jusqu'au 3 novembre (douze jeunes créateurs) ; et, à partir de 13, Céléstine, Coria, Moreau.
- (2) Galerie Jean-Pierre Lambert, 3, place du marché Saint-Catherine, 75004 Paris. Tromeur, jusqu'au 6 décembre.
- (3) Galerie Perrain, 1, rue de 29-Juillet, 75001 Paris. Méris Barthélemy, jusqu'au 29 novembre.
- (4) Galerie Octant, 5, rue du Marché-Saint-Honoré, 75004 Paris. « Les nus de Man Ray », du 19 novembre au 19 décembre.

Ce numéro spécial a été conçu par Patrick REGIERS et réalisé par Christine VOS, sous la direction de Danièle HEYMANN.

« L'autre visage »

MANIFESTATION bien-nale, le Mois de la photo est organisé par l'association Paris-Audiovisuel, présidée par Françoise de Fautou. Bénéficiant de l'action menée en faveur de la photographie par la Ville de Paris, le budget annuel de cette association est de 6 millions de francs, également répartis entre l'audiovisuel et l'Espace Photo. C'est sur cette somme qu'est prélevé tous les deux ans le budget du Mois de la photo, qui s'élève à 5 millions et qui se répartit comme suit : 1,5 million par les sponsors (Kodak, Canon, AGF), 450 000 F par le ministère de la culture (délégation aux arts plas-

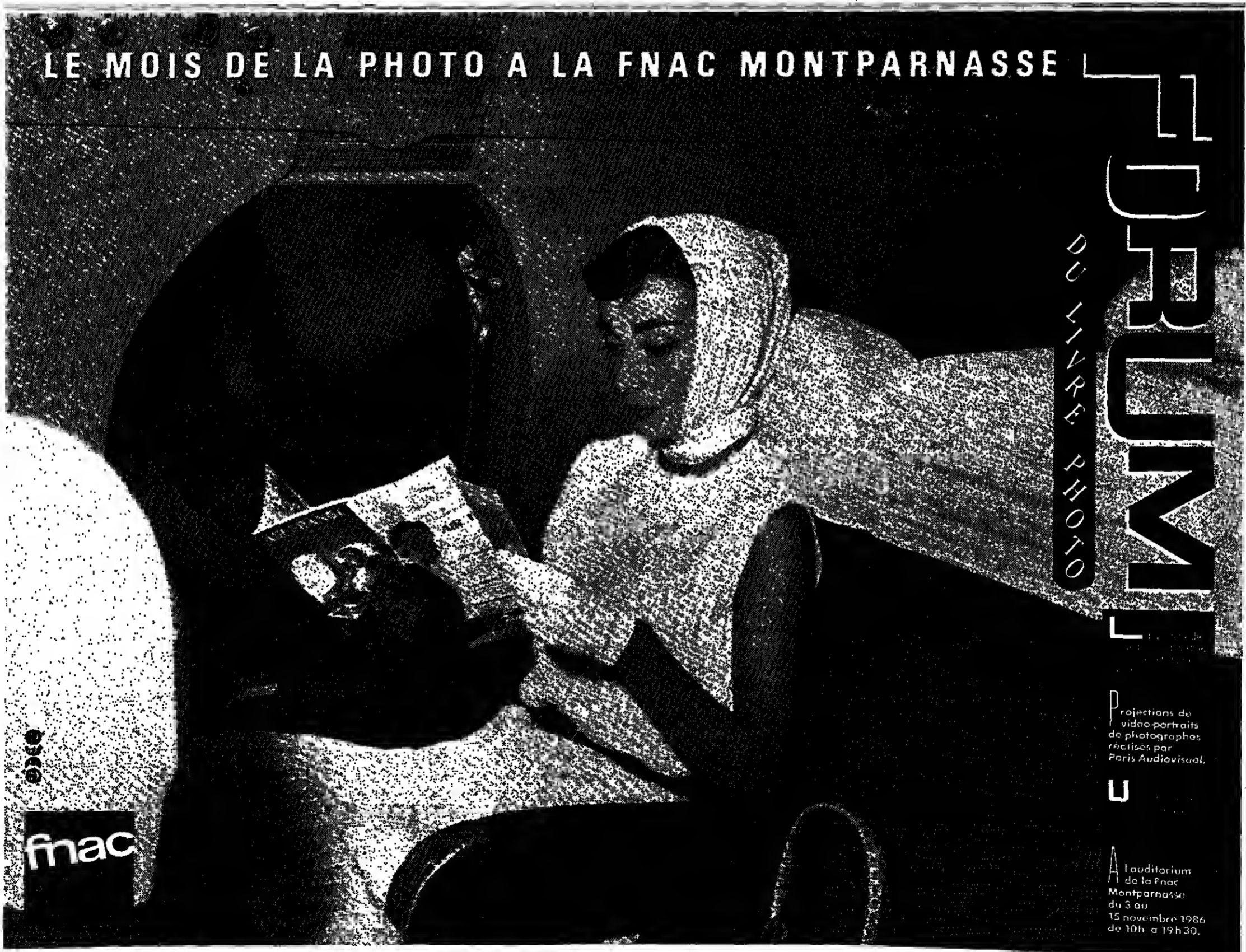
tiques), 3 500 000 F accordés par la Ville qui, outre un soutien logistique important, apporte la libre disponibilité de ses musées. De manière factuelle, les dépenses artistiques pour le « Mois » sont en gros les suivantes : 3 millions 500 000 F pour les expositions (tirages, encadrement, accrochage, assurances, catalogues, etc.), 700 000 F pour les animations (colloques, bistrots, images, rencontres diverses, conférences), 800 000 F en frais de personnel et de fonctionnement, ceux-ci étant exclus du budget de Paris-Audiovisuel. Loin de rivaliser avec les Monuments historiques, le Théâtre de la Ville ou l'Orchestre de Paris, le « Mois »

coûte au contribuable parisien environ 30 centimes par personne, à savoir trois cigarettes ou un caramel mou, autrement dit une goutte d'eau.

À titre indicatif, le budget du Centre national de la photographie en 1985 est le suivant : 11 150 000 francs, dont 7 450 000 accordés par l'Etat. Quant à celui des Rencontres d'Arles '86, il est de 6 400 000 francs dont plus de 60 % sont apportés par les firmes privées qui complètent les subventions du ministère de la culture, de la ville, du conseil général des Bouches-du-Rhône et les recettes propres.

P. R.

LE MOIS DE LA PHOTO A LA FNAC MONTPARNASSE



FNAC

Projections de vidéo-portraits de photographes réalisés par Paris-Audiovisuel.

L'auditorium de la Fnac Montparnasse du 3 au 15 novembre 1986 de 10h à 19h30.

quara
Centr
la cin

DE VUE

LES LACR

LES LACR

LES LACR

LES LACR

LES LACR

LES LACR

LES LACR

LES LACR

LES LACR

LES LACR

LES LACR

LES LACR

LES LACR

LES LACR

LES LACR

LES LACR

LES LACR

LES LACR

LES LACR

LES LACR

LES LACR

LES LACR

LES LACR

LES LACR

LES LACR

LES LACR

LES LACR

LES LACR

LES LACR

LES LACR

LES LACR

LES LACR

LES LACR

LES LACR

LES LACR

LES LACR

LES LACR

LES LACR

LES LACR

LES LACR

LES LACR

LES LACR

LES LACR

LES LACR

LES LACR

LES LACR

LES LACR

LES LACR

LES LACR

LES LACR

LES LACR

LES LACR

LES LACR

LES LACR

LES LACR

LES LACR

Le quarantième anniversaire du Centre national de la cinématographie

Le Centre national de la cinématographie, créé après la guerre par une loi du 25 octobre 1946, célèbre son quarantième anniversaire, et rend hommage à son premier directeur général, Michel Fourré-Correy, qui assura la transformation des organismes mis en place sous le gouvernement de Vichy et leur rassemblement en cette institution, unique dans l'administration française. François Léotard, ministre de la culture, rappelle l'originalité et l'importance du CNC qui s'est perfectionné, depuis sa naissance, sous les gouvernements successifs. Le Monde publiera ultérieurement un entretien avec Jérôme Clément, actuel directeur général, qui fait un bilan des activités du CNC. La Cinémathèque termine les manifestations de son cinquantenaire en présentant au Théâtre national de Chaillot, cinq films muets sauvés et restaurés. Occasion de rappeler la nécessité de la sauvegarde du patrimoine.



« Casanova », d'Alexandre Volkoff avec Françoise Morjane (Photo de la Cinémathèque française).

En France, environ 60 % des longs métrages muets et 25 % des longs métrages sonores de l'avant-guerre ont totalement disparu. Ce qui subsiste n'est pas forcément conservé et mis à l'abri de l'usure, de la détérioration. Et les films en couleur sont menacés, car les images s'effacent et s'effacent. Depuis longtemps, la Cinémathèque française, la Cinémathèque de Toulouse, la Cinémathèque québécoise et tous ceux qui s'intéressent à la sauvegarde du patrimoine cinématographique posent des cris d'alarme. Que faire ? Protéger les films et les restaurer.

En présentant, pour la fin de son cinquantenaire et avec le concours d'Antoine Vitez, cinq grands films muets au Théâtre national de Chaillot, entre le 16 novembre et le 15 décembre, la Cinémathèque française va montrer des œuvres rares et maintenant préservées. En même temps, elle va rappeler qu'il ne faut pas encore chanter victoire, loin de là.

Avec un budget de 4,5 millions par an (non compris les frais de personnel) attribués à la restauration, la Cinémathèque française peut « traiter » cent films par an. L'urgence était de restaurer et de reporter sur un support de sécurité, les films dit « flammes », c'est-à-dire ceux qui, jusqu'en 1950, étaient fixés sur pellicule nitrate de cellulose, et qui, de toute façon, ne peuvent plus être projetés en l'état.

Le nitrate s'enflamme facilement, explique : les bobines peuvent pourrir dans les boîtes faste de bonnes conditions de stockage. Le simple report d'un film nitrate, sans restaurer, coûte de 20 000 F à 120 000 F pour un long métrage en noir et blanc. Or la Cinémathèque française possède une collection de

cinq mille titres de films-flammes. Sans parler du reste.

En septembre 1983, Vincent Pinel, venu de la Maison de la culture du Havre, rejoignait, au service technique de Chaillot, l'équipe attachée à la restauration et qui avait déjà fourni un gros travail, depuis l'augmentation substantielle des crédits accordés par le gouvernement.

Pour cette restauration, dit-il, il fallait bien connaître l'état des stocks. Contrairement à la légende, il existait, depuis Henri Langlois, beaucoup de fichiers mais ils étaient dispersés. Et puis, les « anciens » de la Cinémathèque gardaient jalousement les leurs. Maintenant, il existe un fichier unique. Il est bien mis en place. Il faudra encore huit ou dix ans pour trier les bobines.

Trois dames en gants blancs

Dans une salle du service technique, trois dames en gants blancs s'affairaient à des tables de montage sur lesquelles elles déroulaient, pour les vérifier, les bobines de pellicule, négatifs et autres. Elles sont au cœur de l'opération sauvegarde, pour le travail préliminaire et important. Trois Parques, si l'on ose la comparaison, redressant le fil de la vie des films.

Pour des raisons diverses, précise Vincent Pinel, le secret a été entretenu sur une partie des collections. Il y a des films difficiles à identifier. Le titre porté sur les boîtes ne correspond pas forcément à ce qui se trouve à l'intérieur. Et il arrive que, passé le générique, on s'aperçoive que le film, monté à la suite, n'est pas non plus celui

annoncé ! On ouvre les boîtes, on examine, pour établir le premier diagnostic : la fiche d'état-civil et l'état général. On peut identifier les films en se référant aux images, aux acteurs.

On commence à mieux connaître les collections, à décrire des phénomènes : si bien que la restauration et l'investissement se poursuivent parallèlement. Dans bien des cas, d'ailleurs, il faut surtout parler de report et de tirage à partir d'un négatif bien conservé. Cela concerne les laboratoires. La restauration commence lorsqu'il manque des éléments et que le pellicule est en mauvais état. Dans certains cas — Casanova de Volkoff, Quatre-Vingt-Trois de Capellani — il n'y a même plus de copie de référence. Il faut tout reconstruire.

Si priorité a été donnée aux films-flammes, on considère, à la Cinémathèque française, qu'il faudrait déjà penser au problème de la couleur. Les films qui se conservent et résistent le mieux sont les films en Technicolor. Mais on a pris l'habitude de tirer des copies de Technicolor sur pellicule Eastmancolor, plus facile à généraliser. Or cette pellicule se conserve très mal, surtout dans les copies retirées. Quant aux films réalisés selon les procédés Agfacolor et

Gevacolor, ils sont perdus car leurs couleurs ont viré au marron, au beige jaunâtre, à la bouillie.

Plus d'argent — par les crédits de l'Etat ou par le mécénat — plus de personnel : on comprend cette réclamation quand on mesure l'ampleur des siccités. Depuis l'incendie catastrophique de l'entrepôt du Pontal (Yvelines) le 3 août 1980, qui attira l'attention des pouvoirs publics sur les problèmes de stockage de la Cinémathèque française, tous les films sur pellicule nitrate et une bonne partie des collections « sécurité » (dont les films servant aux projections) ont été confiés aux Archives du film de Bois-d'Arcy. Là, les conditions de conservation sont idéales.

Mais les archives ont leurs propres collections, préparent les éléments de restauration, disposent de cellules de tirage et ont un fonctionnement autonome. Actuellement, la Cinémathèque française fait installer des locaux au fort de Saint-Cyr pour y entreposer progressivement toutes ses copies dites de circulation qui se trouvent à Bois-d'Arcy. N'y resteraient que les films nitrate, les éléments de tirage et de conservation.

Pourquoi tant de bruit, tant d'énergie, tant d'argent pour la restauration des œuvres cinématographiques ? La réponse sera au TNC en novembre-décembre : on ne pouvait pas laisser disparaître de tels trésors.

JACQUES SICLER.

★ Dans son département édition, la Cinémathèque française, a publié un album : Les restaurations de la Cinémathèque française, comprenant tous les films muets et parlants projetés en 1986. C'est absolument passionnant. 120 pages illustrées, 70 F.

POINT DE VUE

Le CNC, un modèle contagieux

par François Léotard
ministre de la culture
et de la communication

UN anniversaire heureux est toujours un peu surprenant, une promesse pour l'avenir, un modèle contagieux.

Le Centre national du cinéma célèbre son quarantième anniversaire. Il a mis en place des mécanismes — celui de la taxe spéciale sur les entrées et, surtout, celui du soutien automatique en particulier — qui ont permis à notre cinéma de résister et à la diffusion des films étrangers en France de contribuer au développement de la création et de la production françaises.

Cette institution, que nous fêtons aujourd'hui et qui fut créée par le général de Gaulle à la Libération, est donc à bien des égards — et même si elle reste encore perfectible — un modèle.

Un modèle, d'abord, parce que le CNC repose sur un profond consensus entre les différentes branches de la profession cinématographique. Art et industrie, comme aime à le souligner André Malraux, le cinéma, fait de fortes individualités, de multiples opérateurs professionnels auteurs, réalisateurs, compositeurs, producteurs, industriels et techniciens, exploitants, a besoin d'un lieu de concertation, de discussions et de médiation. Le Centre national du cinéma est devenu ce lieu, et il est aujourd'hui indispensable à tous. Mais le consensus est aussi politique : toutes les familles de pensée, il y a quarante ans, ont porté cette institution sur les fonts baptismaux. Et depuis cette date, chacun a eu à cœur d'améliorer le dispositif existant et non de le remettre en cause. Le phénomène est suffisamment rare pour être souligné.

Un modèle, également, parce qu'il rassemble, dans une étroite et intime liaison, les pouvoirs publics et l'initiative privée. La ministre libérale que je suis n'y voit pas de contradiction, mais au contraire l'affirmation d'une évidence : ce n'est pas à l'Etat de se substituer aux agents économiques ou aux créateurs. Il peut, en revanche, aider à ce que chacun puisse trouver sa place et réunir les conditions propres à l'épanouissement de la création. L'Etat, du reste, joue un rôle régulateur, définit les règles, soutient la création, arbitre les conflits. Mais c'est aux entreprises et aux artistes de prendre l'initiative et

de jouer le rôle moteur. C'est, ici comme partout, de la pluralité des acteurs que dépend le succès.

Un modèle, enfin, parce que le CNC a su s'adapter à des conditions économiques et à un environnement qui s'est profondément modifié. L'essentiel, bien entendu, est, aujourd'hui comme hier, le rapport avec les médias, et principalement la télévision.

En mai dernier, au Festival de Cannes, j'avais évoqué cette question à l'occasion du colloque « Cinéma et télévision en Europe ». Il s'agissait pour moi, d'établir un constat et de définir des objectifs. Cinq mois plus tard, nous avons tenu le cap.

La loi sur la liberté de communication est, comme l'écrivait récemment l'un des représentants de la profession, une loi d'espoir pour le cinéma. Des dispositions sont précédentes dans la législation française ont en effet été prévues en faveur de la création et du cinéma. Deux d'entre elles sont significatives : à l'exception, bien entendu, des chaînes cryptées, toutes les télévisions, publiques ou privées, seront assujetties aux mêmes règles de diffusion des œuvres cinématographiques. C'est une nouveauté. Si cela avait été le cas il y a un an, le « 5 » n'aurait pu bénéficier des avantages exorbitants qui lui avaient été concédés et qui constituaient un mauvais coup pour le cinéma français. Autre disposition, celle qui prévoit que toutes les télévisions devront diffuser une part majoritaire d'œuvres d'expression originale française. C'est la première fois qu'une telle mesure figure dans la loi. Il s'agit là d'un formidable appel à la création, à la production française.

Autre souhait que j'avais formulé à Cannes et qui se trouve aujourd'hui réalisé : que les télévisions contribuent davantage au renouvellement de la création cinématographique. C'est désormais chose faite. Les télévisions, comme l'ensemble des médias (vidéo, réseaux câblés bien sûr, satellites demain), sont, aussi, de nouveaux « exploitants du cinéma ». C'est pourquoi j'ai décidé de faire bénéficier le cinéma de l'augmentation de la taxe sur les recettes des télévisions, ce qui n'était pas prévu. Selon la loi de finances pour 1986, cette taxe — qui passait à 6,5 % en 1987 — ne devait s'appliquer dans les années à venir que pour 27 % de son produit le soutien au cinéma et pour 73 % celui à l'audio-

visuel. J'ai voulu que la part consacrée au cinéma soit portée à 35 % dès 1987, ce qui signifie un « plus » de 44 millions de francs l'année prochaine, et des centaines de millions de francs supplémentaires dans les années à venir pour le cinéma.

Ce système d'aide automatique constitue la raison d'être du CNC, puisque cette aide provient directement des supports qui utilisent le cinéma comme un « produit d'appel », comme un « moyen d'audience ».

Ce système doit être généralisé et développé. Il est, de loin, préférable à toute aide directe de l'Etat. Il permet une gestion plus transparente et budgétaire. Il est juste aussi : c'est ainsi que nous avons voulu que les exploitants de salles bénéficient, d'une partie de ces nouvelles ressources, le soutien automatique à l'exploitation connaît donc en 1987 une progression de 15 millions de francs, car un film n'est vraiment un film avec un grand F que lorsqu'il connaît le succès dans la salle, à la rencontre du public, face aux spectateurs.

Un modèle, ce se reproduit. Si j'ai parlé, en commençant, de modèle à propos du CNC, c'est parce que je souhaite que la démarche originale qui fait, par son intermédiaire, que le cinéma s'aide lui-même et s'attende pas la main financière du « tout-Etat », — le souhaite que cette démarche-là efface des petites.

Si la diffusion en France des films d'outre-Atlantique a contribué, par le biais de la taxe spéciale additionnelle, au financement de la production française et à l'adaptation de l'exploitation, il peut en être de même demain pour les secteurs différents, celui de la chanson française, par exemple.

Un premier pas a été fait avec la constitution en 1986 de l'Association pour le soutien aux variétés et à la chanson, percevant le produit de la taxe parafiscale sur les spectacles de variétés et redistribuant celui-ci au travers d'un organisme géré par la profession. Cette idée avait été proposée, par voie d'amendement, il y a quatre ans par un parlementaire du PR, le sénateur Volquien, et refusée par le ministre du budget, M. Febu, avant d'être reprise en extrême en février dernier... Nous poursuivons plus avant... et, à ce propos, une baisse de la TVA sur le disque, demandée depuis longtemps et de toutes parts, ne serait-elle envisagée que si elle aboutissait, grâce à

une taxe spéciale qui viendrait le remplacer pour tout ou partie, à la constitution d'un véritable fonds de soutien à la production, à la distribution et à la diffusion de la chanson et de la musique française. Grâce à ce fonds de soutien, l'Etat interviendrait moins, mais l'efficacité serait accrue : la vente d'œuvres anglo-saxonnes, par la contribution qu'elle apporterait à la création nationale — comme c'est le cas pour le cinéma — serait bénéficiant pour elle.

Et le CNC aura alors vraiment servi de modèle...

Cinq « films concerts »

Casanova, d'Alexandre Volkoff (1927), musique composée et dirigée par Georges Delerue (quinze musiciens), 16 et 17 novembre, à 20 h 30.

Noce de F.W. Murnau (1922), partition originale de Hans Erdmann, reconstruite et dirigée par Bernard Heller (vingt-neuf musiciens). Copie prêtée par la Münchner Filmmuseum de Munich. 23 et 24 novembre, à 20 h 30.

Un chapeau de paille d'Italie, de René Clair (1927), musique composée et dirigée par Raymond Alessandri (dix musiciens), 30 novembre et 1^{er} décembre, à 20 h 30.

Le Brasier ardent, d'Ivan Mosjoukine (1923), musique improvisée et interprétée par Jacques Chaperon sur orgue Allen. 7 et 8 décembre, à 20 h 30.

Les Vampires, de Louis Feuillade (1915-1916, dix épisodes), musique improvisée et interprétée au piano par Alain Moget. 14 décembre (première partie), 15 décembre (2^e partie).

★ Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 75116 Paris. Tél. 47-81-15. Location quatorze jours à l'avance. Entrée : 50 F. Abonnement aux six séances : 180 F.

Comédie Française

novembre 86 en alternance

SHAKESPEARE

LE SONGE D'UNE NUIT D'ÉTÉ

Mise en scène de Jorge LAVELLI
les 1^{er}, 4, 6, 9, 14, 16, 22, 24, 27 novembre à 20 h 30
les 2 et 12 novembre à 14 h

BECCOUE

LA PARISIENNE et VEUVÉ

Mise en scène de Paul VECCHIALI
les 11, 13, 15, 18, 21, 23, 30 novembre à 20 h 30
le 23 novembre à 14 h 30

TIRÉ DE L'ANCIEN TESTAMENT

LE CANTIQUE DES CANTIQUES

Réalisation de Jacques DESTOOP
les 29 novembre, 3 et 5 décembre à 20 h 30

MOULÈRE

LE BOURGEOIS GENTILHOMME

Mise en scène de Jean-Luc BOUTTE
les 2, 7, 12, 20, 23, 25, 28 novembre à 20 h 30
les 5, 9, 16, 30 novembre à 14 h 30

LOCATION **40150015** (11h à 18h)
RESERVATIONS **40150000** (24h sur 24)

Représentations « Ouvrées » : UNE LOCATION FACILITÉE

le samedi 22 novembre à 20 h 30 : le dimanche 30 novembre à 14 h 30 :
LE SONGE D'UNE NUIT D'ÉTÉ LE BOURGEOIS GENTILHOMME

BULLETIN DE LOCATION FACILITÉE

NOM _____

PRÉNOM _____

ADRESSE _____

TÉL. _____

Pour LE BOURGEOIS GENTILHOMME
je souhaite réserver _____ places
à ☐ 165 F ☐ 110 F ☐ 75 F ☐ 65 F
le sam. 11 oct. à 20 h 30 _____ h _____

Pour LES AUTRES REPRÉSENTATIONS
Titre du spectacle _____
je souhaite réserver _____ places
à ☐ 120 F ☐ 70 F ☐ 48 F ☐ 40 F
le _____ h _____

Ci-joint un règlement de _____ F
et une ENVELOPPE TIMBRÉE.

Les demandes seront traitées dans l'ordre d'arrivée
et dans la limite des places disponibles.
Bulletin à renvoyer au moins deux semaines avant la date
de la représentation choisie à :
COMÉDIE FRANÇAISE - LOCATION BP 266
75021 PARIS CEDEX 01

Comédie Française

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-matin. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre des films expriment notre appréciation : □ A éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 29 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 **Série noire** : Le grand mémo. D'après le roman d'A.D.G., réal. Jacques Erard. Avec Jacques Denis, Paul Leski, Alexandra Lorka, Gilette Gervais, Jean Benguigui. (Rediff.)
Un étrange voyageur, qui recueille une petite fille rescapée d'un accident, trois louchards qui jouent du flingue, deux tueurs qui mettent la région à feu et à sang : un journaliste qui se lance dans l'aventure, tels sont les principaux acteurs de cette histoire violente et folle, conduite à un rythme haletant.
22 h Documentaire : Voyage au bout de la vie. Troisième partie : Naître à la mort. Avec la participation du docteur Elisabeth Kubler-Ross et du docteur Bernard Ferry, gynécologue-chirurgien.
Ce troisième volet de la remarquable enquête de Marc Horvitz et Bernard Ferry propose de regarder la mort non comme une fin, mais comme un commencement, une nouvelle naissance.
23 h Journal.
23 h 15 **C'est à lire**.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 **Téléfilm** : Vous êtes avec moi Victoria. Scénario : Claude Barma et Jacques Robert; réalisation : Claude Barma. Avec Ladané Mikail, Jean Sorel, Jean-Pierre Cassel, Blanche Agnès, Monique Chomette, Jean Topart.
Une mission locale sur une île, un soir d'orage. Un collectionneur fuit le retour de son tableau préféré, qui lui avait été volé. Mais cette toile va provoquer de terribles drames.
22 h 50 Journal.
23 h 05 **Tennis** : Open de Paris à Bercy.
0 h 40 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 **Variétés** : Show MTV Video Music Awards. A l'ampthéâtre d'Orsay de Los Angeles et au Palladium de New-York.
Avec Tina Turner, Whitney Houston, Mr. Mister, Dina Shore, Robert Palmer, David Bowie, Mick Jagger.
21 h 55 **Magazine** : Thalassa. 25 ans à l'honneur de l'Atlantique.

22 h 45 Journal.
23 h 15 **Magazine** : Para-choix.
23 h 40 **Prélude à la nuit**. Concert UNESCO. Suite populaire espagnole, de Manuel de Falla.

CANAL PLUS

20 h 30, les **Triplets** : 21 h, **classe** : Vesta n. (film dramatique biographique de Yves Jeangard (1981) avec Karel Kleck, Oliver Reed, Nicol Williamson, Sarah Miles; 22 h 25, **Flash d'informations**; 22 h 40, **classe** : Pour une poignée de dollars n. western italo-allemand de Bob Robertson (1964), avec Clint Eastwood, Marianna Koc, Joe Egan, Wolfgang Lukachy; 0 h 18, **classe** : Liste noire n. film policier d'Alain Bonnot (1984) avec Annie Girardot, François Marthout, Bernard Blier; 1 h 48, **série** : Ravélie; 2 h 30, **Vidéoparc**.
LA 5
20 h 30, **Les grands films de petit écran** : Chroniques policières, 1^{re} partie; 22 h 10, **Inspector Derrick**; 23 h 15, **Supercop**; 0 h 5, **Chroniques policières**, 1^{re} partie; 1 h 50, **Inspector Derrick**.

TV 6

20 h 10, **Séries**, émission de Gérard Jourdain sur les années 60.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 **Antipodes** : Le III^e Festival de la francophonie à Lima.
21 h 30 **Musique** : Polonoises. Kierkegaard et la musique, avec la participation de Jacques Colette, philosophe.
22 h 30 **Nuits magiques**. La nuit et le moment, chroniques et entretiens avec Jean-François Bory. Sur le vif : le dernier des peuples oubliés, les Asyro-Chaldéens.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 **Concert** (donné au Centre des congrès de Baden) en hommage à Franz Liszt. Concerto pour piano et orchestre, de Dvorák; Danse Symphonique, de Liszt, par les chœurs et l'orchestre de la Radio-Télévision hongroise, dir. Antal Dorati; chef des chœurs : Ferenc Szeged; soliste : Leo van Alpshéim, piano.
23 h **Les séries de France-Musique**. A 23.00, Jazz-Club en direct du Petit Opéra à Paris.

Jeudi 30 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

16 h 15 **Variétés** : Show 1000.
Emission de Jean Chatel.
Avec Marc Lavoine, Alice Sapritch, le groupe **Prêt-à-porter**, Céline Dion.
17 h 25 **Série** : **M-60S** (6^e et fin).
18 h 25 **Mélojournal**, pour les jeunes.
De Patrice Drevet.
19 h 40 **La vie des Botas**.
20 h 10 **Feuilleton** : Santa Barbara.
19 h 40 **Coorincooboy**.
Invité : Samantha Fox.
20 h 00 Journal.
21 h 30 **Série** : **Columbo**.
Tout n'est qu'illusion. Avec Peter Falk, Jack Cassidy... Pendant son numéro de magie, un illusionniste commet un meurtre. Son alibi semble solide. Mais le détective Colombo saura-t-il trouver les indices qui mettent en évidence sa culpabilité?
21 h 50 **Magazine** : Infovision.
Emission d'Alain Demers, Roger Fir, Maurice Albert, Jacques Decourty et Bernard Leina.
Au sommaire : Prisonniers privés, le modèle américain de Jean-Pierre Morel et Gilbert Mercier; Que reste-t-il des centres ? de Catherine Nay et Bruno Fuchs; Les victimes des attentats, de Marine Jacquemin.
23 h 15 Journal.
23 h 20 **C'est à lire**.
Léon Parrot reçoit François Wagner pour Madame Ricaman.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

16 h 56 **C'est encore mieux l'après-midi**.
Présenté par Christophe Duchavanne.
Avec Julie Fournier, Bamboo, Pierre Repest, Ammerickx, Philippe Leroy-Bottin, Pierre-Loup Rajot, Christine Ockan, Gildas Fervé, Marion Kaplan.
17 h 30 **Open de Paris à Bercy**.
19 h 40 **Expression directe**.
GAN: FN; GS: UC.
20 h 00 Journal.
20 h 30 **D'accord, pas d'accord**.
21 h 35 **Cinéma** : **Hobnob**.
Film français d'Edouard Molinaro (1969). Avec Louis de Funès, Claude Genta, Olivier de Funès, Paul Préboist, Michel Lonsdale.
21 h 55 Journal.
22 h 10 **Tennis** : Open de Paris à Bercy.
0 h 35 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

16 h 00 **Documentaire** : Architecture et géographie au sud.
17 h 00 **Feuilleton** : Les secrets de la mer Rouge.
17 h 30 **Série** : **Huckleberry Finn** et Tom Sawyer.
17 h 55 **Croquis**.
19 h 00 **Le 13-20 de l'information**.
19 h 15 **Actualités régionales**.
19 h 55 **Dessin animé** : Les entrecatchés.
20 h 04 **Les jeux à Taronas**.
20 h 30 **D'accord, pas d'accord**.
21 h 35 **Cinéma** : **La quatrième dimension**.
Un hommage de quatre réalisateurs célèbres, tenté par le fantastique et la science-fiction, à une série télévisée des années 60. Angoisse et réflexion morale, pour tous les goûts.

22 h 20 Journal.
22 h 50 **Documentaire** : Kal ou l'Inde ravivée. (3 volets).
23 h 45 **Prélude à la nuit**.

CANAL PLUS

14 h, **classe** : Le feu de guerre n. film dramatique franco-italien de Dino Ris (1985) avec Charles Berling, Bernard Blier, Fabio Testi; 15 h 50, **classe** : La femme. Blase n. film dramatique américain de Paul Mazursky (1977) avec Jill Clayburgh, Alan Bates, Michael Murphy; 17 h 30, **classe** : 18 h, **Flash d'informations**; 18 h 45, **classe** : 18 h 15, **Les affaires sont les affaires**; 18 h 45, **Top 50**; 19 h 15, **Zénith**; 19 h 55, **Flash d'informations**; 20 h 05, **Starlight**; 20 h 30, **Les triplets**; 20 h 35, **classe** : **Rebelle**, **Rebelle** (ou la vie d'artiste) n. film dramatique américain de Robert Ellis Miller (1964), avec Tom Curt, Kelly McGillis, Robert Eliason; 22 h 18, **Flash d'informations**; 22 h 20, **classe** : **Halloween 2**, film d'épouvante américain de Dick Rosenthal (1981) avec Jamie Lee Curtis, Donald Pleasence, Charles Cyphers; 23 h 30, **classe** : **Mythes sur le vol 562**, film américain de George McCann (1975) avec Ralph Bellamy, Polly Bergen, Theodore Bikel; 1 h 20, **classe** : **Un mari peut en cacher un autre**.

LA 5

14 h 50, **Chroniques policières**, 1^{re} partie; 15 h 35, **Inspector Derrick**; 16 h 35, **Janie**; 17 h 25, **Shérif**, **face-à-face**; 18 h 20, **Chips**; 19 h 10, **Happy days**; 19 h 35, **Star Trek**; 20 h 30, **Les grands films de petit écran** : **Chroniques policières**, 2^e partie; 22 h 15, **Les Grands**; 23 h 05, **Supercop**; 23 h 55, **Chroniques policières**, 2^e partie; 1 h 40, **Les Grands**.

TV 6

14 h, **Tout 6**; 17 h, **Système 6**; 18 h 30, **NBJ 6**; 19 h 20, **feuilleton** : **Le temps des copains**; 19 h 30, **série** : **Max la menace**; 20 h 10, **classe** : **Crisis Creek** (premier volet) n. m. m. film de Robert Siodmak (1949). **A Los Angeles**, un homme retrouve son ancienne femme mariée à un gangster. Il l'aime toujours et cherche à la reprendre. Très grand film noir avec récit par retour en arrière, violent hold-up, atmosphère de passion et de fatalité engendrant un couple. **Superbe interprétation. Indéfini à la télévision**; 22 h, **6 Tois**.

FRANCE-CULTURE

20 h 30, **Les beaux inconnus**. Poètes oubliés des siècles et dix-septième siècle : Verquin Philou.
21 h 30 **Musique** : Sports et divertissements. Mélodrame d'Érik Satie, enregistré au Théâtre 14.
22 h 30 **Nuits magiques**. La nuit et le moment : Chroniques et entretiens avec Francis Paudras; Artois.

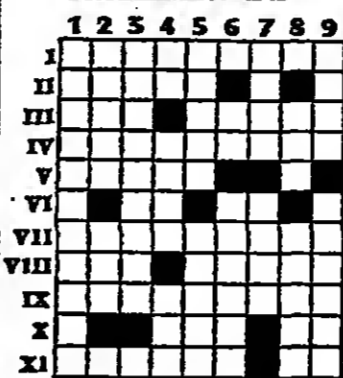
FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 **Concert** (donné le 3 janvier 1986) en hommage à Franz Liszt. Douze études pour piano, op. 1; **Guerres** pour chœur d'hommes, par le chœur d'hommes de l'Ensemble de l'Armée populaire hongroise, dir. Istvan Zambó, avec Erika Lux, piano.
23 h 00 **Les séries de France-Musique**. Le bon, le gris et les autres. Avec des œuvres de Germain, Forté, Satie, Stravinski, Weber; à 1.00, Histoire d'une corne; à 2.00, Panorama des intégrales en français.

Informations « services »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4345



HORIZONTALEMENT

1. A l'habitude de parler cru. — II. Mots de reconnaissance. — III. Base de canon. Point culminant. — IV. Ne peuvent être que mal vues par des gens qui regardent. — V. Sortis. — VI. Le chemin de la mine. Article étranger. — VII. Homme des bois. — VIII. Cr. Acte d'autorité. — IX. Palais de vue croisée. — X. Ne conviendrait pas. Proposition. — XI. Penser à mal en pensant au bien. Paire de jumelles.

VERTICALEMENT

1. Adresse paracramelle. — 2. Une famille qui a sûrement sa brèche galeuse. Langue ancienne. — 3. Vieux musicien. — 4. Poussé. Mobilisation générale. Sans motif. — 5. Grand luxe. Fait voir double. — 6. « Régime » minimum. Un bon point d'appui pour monter. — 7. Héronne espagnole. Point d'émigration. — 8. Adverbe. Dans la Mayenne. — 9. Entrant dans la composition de certains pâtés. Embrasse ou embrasse.

Solution du problème n° 4344

Horizontalement
1. Ramadane. — II. Aparté. En. — III. Vent. — IV. L'ainé. — V. So. Pitti. — VI. Elze. — VII. Ecu. Li. Et. — VIII. Max. — IX. El. Ait. — X. Nanase. — XI. Toto. Ost.
Verticalement
1. Ravissement. — 2. Apéro. — 3. Vanille. — 4. Arts. — 5. Ut. — 6. Défaite. — 7. Rita. — 8. Géant. — 9. Encaste. Ut.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

JEUDI 30 OCTOBRE

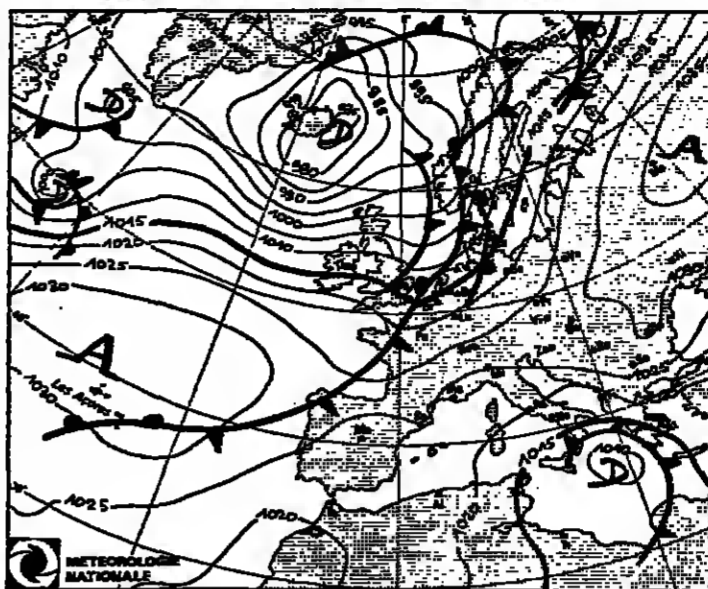
« L'Opéra et ses sous-sols », 13 h 30, hall d'entrée (M. Polver).
« Le vieux village de Montmartre », 15 heures, sortie métro Lamarck-Caulaincourt (Régence du musée).
« L'abbaye Saint-Germain-des-Prés », 14 h 30, parvis Saint-Germain-des-Prés (C. Besnier).
« Moulins et vieux village de Montmartre », 14 h 30, métro Abbesses (Les Filiales).
« Napoléon au château de Fontainebleau », 15 heures, grille château (Art pour tous).
« Hôtels et passages pittoresques du faubourg Saint-Honoré », 15 heures, parvis Madeleine (M.-Ch. Lesnier).
« La Sainte-Chapelle et son chapiteau de vitraux du XIII^e siècle », 14 h 30, bd de Palais devant grille (E. Roman).
« Interprétation alchimique de la Dame à la Licorne. Bestiaire au Moyen-Âge. Secrets techniques de la tapisserie », 15 heures, 6, place Paul-Painlevé (L. Baudier).
« La Conciergerie et la Sainte-Chapelle », 14 h 30, 1, quai de l'Horloge (Arts et curiosités de Paris).
« La somptuosité de l'Arc de triomphe », 14 h 45, angle place Trocadéro et avenue d'Eylès (V. de Laugle).
« Histoire et fonctionnement de l'Édifice des ventes », 15 heures, métro Richelieu-Drouot, sous Horloge (M. Ragnaud).
« Le XVIII^e siècle français au musée Nissim de Camondo », 10 heures, entrée musée.
« La crypte archéologique de Notre-Dame et Notre-Dame », 14 heures, entrée crypte (Paris Passion).

CONFÉRENCES

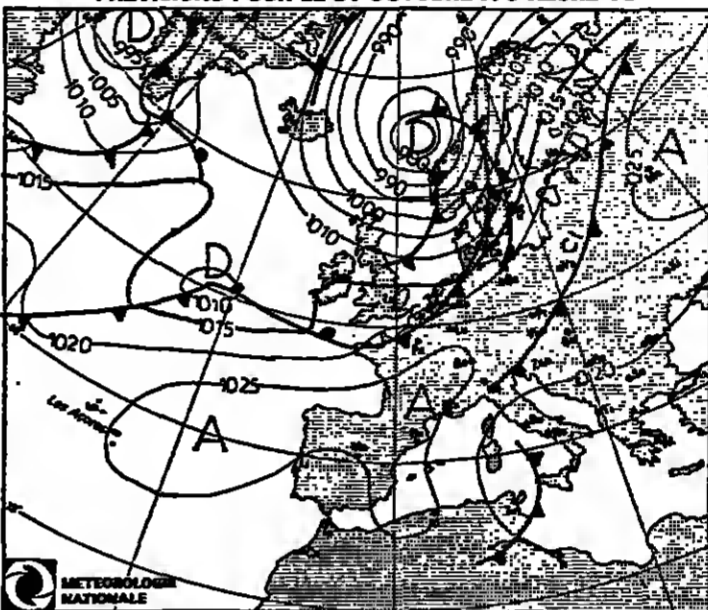
9, rue Pierre-Nicolas, à 20 h 30 : « Gagner la paix en disparaissant : prise de conscience d'une nouvelle solidarité planétaire », conférence-débat avec M. P.-G. Krieger (à l'occasion de la Semaine du désarmement).
3, rue Rousselot, 17 h 30 : « Rome antique : la littérature républicaine », 19 heures : « La mobilisation paléontologique au XVIII^e siècle ».

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 29 OCTOBRE 1986 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 31 OCTOBRE À 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 29 octobre à 0 heure et le jeudi 30 octobre à 24 heures.

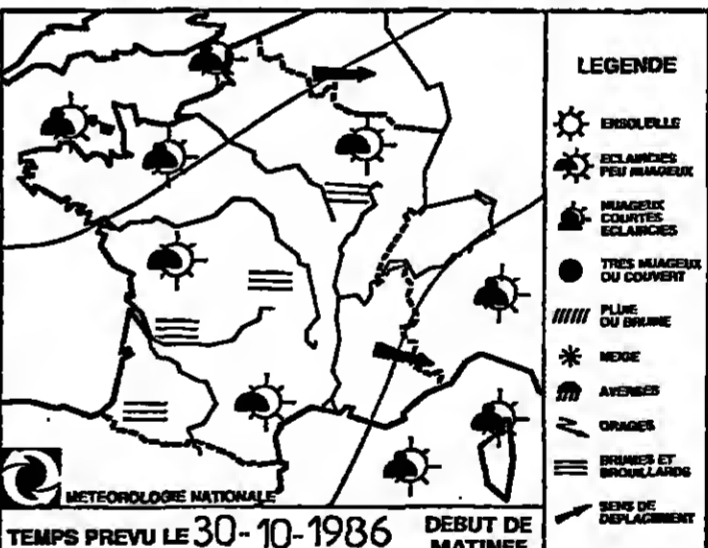
3° de nord au Massif Central et au Nord-Est avec des gelées locales. Sur le reste du pays, elles seront comprises entre 3° et 6° dans l'intérieur, entre 5° et 8° près des côtes.

Après le passage de la perturbation qui, jusque mercredi matin, la moitié sud-est du pays, le champ du pression haussait fortement et repoussait le courant perturbé atlantique sur les îles Britanniques. Toutefois, celui-ci débordait sur les régions proches de la Manche.

Après la dissipation des formations brumeuses, la journée sera très ensoleillée sur la majeure partie du pays. Toutefois, dans l'après-midi, le ciel deviendra nuageux des pays de Loire au Nord et de faibles pluies ou bruines se produiront près de la Manche. Les températures maximales iront de 13° à 18° du Nord au Sud, restant localement inférieures à 12° sur le quart nord-est.

Sur le reste du pays, des bancs de brumes et de brouillards se seront formés en fin de nuit. Il fera très frais : les températures minimales iront de 1° à 3°.

Côté vent, la tramontane et le mistral souffleront assez fort, ainsi que les vents de sud-ouest près de la Manche. Alizés, ils seront faibles.



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés

le 29-10 à 6 h TU et le 29-10-1986 à 6 h TU				le 29-10-1986 à 6 heures TU			
FRANCE				ÉTRANGER			
ALGER	20	6	D	ALGER	16	10	P
BARCELONE	20	15	P	BARCELONE	14	11	P
BELGRADE	18	12	P	BELGRADE	16	10	P
BOMBAY	28	18	P	BOMBAY	26	22	D
BREITENBURG	14	11	P	BREITENBURG	12	8	P
BUDAPESTE	14	6	D	BUDAPESTE	12	8	P
CHEN	18	8	P	CHEN	15	9	A
CHONGKING	15	9	D	CHONGKING	20	18	P
COLUMBO	22	12	P	COLUMBO	22	18	P
DARWIN	11	10	B	DARWIN	20	11	C
GENÈVE	14	5	C	GENÈVE	14	4	D
GRANDE-BRETAGNE	14	9	P	GRANDE-BRETAGNE	11	8	PC
HAÏPHONG	14	10	P	HAÏPHONG	13	10	P
LYON	14	9	C	LYON	14	8	P
MARSEILLE	19	5	N	MARSEILLE	19	9	P
MOSCOW	10	9	P	MOSCOW	30	25	D
MUMBAI	27	17	P	MUMBAI	33	17	D
NICE	20	10	D	NICE	19	16	M
PARIS-MONTREUIL	15	12	C	PARIS-MONTREUIL	12	5	N
PRAGUE	19	9	P	PRAGUE	16	12	C
REIMS	14	6	C	REIMS	16	12	P
ROMA	17	6	P	ROMA	18	16	D
SEVILLA	13	10	C	SEVILLA	23	14	D
STANBOUR	11	5	P	STANBOUR	16	5	D
TOKYO	16	10	P	TOKYO	16	10	P
VIENNE	12	2	M	VIENNE	12	2	M

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Je fais mes courses d'un coup de baguette

Faites vos courses de votre fauteuil.

Le Monde sur Minitel
36.15 tapez : **LEMONDE**

LE MINTEL A TROUVÉ A QUI PARLER.

Chez moi, il fait la pluie et le beau temps.

La météo sur Minitel.
Météo régionale, météo marine, prévisions complètes.

Le Monde sur Minitel
36.15 tapez : **LEMONDE**

LE MINTEL A TROUVÉ A QUI PARLER.

Le Monde

ANNONCE

L'IMMOBILIER

propriétés
A vendre 40 km frontière française, dans Ardennes belges, magnifique propriété 1,8 ha, bois, étangs, 12 ch, 3 châteaux à coucher, meublé, 890.000 FF. Tél. 084-210311 Belgique.

VENDS D'IMMEUBLE
DU XVIII^e SIECLE
de village 250 habitants, près de la mer, 400 m² hab., 10 ch, 100.000 F. ou échange apt Paris, Nice, Biarritz. Agence Deville
Téléphone : (1) 45-55-61-36.

immeubles
JEAN FEUILLADE
54, rue de la République-15^e
Téléphone : 45-55-61-36
Paiement comptant 15^e arrdt
immeubles même occupés.

maisons de campagne
Près Amiens, vd ouise décalé, vaste ferme envoyée à rénover, gd chm., empl. privilégié. Belle vue, offre rare
Prix total: 320.000 F.
Téléphone : 88-20-40-74.

pavillons
HOLIDAY (78) 60 km Ouest Paris, part. vend 65 ha, belle et pavillon chasseur, 120 m², confortables, avantages fiscaux.
Tél. (1) 61-55-57-53.

échanges
Part. à part, propose échange d'un 3 p. à LEVALLOIS, m² 100, 10 ch, 100.000 F. ou échange apt Paris, Nice, Biarritz. Agence Deville
Téléphone : (1) 45-55-61-36.

appartements ventes
1^{er} arrdt
LA PLUS BELLE VUE
8 pièces sur Seine-Sud
Téléphone : 45-55-61-36

2^e arrdt
Particulier vend studio rénové à neuf, immeuble ancien, 1^{er} étage, téléphone sur sonnerie, Paris 75002
Bas prix. Réf. 80-81-40-50.

4^e arrdt
MARAIS pour célibataires
Gd studio, meublé, cuisine équipée, lav. 17^e, 1.050.000 F.
DRESSAY - 44-24-93-53.

7^e arrdt
Dans superbe hôtel part. l'opéra (410 m²), jardin privé, services, garages. P. d'été, apt unique à Paris.
Téléphone : 45-51-57-57.

11^e arrdt
BASTILLE 300 m²
DUPLIX, belle surface à aménager, 20 fenêtres, pour prof. 85.000 le m². Basse Arcade, 75005 PARIS.

14^e arrdt
DENFERT 3 p., service, p. de t. s., vue, vue, 1.150.000 F. 43-25-27-16.

15^e arrdt
M^e PLAISANCE
Belle 5 pièces dans tour immeuble standing
Belle, piscine privée

M^e DUPLEX
Belle 3 p., 1^{er} étage, asc. climatisé, 123 m² + balcon, parking
MILAN 42-94-25-16.

92 Hauts-de-Seine
Particulier vend ou loue à RUEL, apt 4 p. + cave, 200 m², 200.000 F. ou 1.200.000 F. par an. 92-93-94-95.

CENTRE ASNIERES
PRÈS GARE ET COMMERCANTS
doux revêtement, 100 m², 40.000 F. ou 400.000 F. par an. 43-25-27-16.

Province
Vds 20 km NICE, dans village, 450 m², 400.000 F. ou 4.000.000 F. par an. 43-25-27-16.

Etranger
A vendre directement du promoteur à MONTREUX (SUISSE)
dans belle résidence - appart. hôtel du STUDIO (38 m²) en 3 pièces (800 m²) meublés à partir de Sfr. 4'500.-/m²
Ecrire sous chiffre PK 89-181
ASSA Annonces Suisses s.a.
Case postale 240 - 1820 Montreux.

appartements achats
Recherche 1 à 3 p., Paris 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e, 21^e, 22^e, 23^e, 24^e, 25^e, 26^e, 27^e, 28^e, 29^e, 30^e, 31^e, 32^e, 33^e, 34^e, 35^e, 36^e, 37^e, 38^e, 39^e, 40^e, 41^e, 42^e, 43^e, 44^e, 45^e, 46^e, 47^e, 48^e, 49^e, 50^e, 51^e, 52^e, 53^e, 54^e, 55^e, 56^e, 57^e, 58^e, 59^e, 60^e, 61^e, 62^e, 63^e, 64^e, 65^e, 66^e, 67^e, 68^e, 69^e, 70^e, 71^e, 72^e, 73^e, 74^e, 75^e, 76^e, 77^e, 78^e, 79^e, 80^e, 81^e, 82^e, 83^e, 84^e, 85^e, 86^e, 87^e, 88^e, 89^e, 90^e, 91^e, 92^e, 93^e, 94^e, 95^e, 96^e, 97^e, 98^e, 99^e, 100^e.

locations non meublées offres
Paris
EMBASSY SERVICE
8, avenue de Montreuil
75008 PARIS recherche
pour clients et sociétés
APPTS DE CLASSE
pour clients et sociétés
corps diplomatique et cadres
de St-Germain-en-Laye
TEL. 45-62-78-99.

Paris
SERVICE AMBASSADE
Pour clients et sociétés
APPTS DE CLASSE
pour clients et sociétés
corps diplomatique et cadres
de St-Germain-en-Laye
TEL. 45-62-78-99.

Paris
AGENCE DE L'ETOILE
met à votre disposition ses
productions de St-Germain-en-Laye
FRANCOISE SCHUMBERGER
recherche APPTS 2 à 8 pièces
STUDIOS, Paris et environs
45-04-04-45, 10 à 18 h 30.

Paris
AGENCE DE L'ETOILE
met à votre disposition ses
productions de St-Germain-en-Laye
FRANCOISE SCHUMBERGER
recherche APPTS 2 à 8 pièces
STUDIOS, Paris et environs
45-04-04-45, 10 à 18 h 30.

Paris
AGENCE DE L'ETOILE
met à votre disposition ses
productions de St-Germain-en-Laye
FRANCOISE SCHUMBERGER
recherche APPTS 2 à 8 pièces
STUDIOS, Paris et environs
45-04-04-45, 10 à 18 h 30.

Paris
AGENCE DE L'ETOILE
met à votre disposition ses
productions de St-Germain-en-Laye
FRANCOISE SCHUMBERGER
recherche APPTS 2 à 8 pièces
STUDIOS, Paris et environs
45-04-04-45, 10 à 18 h 30.

Paris
AGENCE DE L'ETOILE
met à votre disposition ses
productions de St-Germain-en-Laye
FRANCOISE SCHUMBERGER
recherche APPTS 2 à 8 pièces
STUDIOS, Paris et environs
45-04-04-45, 10 à 18 h 30.

Paris
AGENCE DE L'ETOILE
met à votre disposition ses
productions de St-Germain-en-Laye
FRANCOISE SCHUMBERGER
recherche APPTS 2 à 8 pièces
STUDIOS, Paris et environs
45-04-04-45, 10 à 18 h 30.

Paris
AGENCE DE L'ETOILE
met à votre disposition ses
productions de St-Germain-en-Laye
FRANCOISE SCHUMBERGER
recherche APPTS 2 à 8 pièces
STUDIOS, Paris et environs
45-04-04-45, 10 à 18 h 30.

Paris
AGENCE DE L'ETOILE
met à votre disposition ses
productions de St-Germain-en-Laye
FRANCOISE SCHUMBERGER
recherche APPTS 2 à 8 pièces
STUDIOS, Paris et environs
45-04-04-45, 10 à 18 h 30.

Paris
AGENCE DE L'ETOILE
met à votre disposition ses
productions de St-Germain-en-Laye
FRANCOISE SCHUMBERGER
recherche APPTS 2 à 8 pièces
STUDIOS, Paris et environs
45-04-04-45, 10 à 18 h 30.

Paris
AGENCE DE L'ETOILE
met à votre disposition ses
productions de St-Germain-en-Laye
FRANCOISE SCHUMBERGER
recherche APPTS 2 à 8 pièces
STUDIOS, Paris et environs
45-04-04-45, 10 à 18 h 30.

Paris
AGENCE DE L'ETOILE
met à votre disposition ses
productions de St-Germain-en-Laye
FRANCOISE SCHUMBERGER
recherche APPTS 2 à 8 pièces
STUDIOS, Paris et environs
45-04-04-45, 10 à 18 h 30.

Paris
AGENCE DE L'ETOILE
met à votre disposition ses
productions de St-Germain-en-Laye
FRANCOISE SCHUMBERGER
recherche APPTS 2 à 8 pièces
STUDIOS, Paris et environs
45-04-04-45, 10 à 18 h 30.

Paris
AGENCE DE L'ETOILE
met à votre disposition ses
productions de St-Germain-en-Laye
FRANCOISE SCHUMBERGER
recherche APPTS 2 à 8 pièces
STUDIOS, Paris et environs
45-04-04-45, 10 à 18 h 30.

Paris
AGENCE DE L'ETOILE
met à votre disposition ses
productions de St-Germain-en-Laye
FRANCOISE SCHUMBERGER
recherche APPTS 2 à 8 pièces
STUDIOS, Paris et environs
45-04-04-45, 10 à 18 h 30.

Paris
AGENCE DE L'ETOILE
met à votre disposition ses
productions de St-Germain-en-Laye
FRANCOISE SCHUMBERGER
recherche APPTS 2 à 8 pièces
STUDIOS, Paris et environs
45-04-04-45, 10 à 18 h 30.

Paris
AGENCE DE L'ETOILE
met à votre disposition ses
productions de St-Germain-en-Laye
FRANCOISE SCHUMBERGER
recherche APPTS 2 à 8 pièces
STUDIOS, Paris et environs
45-04-04-45, 10 à 18 h 30.

Paris
AGENCE DE L'ETOILE
met à votre disposition ses
productions de St-Germain-en-Laye
FRANCOISE SCHUMBERGER
recherche APPTS 2 à 8 pièces
STUDIOS, Paris et environs
45-04-04-45, 10 à 18 h 30.

Paris
AGENCE DE L'ETOILE
met à votre disposition ses
productions de St-Germain-en-Laye
FRANCOISE SCHUMBERGER
recherche APPTS 2 à 8 pièces
STUDIOS, Paris et environs
45-04-04-45, 10 à 18 h 30.

Médecine

La firme Wellcome est accusée de freiner la diffusion d'un médicament efficace contre le SIDA

Plusieurs médecins français spécialistes dans la prise en charge de malades atteints du SIDA ont publiquement accusé, le lundi 27 octobre à Paris, la multinationale pharmaceutique Wellcome de ne pas leur fournir assez d'AZT, un nouveau médicament contre le SIDA. Ce médicament, l'azidothymidine, ou AZT, est, depuis peu, largement prescrit aux Etats-Unis, où il n'est plus considéré comme un produit en expérimentation, mais comme une molécule véritablement efficace contre cette maladie (le Monde daté 21 et 22 septembre 1986).

Aux yeux de plusieurs milliers de malades américains vus traités avec ce produit, la firme Wellcome a décidé que les pays européens ne pourraient bénéficier de ce médicament que dans le cadre d'une expérimentation sur 250 malades, dont seulement 60 en France. Seuls quatre services hospitaliers français pourront disposer d'AZT. « Il s'agit là d'une situation choquante », ont déclaré plusieurs médecins français lors d'une réunion présidée par M. Jean Choussat, directeur général de l'Assistance publique de Paris.

L'AZT est expérimenté depuis un an aux Etats-Unis. Les premiers résultats ont été publiés en mars dernier à partir d'une étude sur 19 malades. Rompant avec les habitudes thérapeutiques, les autorités américaines ont décidé de permettre son utilisation avant les conclusions

définitives d'une étude qui regroupait un nombre plus important de malades. La Food and Drug Administration (FDA) devrait d'ailleurs donner une autorisation officielle de mise sur le marché de l'AZT en janvier prochain. Si les spécialistes soulignent toutefois que l'AZT n'est pas une panacée et que cette molécule peut avoir de sérieux effets secondaires et si de nombreuses questions restent par ailleurs en suspens, concernant notamment son efficacité (et sa toxicité) à long terme, « il est cependant clair aujourd'hui, résume le docteur Jean-Baptiste Brunet (direction générale de la santé) que l'AZT est le premier produit à démontrer une efficacité dans le SIDA ».

C'est pourquoi, au-delà du domaine de l'AZT dans l'arsenal thérapeutique contre le SIDA (se place comme médicament préventif chez les personnes souffrant d'un pré-SIDA, les spécialistes français acceptent difficilement de ne pouvoir ni prescrire ce produit ni en étudier sur un plus grand nombre de malades les effets. « Nous sommes très tristes de ne pas avoir plus de médicament, a notamment déclaré le professeur Condamine (hôpital Claude-Bernard, Paris) ; les Belges, les Suisses ou les Anglais disposeront proportionnellement de plus de produit que nous. La branche française de Wellcome n'est pas en cause, mais nous sommes manifestement dans le collimateur de cette firme anglo-saxonne ».

Pour le professeur Maxime Seligmann (hôpital Saint-Louis), il s'agit

plutôt d'un conflit opposant l'Europe aux Etats-Unis. « Seuls 250 malades ont été retenus dans le protocole thérapeutique européen, a-t-il déclaré, alors qu'aux Etats-Unis des milliers de malades pourraient être traités et que tout docteur en médecine pourra en pratique le prescrire. » « Je pense que les Américains ont un mauvais souvenir de ce qui s'est passé il y a quelques temps avec un autre produit en expérimentation contre le SIDA, l'HPA 23. Des malades américains étaient venus se faire soigner à Paris, ça n'a pas plu », estime le professeur Marc Genitelli (hôpital de la Pitié-Salpêtrière).

« Il n'y a bien évidemment de notre part aucune réticence de produit, nous a déclaré M. Jean-Pierre Mangot, président-directeur général de Wellcome-France. Mais, tout simplement, il n'y a pas assez de produit. Nous disposons de toutes les sources mondiales de synthèse du produit de base pour la fabrication de l'AZT, mais les choses sont allées très vite, et les stocks ne permettent pas actuellement d'avoir les quantités nécessaires. Compte tenu de cette situation, il est normal que le pays qui a lancé et participé financièrement à l'étude du médicament soit favorisé par rapport aux autres. Nous sommes toutefois en contact avec les autorités françaises et l'enregistrement officiel de l'AZT en France devrait pouvoir suivre de peu l'autorisation de la FDA aux Etats-Unis ».

JEAN-YVES NAU.

Le Carnet du Monde

Naissances
- M. et M^{me} Gérard ERRERA, Philippe et Emmanuelle, ont la joie de faire part de la naissance de Alexandre.
Paris, le 23 octobre 1986.

Décès
- M^{me} Georges APPIA, née Thérèse de Billy, s'est endormie dans la paix du Seigneur, en son domicile, le 21 octobre 1986, dans sa quatre-vingt-onzième année. Un service religieux a eu lieu au temple de Neuilly-sur-Seine, le 25 octobre. De la part de M. Georges Appia, son époux, M. et M^{me} Daniel Appia, M^{me} Jacqueline Schumberger, le docteur et M^{me} Olivier Appia et leurs enfants.

89, rue de Longchamp, Neuilly-sur-Seine.
- M^{me} Max Lavi, ses enfants et sa famille, ont la douleur de faire part du décès de M. Max LAERI, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 28 octobre 1986, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques auront lieu le vendredi 31 octobre, à 10 h 30, en l'église de Calvi (Cantal), dans l'intimité. Ni fleurs ni couronnes. Cet avis tient lieu de faire-part. 199, rue Saint-Charles, 75015 Paris.

- M. Simon Perelmutter, son épouse, M^{me} Séphora et Richard Perelmutter, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de M^{me} Jacqueline PERELMUTER, née Lereak, survenu le 27 octobre 1986.

Les obsèques auront lieu au cimetière parisien de Pantin (entrée principale), le jeudi 30 octobre, à 13 h 30. Cet avis tient lieu de faire-part. 16, avenue Pierre-I^{er}-de-Sorbie, 75116 Paris.

- M^{me} Rolande Finsembert-Colombo, M. Jérôme Finsembert, M. et M^{me} Roger Finsembert et leur famille, ont la douleur de faire part de la disparition brutale de M. Bernard PINSEMERT.

La levée du corps aura lieu le jeudi 30 octobre 1986, à 14 heures, à l'Institut médico-légal, 2, place Mazas, à Paris-12^e. Les obsèques seront célébrées en

l'église de Villennes-sur-Seine (Yvelines), le même jour, à 15 h 45. Le présent avis tient lieu de faire-part. 2, rue Calmeil, 75018 Paris.

- M^{me} Odile Simon-Kraft, née Pelt Simon, et son fils, Jean-Philippe, M. et M^{me} David Hinders-Simon, M. Rami Simon et ses enfants, Anne-Caroline, Marie-Marguerite et Elise, M. et M^{me} Georges Teramian-Simon et leurs enfants, Marc, Pierre et Marion, Les familles Simon, Kraft, Kieffer, Gao, Léonard, Bichevsky, ont la profonde douleur de faire part de la disparition de

M. Marcel SIMON, professeur à l'université de Strasbourg, en retraite, membre de l'Institut, membre de l'Académie norvégienne des sciences, maître correspondant de l'Académie britannique, doyen honoraire de la faculté des lettres de Strasbourg, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre du Mérite, commandeur des Palmes académiques, croix de guerre 1939-1945.

leur cher époux, père, beau-père, grand-père, frère, beau-frère, cousin et parent, décédé à Strasbourg, le 26 octobre 1986, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

Les obsèques auront lieu le vendredi 31 octobre, à 10 h 30, en la chapelle du couvent des dominicains, 44, rue de l'Université, où l'on se réunira. 27, quai Zola, 67000 Strasbourg.

- Le secrétaire perpétuel, Le bureau et les membres de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, ont le regret d'annoncer le décès, survenu le 26 octobre 1986 à Strasbourg, de

M. Marcel SIMON, doyen honoraire de la faculté des lettres de Strasbourg, membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, membre de l'Académie norvégienne des sciences et des lettres, docteur honoris causa des universités de Lancaster, Liège et Uppsala, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite, commandeur des Palmes académiques, croix de guerre 1939-1945.

- Guenda, sa femme, Et tous ses amis, ont le profond chagrin d'annoncer le décès de Jack SUTTON, ingénieur au CEN Saclay, survenu le 25 octobre 1986, à l'âge de soixante-sept ans. Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

- Yvonne HAGNAUER, « Gofinal », fondatrice de la Maison d'enfants de Sévres, chevalier de la Légion d'honneur, commandeur dans l'Ordre des Palmes académiques, titulaire de la médaille des Justes d'Israël, ont la douleur de faire part de la mort de

Que toutes les anciennes, les anciens et amis se souviennent.

- Dans la nuit du 29 au 30 octobre 1982, Dieu rappelle à Lui le Père Marcel MINGAM. « Pains rompus pour un monde nouveau ».

Sa famille et ses amis se souviennent. « Celui qui croit en Moi, j'ai-il mort, vivra » (Saint Jean.)

Solidarité
- Descende aux enfers, film de Francis Girod, avec Claude Brasseur et Sophie Marceau, sera présenté en avant-première, le vendredi 31 octobre, à 20 heures et 22 heures, au Club de l'Etoile, 14, rue Troyon, à Paris-17^e (métro Charles-de-Gaulle-Etoile), au bénéfice d'Accueil et Vie, association d'aide sur place à l'enfance du tiers-monde et d'adoption internationale. Prix des places : 40 F.

Le Monde

CADRES

Le Conseil Régional d'Aquitaine
recrute

LE RESPONSABLE DE SON CENTRE INFORMATIQUE
Chargé de la direction de l'équipe d'exploitation (matériel BULL Mini 6, réseau de terminaux) - Et de l'évolution du service vers le développement d'applications de gestion. Connaissant bien GECOS 6. Le poste est immédiatement disponible.

Adresser avant le 10 novembre, lettre manuscrite et C.V. à M. le Secrétaire Général - Conseil Régional d'Aquitaine 24, rue Esprit-des-Lois - 33077 Bordeaux Cedex.

formation professionnelle
STAGES FORMATION ET INSERTION PROFESSIONNELLE
Organisés par Direction Architecture et Urbanisme (à compter de 1^{er} décembre 86 pour 12 mois) sur HABITAT DANS LA VILLE DES PERSONNES AGÉES ET/OU HANDICAPEES

Escr. avant le 12 novembre 86 manuscrite et expérience jointe C.V., 3 dernières feuilles de notes ou justificatif inscription Secrétariat Social, 67 MENIS 2, rue Auguste-Comte - BP 47 82173 VANVES CEDEX.

travail à domicile
Et univers, recherche travaux manuscrite à domicile. Ecrire sous le n° 8.824 LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montesson, Paris-7^e.

DEMANDES D'EMPLOIS
DU 30/03 au 30/06/87 J.F. 20 ans cherche STAGE

SECRÉTAIRE (Anglais, espagnol) pour 2 années B.T.S. Opération : Traitement de texte Téléphone : 45-27-78-90.

J.F. cherche emploi secteur STENOACTIVO Paris ou banlieue Sud Téléphone : 68-24-77-78.

Années de maîtrise (L.F.) diplôme DEA + maîtrise Canada 23 ans recherche emploi cadre Activités offshore maritimes Itinéraires et portuaires Accroche stages : DELMAS VIEUX-OFFSHORE Centre à V. 87000 ROCHELOUE Rte de St-Jean, 25790 ROCHELOUE Téléphone : (1) 78-04-80-89.

capitax propositions commerciales
PLACEMENTS
INTERETS 18 %. Garanties sur immeubles. 43-58-77-53.

ACHAT BIJOUX OR, BRILLANTS
Anciens, modernes, argentés PÉRONO, bd des Hautes Orléans, 4, Châteaufort-Antio Ecole 27, av. Victor-Hugo Verten. Occasions. Echange. Références de Paris pas cher.

Détectives
FILATURES, ENQUÊTES
les tribunaux. 30-40-60-28.

Moquettes
A saisir **MOQUETTE 100 % PURE LAINE**
Prix posée : 99 F/m² Téléphone : 48-58-81-12.

automobiles
de 12 à 16 C.V.
A vendre CX 25 Turbo D 83.000 km, argus 84, 129 500 F. Taux 2000 F. ou 20.000 F. (1) 89-59-01-17.

deux-roues
A vendre Honda CB 125 T - 7.000 F Téléphone : 38-79-58-04.

Stages
File collab. journal Et au C.L.C.F. cherche stages scripte Ecrire sous le n° 8.824 LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montesson, Paris-7^e.

Vacances
Tourisme
Loisirs

LA PLAGNE
(1.950 mètres)
A louer : du 18 au 24 janvier 1987 STUDIO 3 personnes, tout confort, balcon plein Sud, pied des pistes. Galerie marchande et climatisée à proximité.

Prix : 1.100 F
TEL : 43-31-70-53 (19 heures à 12 heures) Se voir à partir de 19 h 30.

SKI DE FOND HAUT-JURA
Yves et Liliane vous accueillent de ancienne ferme de XVIII^e, confort, aréographes, climas avec salle de bains. Table d'hôte, cuisine régionale, pain maison fait au feu de bois, accueil 12 pers. Ambiance sympa. Tarif : de 1950 F à 2.950 F sem./pers. selon période, 2 compris, pension, vin, matériel ski de fond, accompagnement. Tél. 61-59-12-51.

BIJOUX
ACHAT BIJOUX OR, BRILLANTS
Anciens, modernes, argentés PÉRONO, bd des Hautes Orléans, 4, Châteaufort-Antio Ecole 27, av. Victor-Hugo Verten. Occasions. Echange. Références de Paris pas cher.

Locations
DOMICILIAISON DEPUIS 50 F/MOS RUE D'ENFER 43-40-62 OU PARIS-12^e : 43-40-62-50. CONSTITUT. SAIL 2.000 F/H.T.

Votre adresse commerciale ou **SIÈGE SOCIAL**
bureau, secrétaire, sécr. **CONSTITUTION STES**
Prix compétitifs. Délais rapides **ASPAC 42-53-60-50 +**

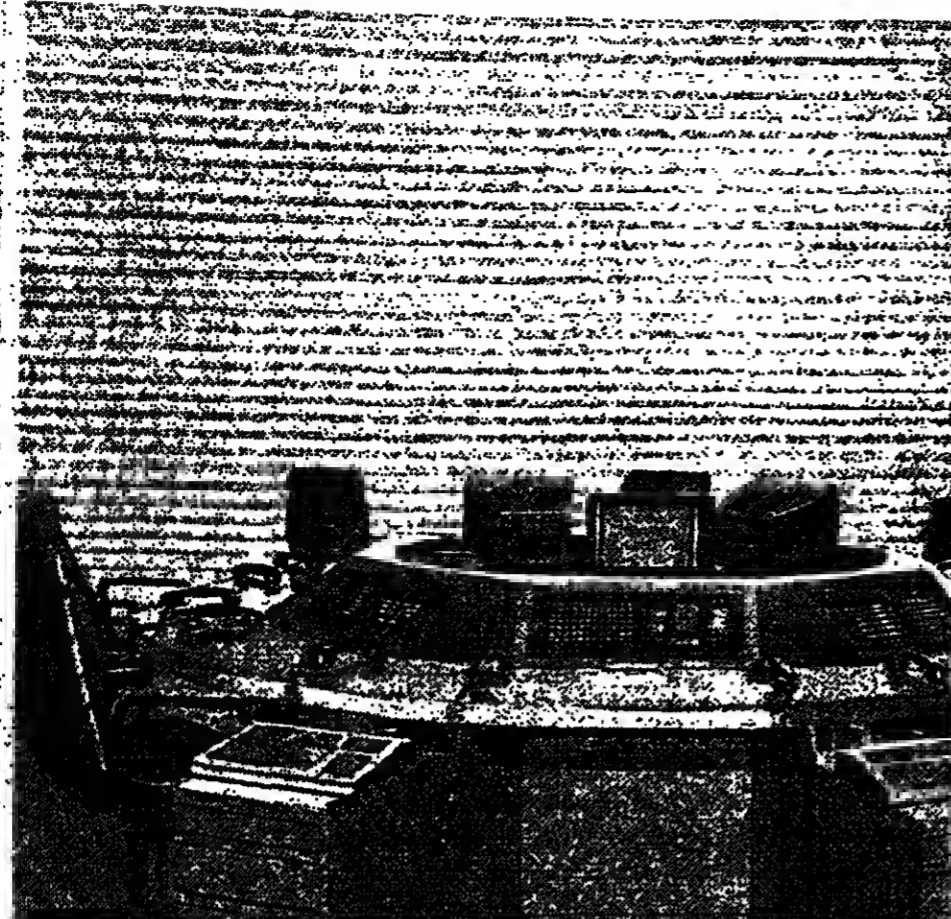
SIÈGE SOCIAL
Secrétariat + bureau neuf Démarches R.C. et R.M. **SYDEC SERVICES**
Champs-Élysées 47-23-55-47 NATION : 43-41-81-81.

VOTRE SIÈGE SOCIAL, OMCILATIONS
SARL - RC - RM Constitution de Sociétés Démarches et tous services Permanence téléphonique **43-55-17-50.**

DOMICIL. CCIALE 8^e TELEPERMANENCE
Travaux secrétariat, bureau heures. 1/2 journée et journée **AGECO 42-94-95-28** (STATIONNEMENT AISE).

LILLE - PLEIN CENTRE BUREAUX ET SECRÉTARIAT A LOUER A LA JOURNÉE SOCIÉTÉ PROCONSIL
TEL : 20-57-83-95.

مكتبة العالم



PROFESSION : GESTIONNAIRE

Pour répondre au développement important des actifs dont la gestion lui est confiée, FIMAGEST a d'emblée créé 5 nouvelles Sicav. Cet ensemble recouvre tous les secteurs de la gestion des valeurs mobilières (obligations, actions...) ainsi que l'éventail des techniques correspondantes (Matif, instruments de marché monétaire...).

FIMASÉCURITÉ : Sicav de court terme (rémérés), ouverte au public le 21 août 1986.

FIMAGARANTIE : Sicav de court terme (rémérés) de première catégorie, ouverte au public le 11 septembre 1986.

FIMACROISSANCE : Sicav diversifiée d'actions, présidée par M. Jacques FOURNIER, Vice-Président Directeur Général de Carrefour, gérée par M. Alain GUILLOU, responsable à FIMAGEST du Département Actions Françaises et Étrangères. Ouverte au public le 21 octobre 1986.

FIMARENTE : Sicav d'obligations de première catégorie, présidée par M. Jean REBOUL, Directeur délégué de Gaz de France, gérée par M. Michel LACOMME, responsable à FIMAGEST du Département Obligations Françaises. Ouverte au public le 21 octobre 1986.

FIMOBLIG : Sicav diversifiée d'obligations, présidée par M. Marc WISZNIAC, Directeur Général Adjoint de FIMAGEST, gérée par M. Patrick RIVIÈRE, responsable à FIMAGEST de la Gestion des Investissements Obligataires. Ouverte au public le 21 octobre 1986.

Ces 5 Sicav, à objectifs différenciés et à faibles droits d'entrée (nuls pour les Sicav de rémérés), représentent à ce jour un actif géré supérieur à 1500 MF apportés par de grands investisseurs de la place. Ils s'ajoutent aux 8500 MF d'actifs des 7 Sicav et 11 Fonds Communs de Placements gérés par FIMAGEST pour le compte de tiers (banques, établissements financiers, compagnies d'assurance, agents de change, ...).

Tous renseignements complémentaires concernant ces 5 nouvelles Sicav peuvent être obtenus sur simple demande adressée à FIMAGEST.



149, bd Haussmann - 75008 PARIS - Tél. : 42 89 00 65.

Présenté au conseil des ministres

Le programme pauvreté commencera en douceur

S'il y a un projet cher à M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité sociale et de l'action sociale, c'est celui d'un revenu minimum pour les personnes sans ressource, qui existe dans beaucoup de pays étrangers : une idée qu'il avait lancée à l'automne 1984, alors qu'il était dans l'opposition, qu'il a tenu de mettre en œuvre dans la ville de Saverne dont il est maire, et que d'autres villes, comme Nîmes ou Besançon, ont aussi appliquée. De plus, deux conventions avec des départements ont déjà été conclues : l'une avec le Territoire de Belfort, déjà signé par M. Georges Dutoit en mars, l'autre, en juin, avec le département d'Ille-et-Vilaine et plusieurs collectivités locales ; une troisième au moins doit être prochainement.

Cependant, le secrétaire d'Etat aura dû batailler ferme pour en obtenir la mise en œuvre dans le plan pauvreté qu'il a présenté ce mercredi 29 octobre au conseil des ministres. Il s'est heurté aux réticences du ministère de l'économie et des finances, mais aussi à celles du ministère des affaires sociales, qui donne la priorité au « traitement social du chômage », et souhaitait placer le revenu minimum dans le cadre d'une aide à la réinsertion des chômeurs, comme les PIL (programmes d'intérêt local).

Le projet démarre sur une base modeste : l'allocation nouvelle s'adressera aux personnes de plus de vingt-cinq ans sans indemnisation, tandis que les TUC concernent les moins de vingt-cinq ans et les PIL les chômeurs de plus de vingt-cinq ans indemnisés. Au total, le programme pauvreté disposera d'environ 300 millions de francs, dont 200 millions inscrits dans le budget 1987 pour la lutte contre la pauvreté : cent de moins que ce qui figurait au budget 1986, mais à peine moins que ce qui a été consommé cette année (203 millions de francs).

Le programme comporte deux volets. Le premier est formé par l'aide d'urgence (hébergement d'urgence, aide alimentaire, fonds d'impayés de loyer ou de quinquante d'électricité), qui continuera à passer à la fois par des associations caritatives et par les organismes sociaux (centres communaux d'aide sociale, caisses d'allocation familiale, etc.).

L'attribution des crédits devrait se faire de manière plus rigoureuse : les subventions seront attribuées aux associations sur la base de « contrats d'objectifs », correspondant à la fois à des objectifs précis (logement, fourniture de repas, etc.) et à des lieux précis.

Les subventions aux associations nationales seront versées par l'Etat, les crédits « déconcentrés » étant réservés aux associations locales ; d'autre part, les préfets seront informés des actions organisées dans leur département par les associations, afin d'éviter les doubles emplois.

On compte aussi étendre les fonds d'impayés de loyer créés dans un certain nombre de départements, notamment grâce à une aide d'une vingtaine de millions de francs du ministère de l'équipement et du logement.

Pour le second volet, celui de la réinsertion, les associations, conformément aux demandes de certaines d'entre elles, pourront encore obtenir des subventions. Mais l'innovation majeure restera le système de conventions entre l'Etat et les départements. La formule a été simplifiée, et le public bien circonscrit. Il ne s'agit pas d'un « complément de ressources », c'est-à-dire d'une allocation complétant certaines aides déjà accordées par divers services sociaux, mais d'une allocation d'environ 2 000 F versée à des personnes de plus de vingt-cinq ans sans revenu d'un travail, n'ayant droit ni à des indemnités de chômage, ni à une pension ou une allocation régularisée (par exemple, l'allocation aux adultes handicapés).

Elle sera accordée en échange d'un travail correspondant en gros à un mi-temps dans une association, une collectivité locale ou un établissement public. Elle sera versée pendant six mois et ne sera pas reconductible, sauf sur les fonds propres des collectivités locales, contrairement à ce qui a été prévu à Rennes ou à Belfort, faute de crédits.

Le programme démarre donc sur une base relativement modeste : on se souvient du projet initial de M. Zeller, qui, en 1984, évaluait à 4 milliards de francs en année pleine le montant nécessaire à la généralisation d'un revenu minimum. Il est vrai que la montée en charge est lente : à Rennes, une trentaine de personnes seulement bénéficient actuellement du complément local de ressources institué en juillet, alors qu'on tablait sur un millier à la fin de l'année.

En outre, la population est limitée par le fait que les bénéficiaires doivent avoir résidé depuis deux ans dans le département : une condition qui élimine la plupart des personnes sans domicile fixe, mais qui est imposée par les collectivités locales qui redoutent des transferts.

GUY HERZLICH.

Le gouvernement annonce une série de vingt et une mesures fiscales et sociales pour l'artisanat

M. Georges Chavaud, ministre délégué chargé de l'artisanat, du commerce et des services, devait faire adopter, le 29 octobre, au conseil des ministres une série de vingt et une mesures constituant le « programme d'orientation pour l'artisanat ». Ce programme devait être annoncé et expliqué l'après-midi par M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, devant l'Assemblée permanente des chambres de métiers.

« Avec 850 000 entreprises, 2,5 millions d'actifs, l'artisanat est un secteur essentiel pour le développement de notre économie. Le France a besoin de l'artisanat, parce qu'il constitue un important élément d'emplois, parce que ces petites entreprises, souples et innovatrices, sont particulièrement adaptées aux exigences de l'environnement actuel, et parce que là se trouve le vivier des entreprises de demain », a déclaré M. Chavaud.

Ce programme a été élaboré à l'issue d'une longue période de concertation avec les professionnels. Déjà le 25 juin, M. Chavaud avait tracé les grandes lignes de la politique gouvernementale vis-à-vis de ce secteur et annoncé plusieurs mesures (le Monde du 26 juin). Depuis cette date, des groupes de travail se sont réunis autour de quinze thèmes de réflexion et de propositions.

Le programme présenté en conseil des ministres est articulé autour de quatre chapitres :

- 1) La rénovation de l'apprentissage ;
- 2) L'incitation à l'investissement et l'action économique ainsi que la simplification des contraintes administratives ;
- 3) Des mesures pour faciliter la transmission d'entreprises et les mutations de ce secteur ;
- 4) Des mesures d'équité fiscale et sociale.

Sur le premier point — l'apprentissage — le gouvernement déposera au printemps 1987 un projet de loi qui préconise notamment : des contrats d'apprentissage à durée variable suivant la formation suivie ; la possibilité de conclure des

contrats successifs pour la préparation de nouveaux diplômés ; la simplification de la réglementation du contrat d'apprentissage.

D'autre part, les classes préparatoires à l'apprentissage vont être renouvelées à partir de la rentrée scolaire 1987.

An chapitre de l'investissement, outre la chasse systématique à la bureaucratie et à la paperasserie administrative, un effort est envisagé au chapitre de l'exportation. Les artisans auront droit, dès janvier 1987, à l'assurance-protection de la COFACE (Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur) par l'intermédiaire de la FICA (Fédération à l'initiative artisanale). Certains investissements immobiliers (publicité, exposition...) pourront être garantis par la SOFARIS (Société française pour l'assurance du capital risque des petites et moyennes entreprises) de façon décentralisée, à travers les guichets bancaires.

Sur le plan fiscal, outre une réduction des droits de mutation, MM. Balladur et Chavaud ont annoncé la décision de relever le plafond d'exonération sur les plus-values réalisées à long terme. Ces dispositions devraient favoriser les transmissions d'entreprises et de fonds de commerce.

Trois autres mesures — qui font traditionnellement l'objet de requêtes insistantes de la part des artisans — ont été annoncées : le plafond de l'abattement de 20 % sur les bénéfices industriels et commerciaux est relevé, passant de 192 000 F à 250 000 F en 1987 et à 320 000 F en 1988, (cette disposition s'applique aux artisans adhérents des centres de gestion agréés) ; — la discrimination faite jusqu'à maintenant entre les petites et les grandes entreprises en matière d'assurance contre la « faute inexcusable » du chef d'entreprise sera supprimée ; — enfin, les commissaires de la République vont recevoir des instructions pour faire appliquer avec davantage de rigueur les règlements contre le « travail noir ».

F. GR.

Après l'accord sur les procédures de licenciement

Le non tranquille de la CGC

Si la CGC a créé la surprise en refusant de signer l'accord sur le nouveau régime des licenciements économiques, elle n'est pas pour autant, à l'image des confédérations ouvrières réformistes en décembre 1984, après l'échec de la flexibilité, plongée dans la tourmente ou la division interne. Au contraire. Elle jubile, ou presque. « Laissez-moi me délecter de cette situation », a répondu M. Paul Marchelli à un journaliste, lors d'une conférence de presse le 28 octobre. Si le président de la CGC se voulait « très d'aise », M. Jean-Louis Mandinaud, qui avait dirigé la délégation et qui jugeait le texte « acceptable », un peu plus cauteux, notait ironiquement : « La CGC signe, c'est une information, elle ne signe pas, c'est un événement ».

Satisfait d'avoir créé l'événement, la CGC gère désormais son effet média. L'exercice n'en était pas moins redoutable. Quand on prône le nouveau syndicalisme, qu'on est la seule organisation syndicale à avoir voulu signer immédiatement en décembre 1984, puis à avoir accepté la suppression de l'autorisation administrative de licenciement et que, de surcroît, on a une pratique contractuelle assidue, il est des contradictions difficiles à assumer. M. Marchelli s'y est employé habilement. Presque avec gourmandise.

« Cette négociation, a-t-il affirmé, n'a pas été une négociation sur l'emploi, mais une négociation sur les licenciements ». Pour le président de la CGC, « le pré carré de la négociation » était d'autant plus insaisissable que l'accord ne concernait pas la moindre « trace » d'engagement pour reprendre les discussions sur les thèmes du protocole avorté de décembre 1984. La CGC avait mis une « condition générale » à la suppression de l'autorisation administrative : « Moins d'interventions

administratives pour plus de responsabilités des partenaires sociaux dans les entreprises. Cette condition n'était pas remplie », a commenté M. Marchelli, le non était une obligation.

Originalité de cette conférence de presse : M. Mandinaud a confirmé aux journalistes sa position favorable — alors que, a-t-on dit, M. Marchelli n'avait pas voulu, par son avis, peser sur la position de ses instances... — en estimant qu'« il fallait signer parce qu'il y avait des avancées de côté des PME-PMI ». M. Marchelli a concédé que les dispositions pour les PME étaient « un des points positifs ».

Dans la foulée, le président de la CGC a défendu une position originale par rapport à la politique contractuelle : sans avoir à supporter les inconvénients d'une signature, la CGC entend en retirer les mêmes avantages que les signataires... Il a ainsi demandé à M. Séguin — qu'il a sévèrement critiqué par ailleurs de « tenir compte » des « observations » de la CGC dans la rédaction de son projet de loi (1), avec, comme filots de sauvetage, les amendements au Parlement et les négociations dans les branches. « S'il ne le fait pas », a ajouté M. Marchelli en faisant appel à « bon sens » du ministre, il se sera trompé dans sa première loi et trouvera dans sa deuxième loi... Il va également saisir le prochain président du CNPF d'une demande de négociation sur les thèmes de la flexibilité de 1984. Un non décidément bien tranquille.

MICHEL NOBLECOURT.

(1) La CGC souhaiterait notamment voir réintroduire une disposition prévoyant la consultation des « représentants du personnel ».

D'ici à la fin 1987

2 200 suppressions d'emplois chez Michelin

CLERMONT-FERRAND de notre correspondant

Le « dégraissage en douceur » auquel se livre Michelin à Clermont-Ferrand, cœur historique de la firme, se poursuit. La direction devait annoncer ce mercredi 29 octobre, devant le conseil d'entreprise, un nouveau train de mesures visant à réduire les effectifs.

Il est prévu, en effet, 2 200 suppressions d'emplois, dont 1 650 dans la capitale de l'Auvergne, qui paie un loyer très élevé à une phase de restructuration engagée depuis 1980. Depuis cette date, les usines locales ont déjà perdu près de 9 000 postes, et ses effectifs sont aujourd'hui de 22 000 salariés.

La catégorie des ouvriers professionnels et les personnels des services techniques et administratifs sont concernés. Comme lors des deux « saignées » précédentes, une convention FNE régira le départ des personnes âgées de cinquante-cinq ans en 1987. Cette manière de procéder n'a pas provoqué de débordements sociaux dans le passé. En 1984, la CGT parlait de « casse à l'usage des vieux », mais à l'époque, les usines locales ont déjà perdu la notion de « saignée douce ».

Les conséquences sur le développement économique local et régional ne sont pas négligeables puisqu'il est considéré qu'un emploi productif chez Michelin induit deux ou trois emplois ailleurs. Les usines locales ont donc perdu de la « monnaie Michelin » en Auvergne.

Interrogé, un membre de la direction a précisé que, « les unités de Clermont-Ferrand étant en surcapacité, les emplois de Clermont-Ferrand ont été transférés dans d'autres usines ». Il a également souligné que les nouvelles mesures : « Nous agissons en douceur », insiste notre interlocuteur. Cependant, les salariés — nombreux étant ceux qui sont caractérisés dans la région — risquent de ne pas apprécier le projet de mobilité vers des sites éloignés.

LIBERT TARRAGO.

risquent de réduire encore davantage le poids des usines clermontoises dans le groupe.

Il a réitéré cette dernière hypothèse en soulignant qu'une nouvelle unité ultramoderne, faisant appel aux dernières progrès de la robotique, sera opérationnelle en 1988 à Clermont-Ferrand. Elle produira des pneus de tourisme : la modernité de Michelin se construit dans la ville où, l'entreprise est née. C'est un symbole. « Cette usine de l'an 2000 sera l'unité pilote de la maison », explique-t-il. Elle prouve que Michelin entend se donner les moyens de sa pérennité et de son succès de répondre au défi mondial. Une telle évolution passe par la modernisation de la production, réalité incontournable.

La direction justifie les mesures annoncées le 29 octobre en une phrase : « Si nous voulons restaurer d'ici fin 1987 la rentabilité de l'entreprise, nous devons passer par ces suppressions, condition de progrès et de productivité ».

En 1982, Michelin enregistrait des pertes d'un montant de 1,7 milliard de francs. En 1983, elles se chiffraient à 299 millions de francs. Pour 1986, un bilan proche de l'équilibre est sérieusement envisagé, mais, à présent, notre interlocuteur de la direction, « il ne faut pas oublier qu'à l'époque des pertes nous avons contracté des dettes que nous devons rembourser aujourd'hui ». En tout cas, 1987 est attendu au siège de la manufacture comme l'année des premières bénéfices.

Ses dirigeants semblent, certains quant aux décisions que devraient susciter parmi le personnel les nouvelles mesures : « Nous agissons en douceur », insiste notre interlocuteur. Cependant, les salariés — nombreux étant ceux qui sont caractérisés dans la région — risquent de ne pas apprécier le projet de mobilité vers des sites éloignés.

ÉTRANGER

Inflation négative et succès commerciaux ne provoquent aucun triomphalisme en RFA

Pour les partenaires de Bonn, la baisse des prix à la consommation, de 0,3 % en octobre, soit 0,9 % en douze mois, a quelque chose de décourageant. Dans la course-poursuite à la rigueur antinflationniste, l'Allemagne fédérale garde toujours une longueur d'avance, alors qu'elle continue d'engranger des excédents commerciaux impressionnants. Un double phénomène qui ne peut qu'accroître le rôle de monnaie-phare du deus ex machina au sein du système monétaire européen (SME), et les risques de tensions monétaires dans nombre de pays européens, dont la France, n'ont décidément guère besoin. Pourtant, outre-Rhin, l'humeur n'est guère au triomphalisme.

Au-delà de la prudence légendaire de la Bundesbank ou d'un gouvernement qui, en campagne électorale, sait, phénomène rarissime dans les pays industrialisés, que la rigueur est politiquement plus payante que les promesses jugées laxistes, la réalité économique semble moins inébranlable qu'il n'y paraît. Au premier abord, l'année 1986 se terminera sur un score brillant après avoir commencé par une croissance médiocre de 1,7 % durant le premier trimestre. Le rebond de l'expansion à 3,3 % au deuxième trimestre en est l'illustration la plus évidente.

Il recouvre un dynamisme enviable des investissements de 11 % en rythme annuel et le réveil, tant attendu, de la consommation des ménages. Encouragés par le programme d'allègements fiscaux du gouvernement, qui leur a permis d'économiser près de 5 milliards de marks au premier semestre, comme par une hausse des salaires de 4,5 %, alors que l'inflation était pratiquement nulle, les Allemands avaient commencé par épargner : durant les six premiers mois de 1986, l'épargne a progressé de 3,5 % et le taux allemand a atteint 13 %. Ils commencent désormais à consommer plus largement. Cette évolution fait de la consommation l'un des piliers de la croissance que les instituts de conjoncture comme la Bundesbank envisagent à 3 % pour l'ensemble de l'année.

A priori, cette reprise devrait accélérer le processus de rééquilibrage du commerce extérieur en stimulant les importations. Mais sans doute est-ce là où le bât blesse actuellement. Le « phénomène dollar » a plus joué en RFA que dans d'autres pays européens avec une revalorisation du deutschemark de plus de 30 % en un an. Ainsi, les prix des produits importés ont chuté de 22 % durant les neuf premiers mois de l'année, d'où les remarquables résultats allemands sur le front de l'inflation.

Si les chiffres provisoires de l'office des statistiques pour octobre se confirment, les prix à la consommation ont toutes les chances d'être en baisse de quelque 0,5 % sur l'ensemble de 1986, une première depuis 1953.

Ce phénomène tarde pourtant à faire sentir ses effets sur le commerce extérieur. En volume, les importations n'ont progressé que de 7 % durant les neuf premiers mois de l'année, profitant, c'est un comble, à des pays comme le Japon, plus qu'aux États-Unis pourtant pressés d'améliorer eux-mêmes leurs comptes extérieurs. Ce cas est particulièrement frappant dans l'automobile, où les Japonais gagnent des points en dépit d'un yen flamboyant. Quant aux exportations, elles connaissent un rythme de croissance réduit à 2 %, mais le renversement de tendance n'est pas encore suffisant pour calmer les inquiétudes de Washington.

Au-delà du phénomène monétaire qui gonfle toujours la valeur des ventes et réduit celle des achats de la RFA, permettant au pays de s'acheminer vers un excédent record de quelque 105 milliards de marks sur l'ensemble de 1986, Bonn découvre une résistance structurelle des échanges plus forte qu'on ne l'aurait sans doute pensé. Le dollar aurait-il été trop longtemps surévalué ? Probablement. Mais l'avenir à court

terme n'en est que plus incertain. C'est ce que les cinq grands instituts de conjoncture commencent à laisser entendre.

Dans leur rapport d'automne, publié le 10 octobre, ils mettent en garde le gouvernement contre un essoufflement de l'expansion l'an prochain. Au cas où la demande des autres pays de l'OCDE et tout particulièrement des États-Unis se révélerait modeste, le pays ne pourrait plus, selon les instituts, compter sur la seule demande interne pour alimenter la croissance. Le second semestre 1987 leur semble préoccupant au point de plaider pour une mise en œuvre dès l'an prochain du programme d'allègements fiscaux prévu pour 1988. La réponse gouvernementale n'interviendra certainement pas avant les élections de janvier prochain.

Mis en ce doute sur l'avenir explicite en partie pourquoi la Bundesbank hésite à bruler ses munitions et à baisser, comme le souhaiteraient les Américains, ses taux directeurs dès maintenant. Un tel assouplissement de la politique de crédit pourrait apporter 0,5 point de plus de croissance. C'est peu mais suffisamment précieux pour que l'institut d'émission cherche à garder en main cet atout, afin de décider du meilleur moment pour en faire profiter l'économie allemande.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

ÉNERGIE

La Compagnie nationale du Koweït achète 830 stations-service en Grande-Bretagne

Après le Benelux, la Scandinavie et l'Italie, la compagnie nationale du Koweït — KPC — s'attaque au marché britannique des carburants. Sa filiale, Kuwait Petroleum International (KPI) a annoncé mardi 28 octobre qu'elle avait pris le contrôle de huit cent trente points de vente outre-Manche, qui s'ajoutent aux quelque trois mille cent stations-service qu'elle possède déjà en Europe. Selon ses dirigeants la Compagnie koweïtienne compte, sous forme de produits raffinés — fioul, essence, huile, etc., — plus des trois quarts de sa production de brut, dont une bonne part (environ 250 000 barils/jour) directement au consommateur final sous sa propre marque : « Q 8 », qui se prononce en anglais « Kuwait ».

Après avoir, en 1983 et 1984, racheté à la société Gulf Oil ses réseaux de distribution dans le Benelux, au Danemark, en Suède et en Italie, ainsi que trois raffineries dans ces pays, la compagnie koweïtienne restait jusqu'ici absente des trois principaux marchés européens :

Grande-Bretagne, France et Allemagne fédérale. Elle semble désormais décidée à combler ces lacunes.

En Grande-Bretagne, KPI a acquis trente points de vente dans le sud-ouest et le nord, auxquels s'ajoutent quelque huit cents stations-services qui appartiennent à la société Hays Petroleum Services, rachetée par KPI par l'intermédiaire de l'agence d'investissement de l'Etat koweïtien.

Cette implantation marque, selon les dirigeants de la compagnie, une nouvelle étape de son développement en Europe, qu'elle entend poursuivre notamment en France d'ici la fin de l'an prochain. Signe de cet intérêt accru pour l'Europe, la filiale de la compagnie spécialisée dans le transport maritime, Kuwait Oil Tankers, s'apprête, selon les milieux spécialisés, à acquérir six nouveaux navires pétroliers conçus pour le transport de produits raffinés, pour une valeur totale de 140 millions de dollars.

V. M.

FEDUCI
Fédération pour l'Étude
du Droit et des Usages
du Commerce International

L.E.D.I.
Liberté Générale
de Droit
et de Jurisprudence

COLLOQUES FEDUCI

RÈGLES ET PRATIQUES DANS LES PROCÉDURES
ANTI-DUMPING DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE
Law and practice in EEC anti-dumping proceedings
Colloque 21 novembre 1986
Langues de travail : Anglais et Français avec traduction simultanée

L'OBLIGATION DE MINIMISER LES DOMMAGES
EN CAS D'INEXÉCUTION DES CONTRATS INTERNATIONAUX
Colloque 1^{er} décembre 1986, 2 décembre 1986 (le matin)

PRIVATISATION ET CAPITAUX ÉTRANGERS
Aspects juridiques et financiers internationaux
des opérations de privatisation
Colloque 5 décembre 1986

Inscriptions et renseignements : FEDUCI-L.E.D.I., 77, rue de Clugny, 75005 Paris
Tél. 01 42 28 88 86 - Tél. 210 023 0217, 741

مكتبة المنهج

Economie

La nouvelle réglementation des activités financières de la City

Resserrer les boulons

LONDRES
de notre envoyé spécial

« Will the Big Bang keep you awake at night ? » (« Le Big Bang va-t-il vous empêcher de dormir la nuit ? »), demande une publicité récemment parue dans le *Times* à l'appui d'une longue tirade vantant les mérites d'une firme d'investissement. A en juger par le cliché surmontant ce « message », la question n'est pas de savoir si le Big Bang va perturber ce jeune homme en pyjama qui, les mains croisées dans le dos, scrute la nuit noire en espérant voir se détacher la silhouette de la cathédrale Saint-Paul, symbole de la City.

Pourtant, il aurait de quoi être rassuré. Annoncé à grand renfort de publicité comme une véritable explosion des vieilles structures visant à hisser Londres sur le podium des grands marchés financiers aux côtés de New-York et de Tokyo (1), le Big Bang a en toutes les allures... d'un pétard mouillé.

Le lundi 27 octobre, en effet, peu avant que résonnent à Big Ben les neuf coups marquant l'ouverture de cette séance historique, le nouveau système informatique qui fait l'orgueil de la Bourse de Londres refusait obstinément de démarrer. Mardi, une seconde panne, plus sérieuse, paralysait provisoirement les transactions. Pourtant, au cours du week-end précédent, bravant les interdits de la reine Victoria sur le travail dominical, spécialistes en télécommunications et financiers en mal d'ordinateur s'efforçaient de mettre la dernière main au gigantesque réseau de milliers d'écrans et de millions de téléphones reliés par des centaines de kilomètres de câbles.

Las ! Ces pannes à répétition auront semé une belle pagaille au London Stock Exchange avant que le système « SEAQ » (Stock Exchange Automated Quotation) et son petit frère, le « Topix », consentent à fonctionner normalement. On admettra qu'il s'agit là des inévitables « pépins » qui accompagnent toute entreprise audacieuse, et la réforme en profondeur du « square mile » est de celles-là. Trop souvent présentée comme l'apogée du libéralisme de M^{me} Margaret Thatcher dans la mesure où, loin des protectionnistes, la corbeille est désormais grande ouverte aux firmes étrangères — de préférence très riches — et où le système des commissions fixes est aboli, cette dérégulation des marchés n'est pourtant qu'apparente.

Sous couvert de permettre à chacun (agent de change, spécialiste de l'euro-marché, de l'assurance-vie, conseiller en gestion de patrimoine et gérant de fonds communs...) de l'organiser au mieux de ses intérêts, c'est en fait un arsenal réglementaire et législatif qui est en train de voir le jour en Grande-Bretagne où

les pouvoirs publics n'ont qu'une crainte : qu'une nouvelle « affaire » au scandale financier vienne ternir les ambitions de la City.

Le scandale des Lloyds — la plus ancienne organisation d'assurances du monde — qui a éclaté au printemps 1985 est encore dans toutes les mémoires. Plus près de nous, la banque JMB (Johnson Matthey Bankers), l'un des prestigieux établissements de la finance londonienne, affichait en début d'année une « ardoise » de 220 millions de livres sterling de créances douteuses à la suite, notamment, d'opérations frauduleuses menées au Nigeria. Appelée à la rescousse, la vénérable Banque d'Angleterre s'empressa de demander au gouvernement des mesures draconiennes visant à renforcer la surveillance du système bancaire. Ce sont ces dispositions, contenues dans un Livre blanc (Banking Supervision) qui permettront de modifier le Banking Act de 1979.

Le contrôle sur tout

Encore fallait-il s'occuper des autres activités — financières, cette fois-ci — soumises jusqu'à l'auto-discipline. « Dans ce domaine, l'initiative vient aussi d'en haut », admet M. Nigel Fells, chargé de la presse à la Banque d'Angleterre. « Notre but était d'avoir un contrôle sur tout, mais sans gêner les différents marchés et les institutions diverses de la City », explique-t-il. C'est dans cet esprit qu'ont été élaborés, d'une part, un Building Societies Bill, un projet de loi concernant ces sociétés financières de forme mutualiste spécialisées dans le crédit immobilier, et, par ailleurs, un Financial Services Bill visant l'ensemble des activités financières. Déposé en décembre 1985 sur le bureau de la Chambre des communes, ces textes, qui ont suivi un parcours parlementaire compliqué à coups de centaines d'amendements, devraient être votés au cours de l'actuelle session qui s'est ouverte le 21 octobre dernier.

Pas d'existence légale

Sur le papier, le Big Bang n'a donc pas d'existence légale ! Mais ce ne sont là que des détails de procédure : l'essentiel du mécanisme est déjà bien ancré dans les esprits, explique M. François Desportes, attaché financier de l'ambassade de France à Londres. Reprenant en partie les propositions du rapport Gower, du nom de ce professeur chargé de présider une commission d'enquête sur la réforme de la City et qui avait remis ses conclusions en janvier 1984, les pouvoirs publics, la Banque d'Angleterre et les autorités boursières ont créé des instances de

régulations élargies d'élaborer leurs propres règles de conduite et de se doter des moyens de leurs actions.

C'est ainsi qu'ont été constituées, au nombre de six, les Self Regulatory Organisations (SRO), afin de regrouper les intervenants sur les différents marchés londoniens. Ces organismes sont placés sous la coupe du Securities and Investment Board (SIB), une autorité constituée de toutes pièces pour appliquer les directives données au ministère du Commerce et de l'Industrie par le Financial Services Bill.

Un événement important est survenu en septembre dernier avec la fusion opérée entre les deux principaux Self Regulatory Organisations, celle de la Bourse de Londres et l'ISRO, qui regroupe essentiellement les opérateurs de l'euro-marché, l'un des points forts de la place de Londres, sur lequel 75 % des intervenants représentent des intérêts non britanniques. « Quand on parle de l'offensive des firmes de courtage étrangères, on pense tout de suite aux Américains, et à quelques Européens. Les Japonais, eux, n'ont pas participé à l'assaut sur les « brokers » britanniques. Et pour cause. Grâce à cet accord, ils pénètrent au prestigieux London Stock Exchange sans bourse d'entrée », souligne M. François Desportes.

Ce « détail » n'a pas échappé à Sir Kenneth Berrill, le puissant patron du SIB. Même si son organisation, elle non plus, n'a pas encore d'existence légale en attendant la voie définitive de la loi. « Il y a actuellement quarante firmes japonaises présentes sur le sol britannique, dans les quatre géants (Nomura, Daiwa, Nikko et Yamaichi). C'est beaucoup. Mais un marché puissant et bien régulé n'attire pas seulement de nouveaux opérateurs, il attire aussi le business », souligne-t-il.

Avec une équipe de cent personnes, qui va s'avérer bien vite insuffisante, et un budget de démarrage de 6 millions de livres, il se veut avant tout pragmatique. Ancien président de Vieters de Costa, une importante firme de courtage britannique, il a été aussi le patron d'un grand fonds de retraite, ce qui lui confère une réelle expérience. Cet « homme de marche » âgé de soixante-trois ans, a aussi passé plusieurs années au Trésor où il a fait, outre quelques solides amitiés, une réputation de connaisseur de grands problèmes financiers internationaux. Il lui reste à inventer une nouvelle règle du jeu applicable à ses adhérents. Et à mettre en pratique cette maxime qu'il a érigée en principe de « gouvernement » : « La réglementation doit suivre le marché et non l'inverse ».

SERGE MARTI

(1) « Le Monde de l'Economie » du 21 octobre était consacré au Big Bang.

POINT DE VUE

Pour un Big Bang à la française

Par Michel Vigier
Analyste financier

L'OMBRE inquiétante du Big Bang londonien — cette révolution financière de la City qui a pris effet le 27 octobre — plane sur l'Europe continentale. Les Anglo-Saxons n'hésitent pas à ériger leurs ambitions : ordonner le marché financier mondial, fonctionnant vingt-quatre heures sur vingt-quatre, autour de trois pôles, Wall Street pour l'Amérique, Tokyo pour l'Asie, et Londres pour l'Europe. Là seront concentrés les quelque dizaines d'intervenants — au premier rang desquels la quinzaine de firmes « mondiales », dont les plus belles illustrations sont l'américain Merrill Lynch et le japonais Nomura — qui domineront les marchés.

Dans un premier temps, le « marché mondial » ne concernera que les grandes valeurs, pour la plupart des sociétés multinationales. En Europe, il s'agit au maximum d'une dizaine de titres par pays, mais qui pèsent très lourd dans les capitalisations boursières nationales (20 % à 50 %) et dans les volumes d'émissions et de transactions. Progressivement, le nombre des valeurs concernées s'élargira.

Sur ce « marché mondial », les maisons anglo-saxonnes et japonaises ont d'importants avantages sur leurs concurrents d'Europe continentale.

Elles ont capté l'essentiel de la manne des fonds d'investissement nord-américains ou asiatiques en matière de diversification monétaire et géographique de leurs actifs ;

Elles amortissent les coûts de recherche économique et financière, d'équipes commerciales, de négociation de titres, d'information... sur un nombre très élevé de sociétés suivies ;

Elles organisent des synergies entre l'activité « maison de titre » et l'ingénierie financière, ce qui contribue également à amortir certains coûts ;

Elles jouent sur les différences de cycles boursiers selon les secteurs économiques ou les pays, et adaptent leurs efforts commerciaux et leurs propres positions en conséquence. Si la France traversait une période difficile, il resterait quinze ou vingt autres pays (en Europe, en Asie...) ou marchés (or, pétrole...) susceptibles d'attirer les brokers internationaux.

Face à cette situation, la réaction des intervenants français paraît manquer à la fois d'homogénéité et de vigueur. Certes, les pouvoirs publics ont courageusement entamé une déréglementation de notre marché financier, sans hésiter à heurter nos traditions ancestrales de corporatisme décadent. Mais, dans le même temps, ils font largement appel aux intermédiaires internationaux pour la privatisation, en court-circuitant le nombre d'opérateurs domestiques pourtant expérimentés.

De plus, l'Etat conserve le contrôle des banques — et ne les place pas au premier rang des privatisables — ce qui les handicape pour participer activement à l'internationalisation des marchés.

Les entreprises françaises cotées jouent également la carte du « grand large » pour les opérations financières, affirmant qu'il faut chercher l'argent là où il se trouve. Elles contribuent par ailleurs à maintenir la place financière de Paris dans un certain provincialisme, avec une politique d'information souvent discutée et des pratiques comptables éloignées, en moyenne, des normes internationales.

Les grandes banques françaises ont fini par prendre conscience de la menace du Big Bang. Mais elles y ont répondu pour la plupart en transférant de Paris à Londres leurs départements euro-marchés, et, peut-être demain, leurs opérations boursières.

Les agents de change, quant à eux, paraissent tellement désarmés dans cet univers impitoyable, en raison de leur petite taille et de l'absence de moyens financiers, que l'on comprend leur attachement forcé à un monopole pourtant battu en brèche.

La place financière parisienne est-elle pour autant condamnée à une mort lente, en se cantonnant aux seconds rôles (émissions et cotations de sociétés moyennes et petites), alors que le marché principal — et la tendance boursière — sera dictée par Londres, New-York ou Tokyo ? Non, à condition que les opérateurs français (pouvoirs publics, autorités boursières, émetteurs, banquiers, agents de change) se donnent pour priorité d'accélérer la constitution d'intermédiaires puissants et compétitifs, capables de s'intégrer, à un niveau ou un autre, au marché mondial. Ce Big Bang à la française suppose réunies un certain nombre de conditions :

— Poursuivre, voire accélérer, le mouvement de renforcement des fonds propres des charges d'agents de change (à fin 1986, ils atteindront pour une dizaine d'entre elles seulement un montant de 50 à 100 millions de francs). Cela implique, à un moment ou un autre, l'ouverture de leur capital à des partenaires extérieurs, ou des regroupements, afin d'offrir des services de qualité internationale ;

— Permettre l'accès officiel des banques françaises au marché secondaire (via les sociétés de contrepartie les associant aux charges), afin de provoquer des synergies entre les activités de marchés primaire et secondaire, et d'exploiter le très important réseau international des banques françaises ;

— Faciliter l'accès des opérateurs internationaux au marché financier français (en direct ou en association), afin qu'ils l'intègrent dans leur organisation mondiale et acceptent certaines contreparties. Il en résultera une meilleure compétitivité des opérateurs parisiens, en même temps qu'une plus grande sensibilité des groupes internationaux aux problèmes des places financières de taille moyenne.

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Redistribution des cartes dans le « sans-alcool » en Grande-Bretagne

Poursuivant sa politique de désinvestissement (pour se concentrer sur la pharmacie), le groupe britannique Beecham a vendu (pour 120 millions de livres) sa division de boissons sans alcool à une nouvelle société constituée la jour-même, Britvic Cornwall, dont les actionnaires sont les brasseries Bass (50 %) et Whitbread (20 %) et le groupe alimentaire Allied Lyons (20 %). Les 10 % restants ont été pris par le numéro deux mondial des « cola », PepsiCo, dont Britvic distribuera les produits en Grande-Bretagne. Il s'agit en fait d'un chassé-croisé entre les deux grands « cola » : auparavant, Coca-Cola, qui fait 50 % du marché, était distribué par Beecham et Pepsi-Cola (15 %) par Schweppes. Fin 1985, Coca-Cola a changé de partenaire et s'est associé avec Schweppes, qui se concentre, lui aussi, sur l'alimentaire et le sans-alcool. C'est pour réagir à ce renversement d'alliance que PepsiCo a pris 10 % dans Britvic, qui réalise désormais 20 % du marché des boissons sans alcool en Grande-Bretagne, contre 33 % pour l'association Coca-Schweppes.

Un milliard de francs d'argent frais pour la Générale des eaux...

La Générale des eaux, qui n'avait pas procédé à une opération financière depuis l'entrée de Saint-Gobain dans son capital en 1983 (la firme de M. Jean-Louis Baffa en est ressortie depuis), va procéder à une augmentation de capital, qui devrait lui procurer 960 millions de francs d'argent frais. Prévue du 10 novembre au 1^{er} décembre prochain, cette opération repose sur une émission d'actions nouvelles au prix de 850 F par titre et sur la base d'une action nouvelle pour dix anciennes. A l'avenir, la Générale des eaux, numéro 1 de son secteur en France, envisage de recourir à des attributions gratuites. « Une formule qui a bien réussi à une autre société, L'Air liquide », précise son président, M. Guy Deljouany. Le produit de cette augmentation de capital servira à financer un important programme d'investissements qui devrait, notamment, étendre

1 milliard de francs, sur dix-huit mois, dans le seul domaine de l'eau et des programmes d'assainissement.

... et un autre pour Bouygues

Pour financer les acquisitions qu'il compte faire, et notamment une part dans TF1, le groupe Bouygues va procéder à une augmentation de capital qui devrait lui permettre de « lever » 1 milliard. Bouygues va émettre 922 878 certificats d'investissements, au prix de 1 085 F, dont la valeur nominale sera de 100 F, ce qui augmentera le capital de l'entreprise de 92,3 millions de francs. La souscription sera réservée en priorité aux actionnaires composant le capital actuel à raison de un certificat pour six actions. Le placement auprès du public débutera le 6 novembre. Bouygues vient de racheter les grands magasins Aux Trois Quartiers et de prendre 10 % du capital de Spie-Batignolles.

La retenue à la source de 10 % sur les revenus d'obligations va être supprimée

Après de longues discussions, la retenue à la source de 10 % sur les intérêts versés par les émetteurs d'obligations va être supprimée. Cette mesure touche uniquement les obligations émises après le 1^{er} janvier 1987, ce qui exclut le stock existant.

La retenue à la source ne frappait pas les coupons des emprunts d'Etat, et donnait lieu à un crédit d'impôt, qui était récupéré un an après, mais uniquement par les souscripteurs « fiscalisés », c'est-à-dire payant l'impôt (compagnies d'assurance, SICAV, particuliers, etc.). En revanche, les souscripteurs non fiscalisés — ceux qui ne payent pas l'impôt, comme les caisses de retraite et les organismes à but non lucratif — ne récupéraient pas. Ce qui explique qu'ils souscrivaient essentiellement des emprunts d'Etat, sans retenue à la source. Cette situation créait des inégalités sur le marché, et des distorsions fiscales, à laquelle il va être mis fin.

En contrepartie, les souscripteurs non fiscalisés seront soumis à l'impôt sur les sociétés au taux de 10 %, uniquement sur le revenu d'obligations émis après le 1^{er} janvier 1987. Cette mesure est considérée par les marchés financiers comme « neutre et légèrement positive ».

● La hausse des prix : + 4,3 % en un an selon la CGT. La hausse des prix a été, selon l'indice de la CGT, de 0,7 % aux mois d'août et de septembre. Depuis le début de l'année, la hausse des prix a été de 3,2 % et de 4,3 % en un an.

En août et en septembre, tous les postes de l'indice CGT enregistrent des hausses, notamment celui de l'alimentation (+ 1 %), de l'habillement et celui de la culture et des loisirs (+ 0,6 % chacun).

ANKARA: UNE NOUVELLE DECOUVERTE.

Air France, c'est, à partir du 26 octobre une nouvelle destination en Turquie : Ankara ; la prolongation de la ligne Paris-Istanbul. Deux vols par semaine, jeudi et dimanche vous sont proposés en Boeing 727 avec le choix de la Classe Affaires et de la Classe Economique. Paris-Ankara, encore une preuve de la volonté d'Air France d'innover sans cesse afin de mieux répondre aux attentes de ses passagers.



AIR FRANCE INNOVE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LE CARBONE-LORRAINE

Rapport d'activité pour le 1^{er} semestre 1986

Le chiffre d'affaires de la société Le Carbone-Lorraine s'établit à 309 MF pour le premier semestre 1986. La progression de 3,3 % par rapport à la même période de 1985 recouvre une croissance en volume d'environ 1,5 %. Le part des exportations sur l'ensemble du chiffre d'affaires fléchit en valeur de 58,6 % à 54,3 % d'une année sur l'autre, en raison de l'effet défavorable des parités monétaires.

Les activités applications électriques sont stables en volume d'une année sur l'autre aussi bien en ce qui concerne les balais pour moteurs industriels que les livraisons aux secteurs de biens de consommation (automobile et électro-ménager).

Les spécialités et matériaux avancés (nouvelle dénomination des produits spéciaux) progressent fortement en volume, à l'exception du graphite pour diamant artificiel. La demande de produits pour laboratoires, pour l'industrie électronique, les applications métalliques et l'électro-érosion demeure très soutenue.

Les ventes d'appareillage pour génie chimique qui ont connu une très forte progression au cours des deux années précédentes se sont stabilisées en 1986. La baisse de 26 % du dollar par rapport au premier semestre 1985 affecte cette activité, qui réalise plus de 80 % de son chiffre d'affaires à l'exportation.

Le résultat d'exploitation de la société Le Carbone-Lorraine progresse de 9 % d'une année sur l'autre.

Le résultat net de la société s'établit à 14 MF contre 12,8 MF en 1985 (+ 9,4 %). Il n'a pas été constitué de provision pour impôt sur les sociétés en 1986 comme cela avait déjà été le cas au cours des années précédentes, en raison de l'existence de déficits fiscaux antérieurs reportables.

Les perspectives demeurent bien orientées au second semestre pour les spécialités et matériaux avancés; les applications électriques devraient se maintenir à un bon niveau. Le marché des appareillages de génie chimique

et des charbons d'arc devrait continuer d'être relativement stable dans un environnement concurrentiel sévère en raison d'un ralentissement des investissements dans l'industrie chimique.

L'augmentation de capital réalisée à la fin du 1^{er} semestre accroît les capitaux propres de la société de 85 MF et lui donne les moyens de poursuivre sa politique de développement.

Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, Le Carbone-Lorraine devrait réaliser, sur l'ensemble de l'exercice 1986, un résultat net substantiellement supérieur à celui de 1985.

Les ventes consolidées du groupe Le Carbone-Lorraine ont atteint 709 MF au cours du 1^{er} semestre 1986 contre 629 MF au 1^{er} semestre 1985 (+ 12,7 %). Ce dernier chiffre ne comprend pas la société Ferraz acquise en juillet 1985. A structure comparable, la progression du chiffre d'affaires consolidé est de + 1,7 %.

L'effet mécanique des variations des parités monétaires intervient pour environ - 4 % de la valeur des ventes. La progression des ventes du groupe en volume au cours du 1^{er} semestre est estimée à près de 4 %. La plupart des filiales et participations améliorent leurs positions. L'activité a été particulièrement bonne en Allemagne, au Brésil, en Italie, en Argentine et aux Pays-Bas.

Le résultat net consolidé du groupe a été arrêté à 31 MF au 30 juin 1986 (soit 25 MF en part groupe), après prise en compte de 24 MF d'impôts et de 12 MF de charges exceptionnelles. Les chiffres correspondants de résultat net consolidé sur la même période de 1985 sont de 20 MF et 18 MF (part groupe). Les résultats à fin juin ne sont pas établis à structure comparable (prise en compte de Ferraz en 1986) et n'ont pas été audités.

Le 1^{er} juillet 1986, Le Carbone-Lorraine a ouvert une nouvelle filiale au Danemark. Le groupe LCL est ainsi présent dans vingt-cinq pays différents.

SAINT-GOBAIN EMBALLAGE

Premier semestre 1986

Béghin Say

Le conseil d'administration, présidé par M. Jean-Marie Vernez, a, dans sa séance du 24 octobre 1986, décidé de fixer, avec effet au 1^{er} janvier 1986, la division Kayserberg (produits d'hygiène sanitaires et domestiques, carton et emballages, transformation de matières plastiques).

Le président a en outre informé le conseil que Béghin-Say a récemment acquis 4,15 % du capital de Montedison dont le groupe Ferruzzi détient ainsi 23 %.

En cours du premier semestre, Saint-Gobain Emballage a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 2 388 millions de francs. A structure comparable, la progression est de 4,2 % par rapport à la même période de 1985.

L'activité Béghin-Say et pots progressent de 7 % à 1 386 millions de francs. Elle est portée par une demande soutenue, en particulier sur le segment des vins fins. L'activité Flacouange, avec 733 millions de francs, est sensiblement au même niveau qu'en 1985. La baisse du dollar a entraîné, en effet, une baisse conjoncturelle de certains marchés.

notamment celui de la parfumerie ainsi que des ventes exportées effectuées hors zone OCEDE. Les autres activités (plastiques, machines, boîtes) totalisent, quant à elles, 769 millions de francs, en progression de 3 % sur les six premiers mois de 1985.

Le résultat net consolidé du premier semestre s'élève à 100,4 millions de francs, contre 83,5 millions de francs (+ 20 %) pour la même période de 1985. Cette progression provient de la totalité de l'activité Béghin-Say et pots. Ces comptes consolidés ont fait l'objet de vérifications spécifiques des commissaires aux comptes.

Pour l'ensemble de 1986, les perspectives de résultats sont favorables. Toutefois, il n'est pas possible d'extrapoler un doublement du résultat net consolidé en raison, d'une part, de la saisonnalité de l'activité et, d'autre part, d'une charge exceptionnelle de l'ordre de 25 à 30 millions de francs, liée à la mise en œuvre chez Saint-Gobain Emballage d'un plan social, approuvé le 22 septembre 1986, comportant une réduction d'effectifs.

COMPAGNIE GÉNÉRALE DES EAUX

Le chiffre d'affaires de la Compagnie générale des eaux pour le premier semestre 1986 est de 3,33 milliards de francs, en augmentation de 8,50 % par rapport à celui de la même période de l'an passé.

Le résultat net de la compagnie au 30 juin 1986 est de 218,6 millions, contre 100,6 millions pour les six premiers mois de 1985. Cette très forte progression s'explique par le fait qu'une grande partie des produits financiers et des plus-values exceptionnelles de l'exercice au cours a été réalisée pendant le premier semestre.

Les prévisions les plus récentes permettent d'indiquer que la croissance du résultat net de la compagnie devrait être supérieure à 25 % pour l'ensemble de l'exercice 1986.

Cette évolution favorable devrait également apparaître au niveau des comptes consolidés, la part du groupe dans le résultat net consolidé pourrait augmenter ainsi de plus de 20 % en 1986.

BOUYGUES

Le conseil d'administration de Bouygues, réuni le 27 octobre 1986 sous la présidence de M. Francis Bouygues, a décidé d'augmenter le capital social de 922 millions de francs par émission de 922 879 certificats d'investissement et d'un nombre égal de certificats de droit de vote.

Les certificats d'investissement seront émis à 1 085 francs par titre et porteront jouissance du 1^{er} janvier 1987; ils auront donc droit, au titre de l'exercice 1986, au même dividende que les actions existantes.

La souscription à ces certificats d'investissement est réservée par priorité, du mercredi 29 octobre au mercredi 5 novembre 1986 inclus, aux propriétaires des actions composant le capital de la société à raison de un certificat d'investissement pour six actions possédées.

Le placement auprès du public débute le 6 novembre 1986 et sera clos sans préavis.

La date de référence retenue pour apprécier la qualité d'admission ayant droit à l'émission de certificats de droit de vote est le 3 novembre 1986.

La note d'information relative à cette émission a été déposée à la Commission des opérations de Bourse n° 86-354 en date du 28 octobre 1986. La notice légale sera publiée au Bulletin des annonces légales obligatoires du lundi 3 novembre 1986.

SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DES PRODUITS RÉFRACTAIRES

Premier semestre 1986

En cours du premier semestre, la Société européenne des produits réfractaires (SEPR) a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 855 millions de francs, en hausse de 17,2 % par rapport à la même période de 1985, du fait de l'entrée de la société Savoie-Réfractaires dans le périmètre de consolidation. A structure comparable, la progression est de 3,3 %.

Le résultat net consolidé du premier semestre est de 87 millions de francs, contre 77 millions de francs pour les six premiers mois de 1985.

Les prévisions d'activité et de résultats restent favorables pour le deuxième semestre et l'ensemble de 1986. Rappelons que la filiale Quartz et Silice a signé récemment deux importants contrats de transfert de technologie dans le domaine des silices ultra-pures avec la Chine et la Tchécoslovaquie, contrats qui auront un impact positif dans les trois années à venir sur les comptes consolidés de la SEPR.

Marchés financiers

PARIS, 28 octobre

Encore lourd

Placés en début de semaine, le décor fait de grisaille et de froidure est resté en place mardi rue Vivienne. Toujours avec assez peu d'affaires, les cours ont généralement continué de s'écrouler avec plus de résistance quand même du côté des grandes valeurs. Mais Moulins a payé son déficit semestriel et Sandoz son résultat décevant au 30 juin. Dassault, Moët, Club Méditerranée, Nord-Est, Ferrar, Pernod-Ricard, Esso, Meriva, Peugeot ont encore perdu du terrain. Une éclaircie est apparue néanmoins avec les performances honorables accomplies par Printemps, Radoute, Compagnie bancaire, CSF, L'Oréal, Europe n° 1, Chèques, L'Express, etc. Elle a été toutefois éphémère pour s'effondrer de façon significative la veille. A la clôture, l'indicateur instantané accusait encore un recul de 0,53 %.

Malheureusement, la plan d'épargne-retraite accompagné d'une forte incitation fiscale ne semble guère avoir adouci le marché. Son entrée en application, il est vrai, n'est pas pour demain, et ses grandes lignes étaient déjà connues. Toutefois la phénoménologie du fait accompli. En réalité, la Bourse continue à digérer ses échecs de la semaine passée. Elle le fait sans passion. Les « gousses » se font, les profits, mais on n'est ni enthousiasmé ni découragé. L'insécurité d'éléments propres dans l'immédiat à favoriser un sursaut des énergies. En résumé, les opérateurs adoptent une posture de « wait and see ».

Le même sentiment mêlé d'indécision régnait au premier étage. « Tout le monde est réfracté à la suppression du crédit d'impôt », disent un spécialiste. « Ça ne modifiera pas les données fondamentales du marché », en hausse de 17,2 % par rapport à la même période de 1985, du fait de l'entrée de la société Savoie-Réfractaires dans le périmètre de consolidation. A structure comparable, la progression est de 3,3 %.

Le résultat net consolidé du premier semestre est de 87 millions de francs, contre 77 millions de francs pour les six premiers mois de 1985.

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (29 oct.) 73/16

New-York (28 oct.) 513/16

NEW-YORK, 28 octobre

Nouvelle avance

Pour la deuxième fois de suite, Wall Street a manifesté, mardi, d'assez bonnes dispositions. Toutefois, le marché s'est effondré à la clôture. Un instant parvenu à la cote de 1 865,47, l'indice des Industriels, obligé de lâcher du lest, s'est effondré à 1 845,47, n'enregistrant qu'une progression de 3,65 points.

Le bilan de la journée a été de meilleure qualité que les résultats. Sur 2 005 valeurs cotées, 888 ont monté, 662 ont baissé et 455 n'ont pas varié.

D'une certaine façon, la Bourse de New-York s'est placée dans une situation d'attente. Le retour au calme de la tendance sur le marché obligataire a quelque peu ralenti l'atmosphère. Il a été dit, pour une part, à l'affaiblissement du dollar, dont la tenue pourrait en son déclin.

Réserve fédérale à user de l'arme des taux pour réviser l'économie, et pour une autre à l'insécurité régnant sur le résultat de l'opération de refinancement du Trésor américain. L'un approuvait après la séance que ce placement n'aurait pas rencontré un grand succès, en qui laisse planer de sérieux doutes sur les opérations similaires des 30 octobre et 3 novembre.

L'activité s'est accélérée, et 145,87 millions de titres ont changé de mains, contre 135,24 millions la veille.

INDICES BOURSISERS

PARIS

(INSEE, base 100 = 31 déc. 1985)

27 oct. 28 oct.

Valeur française 348 344,4

Valeur étrangère 286 286,4

C* des agents de change (base 100 = 31 déc. 1981)

Indice général 388,2 377,5

NEW-YORK

(Index Dow Jones)

27 oct. 28 oct.

Industriel 1941,82 1940,47

LONDRES

(Index Financial Times)

27 oct. 28 oct.

Industriel 1 251,3 1 256,6

Mines d'or 269,4 271,7

Fonds d'Etat 82,57 82,94

TOKYO

27 oct. 28 oct.

Nikkei 16 157,8 16 397,8

Indice général 1345,94 1345,81

MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 28 octobre

Nombre de contrats : 7 150

ÉCHANGES

COURS

Nov. 86 Déc. 86 Mars 87 Juin 87

Dernier 107,98 108,75 108,78 108,40

Précédent 108,28 108,85 108,70 108,55

AUTOUR DE LA CORBEILLE

M. BALLADUR A CHOISI LES CABINETS D'AUDIT POUR LA PRIVATISATION DES AGF. M. Edouard Balladur a décidé, le 28 octobre, de confier aux cabinets ACL audit (correspondant de Cooper) et Guérard, Delbar, Vallès (GDV), la réalisation de la mission d'audit préalable à la privatisation des Assurances générales de France (AGF). D'autre part, la responsabilité de conseil du gouvernement dans cette opération sera assurée par la Banque Indosuez, qui sera assistée dans sa tâche par la banque de Crédit suisse First Bo-

ton. Les AGF ont, de leur côté, retenu comme conseil la Société générale.

BSN SURSEJOIT À LA FUSION DE GÉNÉRALE RESSCUT AU SEIN DU GROUPE. — Le groupe agro-alimentaire BSN, qui a pris le contrôle de Générale Biscuits (GB) en mai dernier, a décidé de surseoir à l'absorption du troisième biscuitier mondial. On rappelle que les actionnaires de GB ont en la possibilité, dès le 26 mai, de céder leurs titres à BSN, au prix unitaire de 2 285 F.

La Bourse c'est ma vie.

La Bourse sur Minitel.
L'évolution de votre portefeuille personnel
au jour le jour.

Le Monde sur Minitel
36.15 tapez : LEMONDE

LE MINTEL A TROUVÉ A QUI PARLER.

UAP SICAV DE L'UNION DES ASSURANCES DE PARIS

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT À CAPITAL VARIABLE	ALTO	ALTER	ACTIONS FRANCE	ACTIONS SELECTIONNÉES	AEDICAND	LIAP-INVESTISSEMENTS
Orientations	Obligations françaises	Obligations françaises et étrangères	60% min. actions françaises (CEA et Mors)	Valeurs françaises dominantes	Placements à caractère immobilier	Valeurs étrangères dominantes
SITUATION AU 30 SEPTEMBRE 1986						
- Nombre d'actions en circulation	6.689.028	2.902.441	1.010.099	1.327.931	3.882.221	2.895.380
- Actif net total (en millions de F) réparti comme suit:	1.347,22	629,80	443,13	752,91	2.513,85	1.060,19
a) France:						
- obligations classiques et indexées	97,5 %	50,9 %	31,8 %	39, %	41,6 %	32,4 %
- obligations convertibles	1, %	0,7 %	1,8 %	1,5 %	0,6 %	1,5 %
- actions	1, %	48,4 %	64,7 %	57,7 %	47,9 %	19,9 %
b) Étranger: actions et obligations	1, %	4,4 %	1,7 %	4, %	3, %	0,8 %
c) Disponibilités	0,3 %	-	-	-	-	-
d) Bons du Trésor	-	-	-	-	-	-
Valeur liquidative de l'action (en F)	201,41	216,99	438,76	566,98	647,53	366,17
PERFORMANCES AU 30 SEPTEMBRE 1986						
(dividende net réinvesti lors du détachement)						
Cote totale:						
- sur une période de 5 ans (depuis le 30.09.81)	+145,5 %	+108,2 %	+300, %	+274,4 %	+302,6 %	+127, %
- sur une période de 10 ans (depuis le 30.09.76)	+324,5 %	+321,9 %	-	+549,3 %	+697,6 %	+363,3 %

Souscriptions (1) et rachats reçus aux guichets de

LA BANQUE WORMS

45 Boulevard Haussmann 75009 PARIS. (Tél. 42.66.90.10) et dans ses diverses agences.

(1) A compter du 3 novembre prochain, le droit d'entrée sera ramené à:

3,75 % sur la tranche de souscription de 1 à 500.000 F

3,00 % sur la tranche de souscription de 500.001 à 1.000.000 F

2,00 % sur la tranche de souscription supérieure à 1.000.000 F

L'EUROPE DES VILLES RÊVÉES

Une collection de guides intimes sur les villes les plus romantiques d'Europe. L'imagination d'un écrivain (Michel Butor, Julien Green...) et la précision d'un guide détaillé. 2 coffrets de 8 guides à réserver dès maintenant chez votre libraire (prix de lancement du coffret 250 F).

AMSTERDAM - ATHÈNES - BERLIN - BUDAPEST - COPENHAGUE
DUBLIN - EDMBOURG - FLORENCE - GENÈVE - LISBONNE
LONDRES - ROME - SÈVILLE - STOCKHOLM - VENISE - VIENNE

مكتبة الأمل

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS

28 OCTOBRE

**Cours relevés
à 17 h 47**

[illegible]

Comptant (reflection)

Second marché (sélection)

VALEURS			% du nom.	% de occupation	VALEURS			Cours préc.	Dernier cours	VALEURS			Cours préc.	Dernier cours	VALEURS			Cours préc.	Dernier cours	VALEURS			Cours préc.	Dernier cours													
Obligations										Étrangères																											
Emp. 7 % 1972.....					2006					A.E.R.....					850	890	A.G.P.A.....					1300	1310	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
Emp. 8,00 % 77.....					122 70	2 833				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 78/79.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 79/80.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 80/81.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 81/82.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 82/83.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 83/84.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 84/85.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 85/86.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 86/87.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 87/88.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 88/89.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 89/90.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 90/91.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 91/92.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 92/93.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 93/94.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 94/95.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 95/96.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 96/97.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 97/98.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 98/99.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 99/00.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 00/01.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 01/02.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 02/03.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 03/04.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 04/05.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 05/06.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 06/07.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 07/08.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 08/09.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 09/10.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 10/11.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 11/12.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 12/13.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 13/14.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 14/15.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 15/16.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 16/17.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 17/18.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 18/19.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 19/20.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 20/21.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 21/22.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 22/23.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 23/24.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 24/25.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 25/26.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 26/27.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 27/28.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 28/29.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 29/30.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 30/31.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 31/32.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 32/33.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 33/34.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 34/35.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 35/36.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 36/37.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 37/38.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 38/39.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 39/40.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 40/41.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 41/42.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 42/43.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 43/44.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 44/45.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840	825	Alco Allocations.....					840	825	Dauph. D.T.A.....					1900	1950	Midi.....					298	298
8,00 % 45/46.....					100 15	2 827				Alco Allocations.....					840																						

[illegible]**SICAV** (sélection)

28/10

[illegible]

Droits et bons

Cote des changes

Marché libre de l'or

[illegible]

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES
2 Espagne : la politique de modernisation économique à l'épreuve des élections syndicales. 3 La sommet franco-allemand de Francfort. 4 Mozambique : après la mort de Samora Machel. 5 La lutte contre le terrorisme.	6 La lutte contre le terrorisme et la cohabitation. 7 Le découpage électoral devant le Conseil constitutionnel. 8 La discussion budgétaire sur le logement à l'Assemblée nationale.	9 La réforme du code de la nationalité. — Le débat sur la libération massive des détenus. 10 L'assemblée des évêques français. 11 Sports. 28 Médecine.	13 à 20 La Moix de la photo à Paris. 21 Le quarantième anniversaire du CNC. — Point de vue de François Léotard : «Le CNC, un modèle contagieux». 11 Communication : l'avenir de l'FM.	28 Au conseil des ministres : le plan pauvreté. — Le gouvernement annonce une série de mesures en faveur de l'artisanat. 29 La nouvelle réglementation des activités financières de la City. 30-31 Marchés financiers.	Radio-télévision 25 Petites annonces 26 Carnet 26 Météorologie 26 Mots croisés 26 Programmes des spectacles 22 à 24

Cinq gendarmes débordés

Etat d'urgence à Wallis-et-Futuna

NOUMÉA
de notre correspondant

L'île de Wallis, territoire d'outre-mer situé en Polynésie occidentale, à deux mille kilomètres des côtes de Nouvelle-Calédonie, vit depuis le mercredi 28 octobre sous le régime de l'état d'urgence. Cette mesure d'exception — pour le moins singulière dans cette possession française farouchement loyaliste — a été prise par l'administrateur supérieur de l'archipel de Wallis-et-Futuna, M. Jacques La Henaff, suite à une agitation de courtoiseries entre certains milieux de la chefferie coutumière.

Sur place la situation est calme, aucun émeutier n'ayant été signalé dans la journée de mercredi. Mais « à titre de précaution » le haut-commissariat de Nouvelle-Calédonie a dépêché à bord d'un Transat un détachement d'une trentaine de gendarmes. Dans la même temps, la section de légionnaires du 1^{er} Régiment étranger de génie — habituellement basé à Mururoa — qui effectuait dans l'île des travaux d'utilité publique, a été mise à la disposition du représentant de l'Etat.

De sources officielles, à Nouméa, on cherche à minimiser le portée de ces décisions, arguant du fait qu'aucune mesure intermédiaire n'était possible en raison des effectifs dérisoires de la gendarmerie locale (cinq hommes). L'avertissement, cependant, est sans ambiguïté de la part d'un administrateur supérieur, bien décidé à faire valoir l'autorité de l'Etat.

Mercredi soir (mercredi matin en métropole), M. Jacques La Henaff s'adressait aux habitants de l'île sur les ondes de RFO-Wallis en leur expliquant que « les affaires de l'Etat » et qu'il n'accepterait « aucune ingérence extérieure ». Et pour donner plus de poids à sa résolution il a couplé la mesure d'état d'urgence à un dépôt de plainte contre les instigateurs de la fronde coutumière.

Les difficiles relations entre la coutume et l'administration : telle semble être l'origine de cette poussée de ferveur sans précédent dans cet archipel de Wallis-et-Futuna qui dispute à Mayotte les records de loyalisme dans les DOM-TOM (87,69 % des suffrages pour M. Valéry Giscard d'Estaing à l'élection présidentielle de 1981).

Depuis une semaine, une partie de la chefferie coutumière de l'île, emmenée par un des ministres du roi Laviliu, mène campagne pour obtenir le rapatriement du secrétaire général du territoire, M. Georges Jaymes. Ce dernier aurait froissé bien des susceptibilités locales en décidant la retour en métropole, dans le cadre des mouvements administratifs en cours, de deux fonctionnaires, MM. Gaudran et Moulard, semble-t-il bien en vue auprès de certains coutumiers. Obstruction du chef de l'administration : il ne sacrifiera pas son secrétaire général sur l'injonction de quelques esprits échauffés. L'affaire commence à prendre une mauvaise tournure quand un callou, lancé par un inconnu, atterrit dans le bureau du secrétaire général. Une

éclat supplémentaire est franchi mercredi matin avec les menaces proférées par une trentaine de coutumiers d'enlever manu militari le fonctionnaire indésirable dans un avion à destination de Nouméa. Pour l'administrateur supérieur, c'en est trop : il décide de taper du poing sur la table.

Querelles de chefs

Poussée de ferveur éphémère ? On attendait mercredi une prise de position du roi Laviliu, dont dépendra certainement l'évolution de la situation. Il semblerait toutefois, selon le haut-commissariat à Nouméa, que le hiérarque coutumier ait donné son aval, ainsi que les deux parlementaires RPR, MM. Benjamin Brial et Soapho Papilio, à la mesure d'exception. Selon des sources locales, cette affaire ne serait pas étrangère à des querelles de pouvoir au sein de la chefferie : le ministre frondeur serait précipité d'un trône du roi et chercherait à travers l'urgence actuelle à se faire valoir auprès de la population.

Il reste qu'à Wallis, la rapatriement forcé de fonctionnaires contestés est une vieille habitude : en 1974, l'administrateur supérieur d'alors avait dû boucler ses valises sous l'insistance pressante du chef coutumier, et sur les quatre-vingt-cinq métropolitains présents sur l'île, rares sont ceux qui achèveront leur séjour de trois ans, rapidement découragés par certaines mœurs en quarantaine. Cela n'empêche pas les Wallisiens d'être passionnément pro-français.

FRÉDÉRIC BOBIN.

A Genève

Les Etats-Unis vont préciser leurs propositions sur la réduction des armements stratégiques

Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Larry Speakes, a confirmé, mardi 28 octobre, que

BOURSE DE PARIS

Matinée du 29 octobre

Légère amélioration

Secourée depuis le début de la semaine par des ventes bénéficiaires, la Bourse de Paris avait malmené mardi mercredi matin. Au cours de la session préliminaire, une légère amélioration s'est fait jour. D'abord à l'effritement, la tendance s'est un peu raffermie ensuite et l'indicateur instantané a timidement progressé de 0,21 %.

Hess de Moët, Synthelabo, CSF, Perrier, Docks de France, Printemps (de 1 à 2,2 %). Repi de TAT (4 %), Schneider (-3 %), Proxvet (-2 %).

Valeurs françaises			
	Cours précédent	Plus haut	Plus bas
Accor	418	418	418
Agencement	1880	1870	1870
Alcatel	788	785	785
Banque Paribas	1114	1114	1110
Bouygues	2246	2246	2246
B.P.A.	1380	1380	1380
C.A.S.	4180	4180	4180
Carrefour	3550	3545	3550
Chemin de fer	1300	1300	1300
Coleman	324	324	324
Coleman National	2250	2250	2250
Elf	1344	1344	1344
Elf-Aquitaine	308	308	308
Elf-Paris	3210	3210	3210
Elf-Paris	1328	1328	1328
Elf-Paris	2480	2480	2480
Elf-Paris	1558	1558	1558
Elf-Paris	2220	2210	2220
Elf-Paris	1083	1083	1072
Elf-Paris	3510	3525	3525
Elf-Paris	1125	1125	1125
Elf-Paris	1025	1025	1025
Elf-Paris	1087	1080	1078
Elf-Paris	679	679	670
Elf-Paris	787	780	787
Elf-Paris	2770	2770	2770
Elf-Paris	1825	1840	1835
Elf-Paris	424	424	424
Elf-Paris	2650	2650	2645
Elf-Paris	513	518	514

Le numéro du « Monde » daté 29 octobre 1986 a été tiré à 470 364 exemplaires

A B C D E F G

LIBAN

Le Hezbollah enlève quatre soldats syriens dans la Bekaa

Quatre soldats des forces d'élite syriennes ont été enlevés mardi 28 octobre à l'aube à Machghara, dans la plaine libanaise de la Bekaa, par des miliciens du Hezbollah.

L'enlèvement est intervenu quelques heures après l'arrestation à un barrage conjoint de l'armée libanaise et des forces syriennes, de deux miliciens pro-iraniens. Les deux hommes, armés de revolvers, avaient refusé d'obtempérer aux ordres et un échange de coups de feu s'était ensuivi.

Les soldats syriens et libanais ont renforcé leurs barrages à Machghara et dans les environs, où règne une vive tension. Les réunions qui se sont tenues dans la localité et dans le village proche d'Aitani, où se trouve le commandement syrien, n'ont pas permis de parvenir à une solution. Selon une source proche du mouvement chiite Amal, dont un des responsables participe aux réunions, le Hezbollah demande la libération des six personnes alors que les militaires exigent l'élargissement préalable des quatre soldats syriens.

Trêve précaire à Saida

Le cessez-le-feu conclu à Saida, capitale du Sud libanais, entre miliciens chiites et palestiniens semble de plus en plus précaire, en raison du refus du mouvement Amal d'évacuer les hauteurs de Maghdouché, au sud-est de la ville, d'où il bombarde le camp palestinien d'Aïn Héliou. Des accrochages intermittents opposent les belligères que 500 miliciens, appartenant le long de la route menant d'Aïn Héliou à Maghdouché. Trois Palestiniens du camp ont été blessés, ce qui porte le bilan à 34 morts et 110 blessés depuis le début des combats, vendredi soir.

Le général Fera quitte la FINU. Le général français, qui était commandant en chef adjoint de la FINU, depuis 1984, quittera son poste le 4 novembre prochain. Il sera remplacé par le général Michel Zeller, qui avait commandé en 1980 le bataillon logistique français, puis en 1982 le bataillon opérationnel français de la FINU. — (AFP.)

Les ambassadeurs arabes chargés du conflit Iran-Irak à Matignon

Le comité des sept ambassadeurs arabes chargés de suivre la guerre Iran-Irak a exprimé, mardi 28 octobre, auprès de M. Jacques Chirac son souhait que la France agisse, dans ce conflit, en faveur de « la paix, pour soutenir les efforts de l'Irak ».

« Nous sommes venus exposer au premier ministre la situation actuelle, qui est tragique », a déclaré M. Youssef Ben Abbès, ambassadeur du Maroc et doyen du corps diplomatique arabe à Paris, à l'issue de cet entretien qui intervient au lendemain de la reprise des négociations franco-iraniennes pour le règlement du contentieux financier.

Evocant la guerre irako-iranienne, qui « dure depuis sept ans malgré les efforts de l'Irak pour la paix », M. Ben Abbès a déclaré que la délégation était venue à Matignon « après les derniers appels lancés par le président Saddam Hussein pour une paix négociée » et avait « demandé à M. Chirac que la France agisse dans le sens de la paix pour soutenir les efforts de l'Irak, ainsi qu'auprès de la Communauté européenne où elle a une grande influence, étant donné que c'est le seul pays qui ait une politique au Proche-Orient ».

Blé pour la Syrie

Mille huit cents tonnes de blé de la récolte 1985 seront livrées dans quelques jours par bateau à la Syrie par la société Matram, établie à Nantes. Stockées actuellement à Parthenay (Deux-Sèvres), les céréales seront fournies au titre de l'aide alimentaire de la Communauté européenne. La France a pris en charge l'acheminement.

En Une Demi-Heure, vos Repas CHEZ VOUS par « LAYRAC à domicile » en téléphonant à 46.34.21.40 (Vos pour choisir votre Menu sur MINUTEL à 43.32.24.74)

Sur le vif

Gare aux poux

C'est pas pour vous vexer, mais faut que je vous dise, vous me dégoûtez tout un peu. J'ai peur que vous me renfilez vos parasites et vos microbes. Remarque, c'est nouveau. Il y a quelques jours encore, l'incendie du danger, à la sortie de la station Chausse-d'Antin, l'hérisse pas à hérisse me fâchait, mon parapluie et mon sac en me cramponnant à la rampe de l'escalier, le bureau mon café accoudé au comptoir du bar-tabac du coin, et à la gym je foudroyais négligemment mes affaires dans le premier casier venu.

Fait, ça, terminé ! Pourquoi ? Parce que vous avez des poux. Hurlé de riez. C'est marqué dans le Reader's Digest. Vous êtes un peu moins sales qu'il y a deux ans, mais, question poux, vous battez tous les records. J'ai les chiffres sous les yeux. En 1985, vous avez schiqué trois millions de produits anti-poux. Or il suffit d'une seule dose pour épuiser toute une famille.

Bizarre, non ? En 1950, paraît qu'il n'y avait pratiquement plus. Et puis, là, c'est l'invasion.

On ne voit plus que ça dans les hôpitaux et les pharmacies, on n'a jamais vendu autant de produits fins, et les gens s'achètent pas de se chercher des poux en rêvant du Rimboud. C'est au point que mon Jacquot a été obligé de créer un bataillon de dantes-poux, chargés de chasser la peste interminable de tous les établissements scolaires infestés.

Autre chose : contrairement à vous, ils ne sont pas racistes, les poux. Ils ne s'attaquent pas en priorité aux tignasses ébouriffées des gosses d'émigrés. Ils adorent se balader sous la frange des minettes des beaux quartiers.

La plus mortifiant, c'est pas ça. Ce matin, à la conférence, je me radine, toute fière, toute coquette, avec un joli chapeau rouge assorti à mon tailleur. Je vais pour leur faire la bise. Ils s'écartent, ils se détournent. Enfin quoi, j'ai pas la gale ! Alors oui : Non, mais t'es peut-être des têtes sous ton bill.

CLAUDE SARRAUTE.

Nomination de préfets

Le conseil des ministres du mardi 29 octobre a adopté le mouvement préfectoral suivant :

Région de Haute-Normandie :

M. Jean-Claude Quyllot.

M. Jean-Claude Quyllot, préfet de la région de la Haute-Normandie, préfet de la région de Haute-Normandie, préfet de la région de Haute-Normandie en remplacement de M. Silbermann nommé préfet de la région de Franche-Comté.

M. Jean-Claude Quyllot, né le 28 mai 1932 à Sète, est maître de conférences à l'Institut d'études politiques et à l'Ecole nationale d'administration. Il a été, en 1963, chargé de mission en cabinet du ministre de l'Information puis notaire, en 1966, conseiller technique au cabinet de M. François Mitterrand, alors ministre de la jeunesse et des sports, après avoir été directeur du cabinet du préfet de la Charente (1959), et de celui du préfet de la Haute-Rhône (1963). En mai 1968, il est nommé secrétaire général de l'Office franco-québécois pour la jeunesse, et en février 1974 il devient secrétaire général de la Seine-Saint-Denis.

Il est nommé préfet de la Manche en 1977, directeur du cabinet du ministre de la santé en 1979 et préfet du Gard en 1980. Il devient en 1982 préfet de l'Oise et en mars 1985 préfet de la région de Limousin.

Région de Limousin :

M. Philippe Lohéac.

M. Philippe Lohéac, préfet du département de Meurthe-et-Moselle, est nommé préfet de la région de Limousin.

M. Mitterrand n'est pas « présentement » candidat à la présidence de l'Europe

Au cours de son interview à Antenne 2, mardi 28 octobre, M. Mitterrand a été interrogé sur l'instauration éventuelle d'une présidence de l'Europe et le souhait exprimé par M. Giscard d'Estaing à ce sujet. Le président de la République a répondu : « C'est une ambition très noble, et, si les conditions étaient réunies, ce serait une structure utile. Je comprends donc très bien les responsables politiques qui aspirent à remplir cette fonction. Tel n'est pas présentement mon cas ».

Création d'un comité de soutien à l'ex-empereur Bokassa

Un député du Front national, M. Roger Holcandre, a annoncé, mardi 28 octobre à Paris, la création d'un comité de soutien à l'ex-empereur centrafricain Jean-Bédel Bokassa afin d'obtenir soit sa libération, soit un jugement « libre » et honnête, en présence d'avocats français ou internationaux.

région de Limousin, préfet de la Haute-Vienne en remplacement de M. Quyllot.

(Né le 2 décembre 1930 à Gailon (Eure), licencié en droit et brevet de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer, M. Lohéac, après avoir été administrateur adjoint de la FOM en service au Soudan français en 1955, fut intégré en 1958 et nommé directeur de cabinet du préfet de l'Aisne en 1961. Directeur de cabinet du préfet de la Haute-Corse en 1967, il devint secrétaire général de la Région pour les affaires économiques en 1968, puis chef de mission auprès du préfet de Haute-Normandie en 1971. Il est nommé secrétaire général de la Haute-Corse en 1973. Préfet de l'Aisne en 1981, il est nommé en Meurthe-et-Moselle en 1984.)

M. Désiré Carli, préfet hors cadres, est nommé préfet du département de Meurthe-et-Moselle en remplacement de M. Lohéac.

(Né le 9 novembre 1924 à Brézillac (Gard), M. Carli a fait carrière dans l'administration d'outre-mer et a été sous-préfet d'Indonésie (1974), de Fontenay-le-Comte (1976) et de Castres (1978). Il est nommé préfet de la Guyane en 1980, préfet des Hautes-Alpes en 1981 et placé en position hors cadres en juillet 1982.)

Où trouver le Glenlivet ?

Pure single Highland Malt 12 years old scotch whisky. Jusqu'ici on ne pouvait se le procurer qu'à la distillerie (la plus ancienne d'Ecosse, fondée en 1775). Aujourd'hui on peut le découvrir chez quelques rares spécialistes, passionnés de vieux whiskies, par exemple Le Jardin de Savigny, 43, rue Jean-Allemane, Savigny-Orléans.

TAPIS PERSANS FAITS MAIN

exceptionnel rabais de 50%

exemple : Remodean 210 x 110 = 3.400 F MAISON DE L'IRAN 65, Champs-Élysées (87)

LE MINITEL INTELLIGENT

VIDEOTEX magazine 25 F

UNE DES MANIÈRES DE JOUER À L'ÉCHEC

سكنا من 43.32.24.74